

GLOBAL STUDIES INSTITUTE DE L'UNIVERSITÉ DE GENÈVE

COLLECTION « MÉMOIRES ÉLECTRONIQUES »

Vol. 128-2024

**La Corée du Sud et les pays du Golfe :
entre conquête technologique et succès commercial**

Mémoire présenté pour l'obtention
du Master Moyen-Orient
par Julia Rochard

Rédigé sous la direction de Azzedine Rakkah
Juré : Hasni Abidi
Genève, juin 2023

Remerciements

En premier lieu, je tiens à remercier le Dr Azzedine Rakkah pour avoir accepté de diriger ce mémoire ainsi que sa disponibilité et ses précieux conseils. Je tiens aussi à remercier le Dr Hasni Abidi d'avoir accepté d'être le juré de ce mémoire.

Mes remerciements vont aussi à mon oncle et ma tante qui m'ont permis de réaliser ce mémoire dans les meilleures conditions. Un remerciement ne semble pas être un mot assez fort pour mes parents, leurs soutiens quotidiens et leurs conseils malgré la distance qui nous sépare. Une pensée va aussi à mes frères qui ont toujours été là, par-delà l'océan qui nous sépare.

Enfin, je tiens à remercier pour ses conseils et toutes nos discussions sur des sujets aussi divers que variés, une personne qui continuera à être ma plus grande source d'inspiration. Elle se reconnaîtra.

Avant de commencer cet écrit, il convient de l'entamer avec une citation : « Elle est venue par cette ligne blanche pouvant tout aussi bien signifier l'issue de l'aube que le bougeoir du crépuscule » René Char.

Sommaire

Remerciements	II
Sommaire	III
Introduction	2

1. Méthodologie

1.1 Revue de la littérature	4
1.2 Définitions des termes clés	6
1.3 Limites de la recherche	13
1.4 Structure du travail	13

2. La mouvance du système international : aperçu

2.1 Asie de l'Est : carrefour des grandes puissances	14
2.2 L'Arabie Saoudite et les Émirats arabes unis : volontés d'extraction du Golfe persique	28
2.3 La rencontre	37

3. La variable d'analyse : la technologie

3.1 L'économie et la technologie	40
3.2 Les technologies coréennes	44
3.3 Les Smart City	47

4. Étude de cas

Quand la sécurité rencontre l'économie et la technologie : 2008-2022

4.1 Le nucléaire	50
4.2 L'énergie solaire	53
4.3 L'hydrogène	55
4.4 Les hydrocarbures	57
4.5 L'espace	59

5. Conclusion

Bibliographie	66
Annexes	84
Table des matières	96

Introduction

Régie par différentes interactions, l'économie donne le tempo à la politique. La scène internationale est un espace où l'économie et la politique se rencontrent sous diverses formes. Dans une ère de fluctuations économiques et donc politiques, les États-nations se retrouvent bousculés et en proie à des reconfigurations notamment dans leurs partenariats. Les États-nations semblent en recherche d'une certaine harmonie, à l'instar de la musique. Mais l'harmonie n'est que temporelle et fluctue selon les saisons, comme peuvent le faire ressortir les quatre saisons de Vivaldi. La production des douze concertos de Vivaldi englobant les quatre saisons s'intitule : *Il cimento dell'armonia e dell'invenzione*, signifiant « l'épreuve entre l'Harmonie et l'Invention ». Et c'est bien ici de quoi il s'agit : une volonté d'harmonie mise à l'épreuve par l'évolution du monde, par le changement et le tempo qui pourrait bien illustrer ce qu'est l'économie.

Les États, motivés par la recherche de sécurité, furent toujours en quête de stabilité au sein de leurs empires, royaumes, nations. C'est d'ailleurs face à une instabilité politique émiettant la légitimité interne, au temps de la dynastie Zhou, que Confucius « (...) a essayé de revitaliser le Zhou en ramenant son origine transcendante dans la nature humaine ainsi que l'exprimait le concept de rem (仁), le “sentiment d'humanité” qui unit les êtres humains entre eux, avec la nature et même avec le Ciel »¹. Le concept d'Harmonie au sens du confucianisme émergea : « Le confucianisme recherche l'harmonie optimale à travers une régulation du rituel par le principe de réciprocité »². La recherche de réciprocité et d'une entente mutuelle semble aussi faire écho aux relations économiques.

La Corée du Sud, les Émirats arabes unis et l'Arabie Saoudite avaient établi depuis de nombreuses années des partenariats avec différentes nations permettant l'émergence de leur statut de pays en développement à puissance moyenne, ayant un poids non négligeable sur la scène internationale. Ces pays semblaient donc avoir acquis une certaine forme d'harmonie au travers de leurs relations économiques qui permettaient notamment le maintien de leur politique. Mais le contexte d'instabilité que ces deux régions connaissent amène des incertitudes. Le 15 janvier 2023, le président Sud-Coréen Yoon Suk-Yeol était en déplacement aux Émirats arabes unis. Cette visite d'État se conclut par la signature de 13 MoU (*Memorandum of Understanding*), dans les domaines tels que l'énergie et la défense : « Ils [Yoon Sok-Yeol et Mohammed ben Zayed Al Nahyane] incluent une déclaration conjointe pour le renforcement du partenariat stratégique énergétique entre les deux pays à travers « un partenariat stratégique énergétique global (CSEP) », un MoU pour la coopération dans l'industrie de la défense stratégique et un accord sur un projet conjoint concernant une réserve de pétrole »³. Lors de cette rencontre, le président de la République de Corée souligna la confiance entre les Émirats arabes unis et la Corée du Sud : « La confiance des UAE envers la République de Corée sera vérifiée à travers la coopération stratégique dans les domaines de l'énergie nucléaire, la défense et les énergies hydrogène et photovoltaïque et sera prouvée à travers divers échanges et coopérations dans les secteurs militaire et culturel »⁴. Cette confiance amène la volonté du président sud-coréen d'établir sur le long terme une base débouchant sur une : « (...) prospérité conjointe future de la Corée du Sud et des Émirats arabes unis (EAU) (...) »⁵. Puis, le 7 mars 2023, le ministre de la défense saoudien vint à Séoul⁶. La rencontre entre les deux ministres de la défense

¹ Vincent SHEN et Daniel ARAPU, « Harmonie optimale, enrichissement mutuel et étrangéisation », in *Diogenès*, 2007, vol. 220, no. 4, pp. 124-125.

² *Ibid.*, p.127.

³ YONHAP, « La Corée du Sud et les EAU signent 13 MoU pour la coopération dans l'énergie et les armes », *Agence de Presse Yonhap*, 15 janvier 2023. <https://fr.yna.co.kr/view/AFR20230115001200884>

⁴ YONHAP, « Yoon dit qu'il n'oubliera pas la confiance des EAU envers la Corée du Sud », *Agence de Presse Yonhap*, 15 janvier 2023. <https://fr.yna.co.kr/view/AFR20230116000300884>

⁵ YONHAP, « Yoon décrit les EAU comme un “partenaire optimal” pour la coopération », *Agence de Presse Yonhap*, 15 janvier 2023. <https://fr.yna.co.kr/view/AFR20230115000500884>

⁶ YONHAP, « S. Korean, Saudi defense chiefs agree on regular ministerial dialogue on defense cooperation », *Agence de Presse Yonhap*, 7 mars 2023. <https://en.yna.co.kr/view/AEN20230307010900325>

aboutit à une volonté d'installer : « (...) a regular ministerial-level dialogue on arms industry cooperation during their talks in Seoul (...) »⁷. L'industrie de la défense semble rythmer les relations économiques et les partenariats entre ces pays. Bien que ces pays aient entretenu des relations économiques depuis quelques années, elles n'étaient alors que très peu axées sur des questions sécuritaires. Par ailleurs, les inventions, notamment dans le domaine technologique, pourraient amener à une reconfiguration des partenariats privilégiés. En effet, les États-Unis ne semblent plus être les avant-gardistes dans le monde de la technologie, amenant à questionner l'harmonie de ces relations. Confrontée à l'épreuve des nouvelles avancées, l'harmonie s'en retrouve perturbée. Elle tente de se réformer en s'adaptant aux inventions.

La rencontre entre la Corée du Sud et les deux pays du Golfe semble fluctuer, comme vu plus en haut, et semble se reconfigurer vers un aspect sécuritaire, militaire et technologique. Cette recherche de sécurité questionne sur la motivation de ces acteurs. Pourquoi se rapprocher au risque de mettre à mal une relation économique avec un/des partenaire(s) « historique(s) » ? Les questions demeurent et font émerger une problématique, reliant tant l'économie et la politique que les alliances internationales. Dans cette optique, il semble alors opportun de se poser la question : Pourquoi et comment la relation qu'entretient la Corée du Sud avec des pays tels que les Émirats arabes unis et l'Arabie Saoudite fut investie de l'aspect sécuritaire, faisant évoluer les relations vers des relations économiques plus axées sur la défense ?

⁷ *Ibid.*

1. Méthodologie

Ce mémoire de recherche s'inscrit dans le cadre théorique réaliste des relations internationales. Prenant comme source d'inspiration Raymond Aron qui postulait que « La caractéristique première d'un système international est la configuration du rapport des forces »⁸, ce travail mettra en avant comment des puissances dites moyennes puisent dans ces rapports de forces afin de s'immiscer sur la scène internationale. De plus, la théorie réaliste évoque un monde où règne l'anarchie et/ou les États sont en quête de puissance et de prestige. L'équilibre des forces et des puissances s'opère dans un but d'offrir une stabilité relative⁹. La prise de position de cette théorie met aussi en avant comment la politique extérieure des États peut être mise en avant avec un *high politics* qui prime sur la *low politics* qui fait référence à la politique nationale¹⁰. Mais le monde étant en perpétuelle reconfiguration, connaissant des essors et des déclin, il convient aussi de souligner les propos de Waltz, néo-réaliste qui affirme que la structure anarchique de l'ordre international amène les États à cette recherche perpétuelle d'assurer leur propre sécurité pour survivre¹¹. Cette recherche de sécurité dans un but de survie pourrait alors être mise en place à travers des outils, notamment l'économie. En effet, l'économie politique permet la mobilisation et l'analyse de secteurs à la fois privé et public et permet de saisir aussi le lien entre l'international et le national afin de distinguer la motivation des acteurs¹². De ce fait, ce champ d'études pourrait alors être mis en lumière notamment au prisme de la théorie réaliste au travers de la diplomatie économique. Mais l'économie tout comme l'ordre mondial a connu des mutations et il semble alors pertinent de s'interroger sur comment l'économie va être investie de sécurité dans le cas des Émirats arabes unis, de la Corée du Sud et de l'Arabie Saoudite.

1.1 Revue de la littérature

Les recherches se concentrant sur les relations entre la Corée du Sud et le Moyen-Orient semblent être un domaine d'étude encore en développement. Cela peut notamment aussi s'observer au sein des grandes Universités coréennes telles que la *Yonsei University* ou la *Séoul National University* où les départements se concentrant sur les études du Moyen-Orient semblent encore peu développés, même s'il existe la présence de nombreuses associations en Corée permettant de faire un lien avec cette région comme peut l'en attester « Korea Middle East Cooperation Forum » ; « Korean-Arab Friendship Society (KOAFS) » ou encore la « Korean-Arab Society (KAS) »¹³. Les recherches liant ces deux points du globe s'intéressent souvent à l'influence du *Soft Power* sud-coréen et à sa résonance au Moyen-Orient. Les recherches portent notamment sur la *Hallyu wave* qui concerne les séries sud-coréennes (les *K-Drama*), ou la musique (*K-Pop*) avec des recherches notamment de Nissim Otmazgin & Irina Lyan, et Mohamed Elaskary¹⁴.

Mais dans le domaine des recherches des relations internationales ou encore sur la sécurité, ce sont les travaux reliant la Corée du Sud avec la Corée du Nord, la Chine ou encore les États-Unis qui semblent dominer. Pourtant la recherche liant le pays du matin calme avec le Moyen-Orient n'est pas dénuée d'intérêts.

En effet, un des auteurs qui s'intéresse à cette relation entre la Corée du Sud et le Moyen-Orient dans le domaine des sciences politiques est l'auteur Levkowitz qui retrace l'historique et l'évolution des relations

⁸ Dario BATTISTELLA, Jérémie CORNUT et Élie BARANETS, « Chapitre 4. Le paradigme réaliste », in Dario BATTISTELLA (et al.), *Théories des relations internationales*, Paris, Presses de Sciences Po, 2019, p.135.

⁹ *Ibid.*, p.121-122.

¹⁰ *Ibid.*, p.123.

¹¹ *Ibid.*, p.140.

¹² Azzedine RAKKAH, « Cours 4 ». Cours Économie Politique du Moyen-Orient. Genève, Université de Genève, Octobre 2021.

¹³ Niu SONG, « The Strategic Partnership between South Korea and the United Arab Emirates », in *Security Strategies Journal*, 2013, vol. 09, no. 17, p.40.

¹⁴ Mohamed ELASKARY, « The Korean Wave in the Middle East: Past and Present », in *Journal of Open Innovation. Technology, Market and Complexity*, 2018, vol. 04, no. 04, pp.1-16.

qu'entretient la Corée du Sud avec le Moyen-Orient et comment ces relations ont évolué au travers des différentes mutations liées à l'histoire et la position adoptée par Séoul¹⁵. Selon cet auteur, la venue du pays du matin calme dans cette région est de nature « purement économique », même si depuis les années 2000 une plus grande implication politique peut être ressentie¹⁶. Son analyse globale du Moyen-Orient avec la Corée du Sud met en lumière des aspects qui sont mieux connus de la sphère académique comme les relations ambiguës qu'entretiennent l'Iran et la Corée du Sud¹⁷, ou Israël et la Corée du Sud¹⁸. Ou encore comment la Corée du Sud utilise sa politique étrangère dans un but aussi de contraindre dans le futur la Corée du Nord notamment à travers diverses sanctions¹⁹.

Dans la même continuité, l'auteur Çelik analyse les relations entre la Corée du Sud et le Moyen-Orient en adoptant un angle axé sur le gouvernement sud-coréen où il analyse les ruptures et les continuations sous les différentes présidences de Lee Myung-Back à Moon Jae-In au Moyen-Orient²⁰.

Plus récemment une étude italienne de ISPI (*Italian Institute for International Political Studies*) intitulée « Looking West : The Rise of Asia in the Middle East » met en lumière les relations que peuvent entretenir la Chine, l'Inde, le Japon, mais aussi la Corée du Sud dans la région du Moyen-Orient. Le chapitre dédié à la Corée du Sud écrit par Jeongmin Seo analyse la coopération économique entre les deux parties, mais aussi la diversification apparue ces dernières années sur la coopération notamment dans le domaine sécuritaire²¹ ainsi que la façon dont ces partenariats furent entravés notamment depuis 2014²².

Dans le champ des études coréennes, il est intéressant de constater la prédominance pour les études ayant une perspective de développement en ce qui concerne la région du Moyen-Orient. L'auteur Park Jong-Dae, sous le prisme du développement, évoque comment des réponses politiques au problème politique peuvent s'avérer infructueuses :

« It seems fair to say that the matters of political nature would require political solutions. But there is a catch. This sounds natural and would hold true in most cases in the developed world but in the case of developing countries, many of the problems are structural, profound, and multi-sectoral so that simple 'political' response, that do not entail fundamental and comprehensive measures, would hardly work »²³.

Pour lui, les problèmes et lacunes auxquels font face les pays du Moyen-Orient sont dus au fait qu'il y a eu un échec de développement dans trois domaines : « : (i) state-building and nation – building ; (ii) “participatory development” ; and (iii) capability of »²⁴.

Une étude intéressante analysant la présence des troupes coréennes aux Émirats fut trouvée, mais malheureusement est restée inaccessible. Cette étude s'intitule « Korea's foreign policy on dispatching

¹⁵ Alon LEVKOWITZ, « Korea and the Middle East turmoil: A reassessment of South Korea-Middle East relations », in *The Korean Journal of Defense Analysis*, 2012, vol. 24 no. 02, pp.225-238.

¹⁶ *Ibid.*, pp.226 et 235.

¹⁷ *Ibid.*, p.236 ; et Shirzad AZAD, « « Tethered to Sanctions to the Nth Degree: The Rise and Fall of South Korea in Iran », in *Contemporary Review of the Middle East*, 2023, vol. 10 no.01, pp.31-45.

¹⁸ Alon LEVKOWITZ, « The Republic of Korea and the Middle East: Economics, Diplomacy, and Security », in *The Begin-Sadat Center for Strategic Studies Bar-Ilan University*, 2010, no. 106, pp. 1-32.

¹⁹ Alon LEVKOWITZ, « Korea and the Middle East turmoil: A reassessment of South Korea-Middle East relations », *op.cit.*, p.236.

²⁰ Hatice ÇELIK, « Understanding South Korea-Middle East Relations under Moon Jae-in Administration », in *Korea Europe Review: (KER)*, 2022, vol. June, no 2, pp.1-14.

²¹ Jeongmin SEO, « 4. South Korea in the Middle East: Assets and Liabilities of a Middle Power », in Valeria TALBOT et Ugo TRAMBALLI (dir.), *Looking West. The Rise of Asia in the Middle East*, Milan, Ledizioni, 2020, p.77.

²² *Ibid.*, pp.92-93.

²³ Jong-Dae PARK, 2022. « Political Economic Perspectives on the Development of the Middle East and North Africa », in *Journal of Public Choice*, 2022, vol.01 no.01, p.78.

²⁴ *Ibid.*

troops to the Middle East - Focusing on dispatching troops to Afghanistan and the UAE » (traduit du coréen vers l'Anglais²⁵)²⁶.

Toutes ces recherches montrent comment la question du Moyen-Orient reliée à celle de la Corée du Sud peut être pluridisciplinaire et peut regrouper tant des domaines liés au développement, qu'à la sécurité, ou encore à l'économie et au politique. Mais toutes ces recherches semblent avoir des lacunes puisqu'elles restent dans une perspective globale du Moyen-Orient et semblent être plus descriptives qu'analytiques. Un manque d'analyse concernant les interactions entre les besoins nationaux et internationaux, notamment liés à la sécurité, se retrouve. Par ailleurs, bien que des auteurs se soient questionnés sur les relations entre la Corée du Sud et les Émirats arabes unis, aucune étude à ce jour ne fut trouvée en anglais ou en français, en ce qui concerne les relations et le changement de paradigme opéré depuis 2008 entre l'Arabie Saoudite, les Émirats arabes unis et la Corée du Sud. C'est alors dans cette perspective que s'inscrira ce mémoire. Il s'agira d'essayer de combler un vide académique afin de permettre d'ouvrir un nouveau champ de recherche. Avant d'analyser les cas structurant ce mémoire il convient de prime abord de revenir sur des notions et des concepts qui modèleront ce travail tout au long de son élaboration.

1.2 Définitions des termes clés

Pour éviter toute ambiguïté entre différents termes, il convient de dresser une définition des termes importants qui aideront à l'élaboration de la thèse de ce mémoire. Ces termes clés permettront de mettre en avant, des définitions, concepts qui aideront à mieux comprendre les instruments structurant la diplomatie coréenne. En effet, l'usage des termes aura une résonance tout au long du travail et servira d'instrument à l'analyse de la diplomatie coréenne avec les pays du Golfe.

1.2.1 La diplomatie économique

Clausewitz disait que la « guerre n'est que la continuation de la politique par d'autres moyens ». Suivant la pensée réaliste, la politique ne serait alors qu'un lieu, un champ de bataille entre divers États, pour cette recherche de puissance. Mais l'élaboration de relations entre divers États et les rapports de force qui le composent requiert un art machiavélien que seule la diplomatie maîtrise. La diplomatie et la notion qu'elle comporte sont alors « indissociable de celle d'État »²⁷. Mais dans un monde où la mondialisation est régie par des échanges économiques, cela impliquerait alors la formation d'une certaine « Diplomatie économique », qui semble ambiguë puisque portant en elle cette notion de conflit, de guerre revenant aux idées mercantiles, mais aussi celle de dialogue économique, ou des acteurs privés et publics tentent de faire valoir leurs intérêts nationaux²⁸ ²⁹. Cette diplomatie trouva écho, notamment dans les pays en développement au cours des années 1960, puis à la fin de la guerre froide, afin d'essayer de se faire une place dans un monde dominé par des grandes puissances³⁰. Et c'est en 1973 que les pays de l'OPEP vont porter sur le devant de la scène la possibilité coercitive que peut comporter la diplomatie économique³¹. Mais la diplomatie économique est aussi intimement liée à la diplomatie publique, comme l'en attestera l'élaboration dans les pages suivantes de la notion de *Nation-Branding*. Pour l'auteur Kateb, la diplomatie économique pourrait alors être :

²⁵ Titre original de l'Article : « 한국의 對 중동 파병외교정책- 아프가니스탄 및 UAE 파병을 중심으로 »

²⁶ Soo Hyung KIM (김, 수형) et Hyung Kyung KIM (현경, 김), « 한국의 대(對)중동 파병외교정책 - 아프가니스탄 및 UAE 파병을 중심으로- ». (Korea's Foreign Policy on Troop Dispatch to the Middle East - Focused on Troop Dispatch to Afghanistan and UAE-) *한국외국어대학교 중동연구소* / in *Middle East Research Center, Hankuk University of Foreign Studies*, 2014, vol. 32, no.03, pp.23-54.

²⁷ Alexandre KATEB, « La diplomatie économique des nouvelles puissances », in *Géoeconomie*, 2011, vol.56 no.01, p.88.

²⁸ *Ibid.*, p.88.

²⁹ Laurence BADEL, « Chapitre 14. Diplomatie économique, diplomatie d'entreprise », in Thierry BALZACQ (et al.) *Manuel de Diplomatie*, Paris, Presses de Sciences Po, 2018, pp.245-246.

³⁰ *Ibid.*, p.247.

³¹ *Ibid.*, p.250.

« (...) une manière pour un État de renforcer sa puissance face aux autres États, en se servant des moyens de l'économie : négociations commerciales internationales (de type GATT/OMC), mesures de soutien à l'expansion internationale des entreprises nationales, ou à l'inverse, mesures d'attraction des investissements étrangers sur le sol national »³².

L'État se servirait alors de cette diplomatie dans un but de satisfaire sa quête de puissance. Cependant, face à la mondialisation, la dualité de cette diplomatie ressort puisqu'elle demande aussi la considération d'acteurs non étatiques dans la mise en place de la politique étrangère d'un État³³. Et dans un contexte où ce travail s'intéresse à des puissances moyennes, qui étaient il y a quelques années des pays en développement, il est apparu essentiel de cerner les rouages qui peuvent constituer leurs diplomaties, mais aussi leurs relations afin de comprendre pourquoi des investissements existent entre ces pays et quelles sont leurs motivations au niveau national, mais aussi international.

Par ailleurs, la mise en place d'une diplomatie économique peut aussi rencontrer la diplomatie de l'énergie, qui même si elle ne comporte pas de définition précise pourrait être qualifiée de : « (...) it pertains to government-related foreign activities that aim to ensure a country's energy security while also promoting business opportunities related to the energy sector »³⁴. De ce fait, la mise en place des relations bilatérales entre la Corée du Sud et les deux pays du Golfe pourraient s'inscrire dans cette diplomatie économique visant à renforcer sa position combinée à une diplomatie de l'énergie qui est à la recherche de sécurité.

Dans la mise en place de ces relations bilatérales, il n'est alors pas surprenant que les Émirats arabes unis et la Corée du Sud aient établi un partenariat stratégique. En effet des relations bilatérales spéciales naissent dans des pays partageant des liens étroits entre la politique, l'économie et la sécurité³⁵.

La guerre est peut-être la continuation de la politique par d'autres moyens, mais avec l'essor de la diplomatie économique, l'économie est alors aussi devenue la continuation de la politique par d'autres moyens. Combiné à cette diplomatie économique, la mise en place d'une diplomatie de l'énergie va alors créer un terreau fertile pour l'émergence de relations bilatérales spéciales pouvant être caractérisées autant par la mise en place de MoU que de *Strategic Partnership*.

1.2.2 Memorandum d'accord / Memorandum of Understanding (MoU)

Le Memorandum d'accord ou *Memorandum of Understanding* (MoU) est « (...) un instrument international moins officiel qu'un traité ou un accord international traditionnel »³⁶. Cet instrument est souvent mis en place notamment dans un but d'ériger dans des domaines particuliers, notamment techniques, des règles³⁷. En effet, bien souvent le Mémoire d'accord met en lumière des accords ou des arrangements ayant eu lieu entre différentes parties : « (...) often setting out operational arrangements or the regulation of technical or detailed matters under a framework international agreement and typically in the form of a single instrument which does not require ratification »³⁸. Habituellement, cet instrument international est élaboré entre des États ou des organisations internationales³⁹. Son aspect est en effet moins officiel qu'un traité, puisqu'un traité :

« (...) désigne tous les instruments obligatoires au regard du droit international qui sont conclus entre au moins deux personnes juridiques internationales, quelle que soit l'application formelle de l'instrument.

³² Alexandre KATEB. « La diplomatie économique des nouvelles puissances », *op.cit.*, p.88.

³³ *Ibid.*, p.93.

³⁴ Steven GRIFFITHS, « Energy diplomacy in a time of energy transition », in *Energy Strategy Reviews*, 2019, vol.26, p.2.

³⁵ *Ibid.*, p.4.

³⁶ NATIONS UNIES, *Manuel des Traités*, New York, Nations Unies, établi par la Section des traités du Bureau des affaires juridiques, 2015, p.68, <https://treaties.un.org/doc/source/publications/THB/French.pdf>

³⁷ *Ibid.*

³⁸ Stéphanie, LAULHÉ SHAELOU, *The Eu and Cyprus: Principles and Strategies of Full Integration*, Leiden, Brill, Martinus Nijhoff Publishers, 2009, p.161.

³⁹ NATIONS UNIES, *Manuel des Traités*, *op.cit.*, p.68.

(...) Le terme “traité”, au sens large, est employé pour indiquer que les parties ont l’intention de créer des droits et des devoirs au regard du droit international »⁴⁰.

Le fait que le Mémorandum d’accord soit alors « moins officiel » et le manque d’obligation au regard de la ratification pourraient rendre cet instrument moins contraignant. Une ratification est une étape permettant l’entrée en vigueur d’un traité pour le rendre effectif sur le plan international puisque :

« (...) l’acte international ainsi dénommé par lequel un État établit sur le plan international son consentement à être lié par un traité. (...) L’acte de ratification, d’acceptation ou d’approbation au niveau international signale à la communauté internationale l’engagement d’un État à se conformer aux obligations d’un traité »⁴¹.

L’absence de ratification pour le mémorandum rend ce dernier moins contraignant qu’un traité au regard du droit international. Et c’est notamment de cet aspect moins officiel et moins contraignant que peuvent découler les avantages d’établir un mémorandum.

La Corée du Sud et ses relations avec les pays du Golfe semblent se baser sur ces MoU, comme peut l’illustrer l’actualité récente. En janvier 2023, la Corée du Sud a signé plusieurs MoU dans divers secteurs tels que la défense, l’industrie ou encore l’énergie avec les Émirats arabes unis⁴². Dans le secteur de l’énergie, un MoU fut signé notamment pour la production d’hydrogène et ammonia⁴³. Dans le secteur de la défense, trois MoU furent signés entre des compagnies coréennes telles que *Hyundai Heavy industries* et *LIG Nex1* et les Émirats⁴⁴. La mise en place de MoU peut aussi s’observer dans les relations entre la Corée du Sud et l’Arabie Saoudite lors de la signature de 26 MoU pendant la visite du prince en Corée du Sud en novembre 2022, notamment dans les secteurs énergétiques avec les grandes compagnies coréennes : « An MOU concluded by five companies including Samsung C&T and the Saudi fund formed a partnership for joint development of renewable energy sources in the Mideast country like solar and wind power and the production of green hydrogen and ammonia »⁴⁵. Il est aussi important de soulever que les MoU sont une entente de principe et que cela ne signifie pas que les projets vont être mis en place, puisque comme le met en avant le journal coréen *The Korea Times* vis-à-vis des MoU signés sous la présidence de Moon :

« Park's successor Moon Jae-in did not rely on the catchphrase, but also signed many MOUs with Middle East countries, including Saudi Arabia. However, out of eight MOUs signed during Saudi Crown Prince Mohammed bin Salman Al Saud's visit to Seoul in 2019, only four led to actual businesses, (...) »⁴⁶.

Même si ces MoU peuvent ne pas déboucher sur des projets, ils montrent néanmoins la volonté d’établir des ententes et d’accroître les relations économiques entre deux pays. Ils ont une portée symbolique et peuvent être symptomatiques d’un changement tout en donnant l’impulsion à des relations plus étroites.

1.2.3 Strategic Partnership

Dans la logique suivant la diplomatie économique, il convient d’analyser la mise en place de partenariats stratégiques. Ces partenariats d’un nouveau style permettent de mettre en place ou de consolider des relations bilatérales puisque ces partenariats s’établissent aussi bien entre des États et des entreprises

⁴⁰ *Ibid.*, p.71.

⁴¹ *Ibid.*, pp.69-70.

⁴²Byung-yeul BAEK, « Korean, UAE firms sign \$6.1 bil. worth of deals in energy, defense and mobility businesses », *The Korea Times*, 16 janvier 2023, https://www.koreatimes.co.kr/www/tech/2023/01/129_343717.html

⁴³ *Ibid.*

⁴⁴ *Ibid.*

⁴⁵ Mohamed ISRAA, « Korea signs 26 MOUs with Saudi Arabia worth tens of trillions of KRW », *Korea.net*, 18 novembre 2022, <https://www.korea.net/NewsFocus/policies/view?articleId=224539>

⁴⁶ Hyun-woo NAM, « Yoon urges private sector to use UAE's \$30 bil. investment as stepping stone for 'Middle East boom' », *The Korea Times*, 31 janvier 2023, https://www.koreatimes.co.kr/www/nation/2023/01/120_344605.html

qu'entre des organisations internationales⁴⁷. Une des tendances pouvant être constatées dans la mise en place de partenariats stratégiques est que cette dernière tend à se supplanter à des négociations axées sur le multilatéralisme⁴⁸. En effet, propices à se rapprocher des théories libérale et réaliste des relations internationales, ces partenariats se veulent aussi être un outil au service de la politique étrangère étatique d'un pays. Si les pays mettent en place de telles stratégies cela peut aussi découler du fait que ces derniers:

« Quite the contrary, the appearance of the special relations might be a response to the developed mechanisms of international cooperation in a form of international and supranational organizations that in the conditions of changeable environment of state's functionality are rather slowing down than initiating the actions. The reason why strategic partnerships are established and maintained is therefore not the cooperation-driven role of institutions, but emphasized by the realists, concurrence of the troubling issues »⁴⁹.

Dans une étude d'orientation réaliste sortie au lendemain de la guerre froide dans les années 2000, l'auteur Sean Kay tente d'esquisser une définition sur les partenariats stratégiques mis en place par les États-Unis. Pour lui, le partenariat stratégique permet de légitimer voire de justifier une relation entre deux États, qui même si leurs intérêts sont divergents voire en compétition, trouvent un intérêt mutuel d'élaborer ce partenariat dans un but d'obtention mutuelle de gain : « A strategic partnership enhances or justifies a close relationship between two states that seek mutual gains but whose interests may be competitive rather than shared »⁵⁰.

Par ailleurs, le partenariat stratégique se trouverait à plusieurs angles de la théorie réaliste, entre offensive et défensive. Offensive, car la mise en place de ces partenariats peut s'avérer être un outil permettant de maximiser au sein du système international, la dominance dans des domaines tels que l'économie, le politique ou encore le militaire⁵¹. Défensive, car la mise en place de ses partenariats peut mettre en avant la volonté équilibrante de certains États « (...) strategic partnership can also reflect the balancing behavior of states. When concerned about their security or their relative international positions, states often seek to enhance their capacity for self-preservation via defensive measures to balance against external threats »⁵².

Un des aspects du *Strategic Partnership* est que ce dernier peut évoluer pour atteindre la mention de « Special Strategic Partnership ». C'est d'ailleurs en 2018 que le *Strategic Partnership* unissant la Corée du Sud et les Émirats arabes unis depuis 2009 connut une évolution pour atteindre le « Special strategic partnership » lors de visite du président Moon aux Émirats⁵³. Cette visite se conclut aussi par la mise en place de cinq MoU dans divers secteurs tels que les énergies renouvelables ou encore la science⁵⁴. Cette mention de « spécial » met en avant l'importance accordée par la Corée du Sud à cette relation puisque comme le souligne Jeong : « Further to this, the UAE is the first Middle Eastern country and one of the three Asian countries besides India and Indonesia that have attained the diplomatic status of "special strategic relationship" (...) »⁵⁵.

En somme, il peut alors être perçu que la mise en place des partenariats stratégiques entre les différents États tend à s'ancrer dans une perspective réaliste des relations internationales. La mise en place de tels partenariats pour des puissances de moyenne envergure peut s'avérer être un outil afin d'accroître leur

⁴⁷ Lucyna CZECHOWSKA, « The concept of strategic partnership as an input in the modern alliance theory », in *The Copernicus Journal of Political Studies*, 2013, vol.04, no.02, pp.37-38.

⁴⁸ *Ibid.*, p.37.

⁴⁹ *Ibid.*, p.42.

⁵⁰ Sean KAY, « What Is a Strategic Partnership? », in *Problems of Post-Communism*, 2000, vol.47 no.03, p.15.

⁵¹ *Ibid.*, p.16.

⁵² *Ibid.*

⁵³ Sohn 2018 JiAe SOHN, « Korea, UAE agree to become special strategic partners », *Korea.net*, 26 mars 2018 <https://www.korea.net/NewsFocus/policies/view?articleId=156352>

⁵⁴ *Ibid.*

⁵⁵ Hae Won JEONG, « Beyond Resource Diplomacy and Economic Statecraft: UAE-ROK Relations in the 21st Century », in *Asian Journal of Middle Eastern and Islamic Studies*, 2019, vol.13 no.02, p.228.

influence tout en évitant la signature de traités qui peuvent s'avérer contraignants pour leur croissance économique. Mais afin de percevoir pleinement l'importance stratégique de tels partenariats lorsqu'ils sont établis entre les différents États, il convient avant tout de voir comment le concept de puissances moyennes peut être défini.

1.2.4 Middle Power

Le concept de puissance moyenne (« *Middle Power* ») s'est développé au fil des dernières décennies afin de répondre aux changements internationaux. Il n'existerait actuellement aucune définition exacte de puissance moyenne, même s'il est généralement admis que les puissances peuvent se caractériser par trois approches : « (...) positional, identity and behavioral approaches »⁵⁶. Avec le développement économique de certains États, ces derniers ne pouvaient plus simplement être qualifiés d'États en voie de développement ou de petits États, mais ne pouvaient non plus être qualifiés de grandes puissances étant donné leurs positions qui ne pouvaient être équivalentes en termes de capacité économique et militaire aux grandes puissances telles que les États-Unis, la Russie ou encore la Chine. Le rôle des puissances moyennes serait alors un rôle de balancier par lequel ces dernières cherchent à équilibrer leur force avec les grandes puissances, mais aussi à se distinguer des pays en voie de développement. C'est dans cette optique que les puissances moyennes tentent de se baser sur le multilatéralisme et d'opter pour une diplomatie de niche dans certains domaines⁵⁷. De ce fait il peut alors être mis en avant que sur la scène internationale les puissances moyennes tentent de : « (...) jouer un rôle modérateur, coopératif dans le système mondial, en facilitant ou en déclenchant certaines lignes d'action souhaitées au niveau international, ou encore en supervisant ou en orientant des régimes ou institutions »^{58 59 60}. De plus, étant donné leurs champs d'action plus limités que les grandes puissances, qui tentent d'étendre leur puissance et leur influence sur la scène internationale, les moyennes puissances vont quant à elles plus se focaliser sur certaines régions en particulier dans un domaine spécifique⁶¹. Cette recherche d'influence dans le système international se traduit aussi par la volonté des puissances moyennes de construire des coalitions et des partenariats avec des pays ayant un statut similaire permettant alors à la fois d'accroître leurs influences, mais aussi de compenser leurs ressources qui peuvent s'avérer limitées⁶². Mais en venant dans une région, les puissances moyennes font aussi paraître leurs ambitions et leurs objectifs qui se veulent mondiaux notamment en politique étrangère en promouvant leurs normes⁶³. Cet établissement de leurs normes peut notamment se percevoir dans les régions où les puissances moyennes interviennent souvent « (...) où ils peuvent aider à produire les résultats désirés et se faire les champions d'interventions ou de politiques internationales qui sont souvent le reflet de leurs propres valeurs de société »⁶⁴. Cette volonté d'interventions des puissances moyennes peut aussi s'inscrire dans une stratégie qui met en avant comment ces puissances interagissent comme un pont entre les petits États et les grands⁶⁵.

Les puissances moyennes aident alors leur prochain tout en promouvant leurs clés de succès à ces pays par le biais de leur valeur et leur norme. Cette approche presque « positiviste » du développement peut se retrouver dans la faculté GSIS (*Graduate School of International Studies*) à la *Yonsei University*. En effet, en excluant les *Dual Degree*, sur les 5 programmes de Master « internes » proposés, 3 sont tournés vers la coopération et le développement comme les programmes « Global Citizenship and Human

⁵⁶ Min Hwi KANG, « South Korea's New Southern Policy as Middle Power Diplomacy », in *The Korean Journal of Defense Analysis*, 2022, vol. 34 no.01, p.39.

⁵⁷ *Ibid.*

⁵⁸ Andrew F. COOPER, *Niche Diplomacy: Middle Powers after the Cold War*, Londres, Palgrave Macmillan, 1997.

⁵⁹ Andrew F. COOPER, Richard A. HIGGOTT et Kim Richard NOSSAL, *Relocating Middle Powers: Australia and Canada in a Changing World Order*, Vancouver, UBC (University of British Columbia) Press, 1993.

⁶⁰ Scarlett CORNELISSEN, « La politique japonaise de moyenne puissance et l'Afrique. Un cadre d'analyse pour dépasser l'opposition réactif-proactif », in *Afrique contemporaine*, 2004, vol.04 no.212, p.38.

⁶¹ *Ibid.*, pp.38 et 48.

⁶² Min Hwi KANG, « South Korea's New Southern Policy as Middle Power Diplomacy », *op.cit.*, p.40.

⁶³ Scarlett CORNELISSEN, « La politique japonaise de moyenne puissance et l'Afrique. Un cadre d'analyse pour dépasser l'opposition réactif-proactif », *op.cit.*, p.50.

⁶⁴ *Ibid.*, pp.48-49.

⁶⁵ Min Hwi KANG, « South Korea's New Southern Policy as Middle Power Diplomacy », *op.cit.*, p.40.

Development» ou encore «Global Citizenship and Cooperation »⁶⁶. Au sein des programmes universitaires, il peut alors être perçu comment la Corée du Sud entre dans cette définition de puissance moyenne qui tente de promouvoir le développement et la coopération, mais en y insérant aussi ses valeurs et sa perception du développement et de coopération. Ainsi un entrelacement entre diplomaties économiques par le biais des aides et diplomaties publiques se forme.

1.2.5 Nation Branding

La notion de *Nation-Branding* est un phénomène relativement récent qui occupe une place de plus en plus importante depuis la chute du rideau de fer. En effet, cette mutation du système international a symbolisé le passage d'un ordre bipolaire à un ordre unipolaire qui se caractérise par un libéralisme et une mondialisation des échanges. Cette globalisation amena avec elle une compétitivité entre les États, puisque ces derniers afin de faire leur place dans ce vaste marché avaient un besoin de se faire connaître et reconnaître comme des «reliables partners»⁶⁷. Ce besoin existentiel des États de se faire reconnaître rejoint alors aussi la question de la construction de la nation, comme au sens de Benedict Anderson.

Ce dernier définissait la nation comme «une communauté politique imaginée»⁶⁸. L'État quant à lui n'est que la traduction d'une nation en une forme institutionnelle, politique et juridique⁶⁹ 70. Puisque les États cherchent à promouvoir leur pays et leurs villes au-delà de leur frontière, la question de représentation de cette nation est alors mise en avant. Dans ce contexte de globalisation, la *Nation-Branding* est née, pouvant se définir de manière suivante : «(...) phenomenon by which governments engage in self-conscious activities aimed at producing a certain image of the nation state»⁷¹. Cette image que tentent de créer les institutions publiques, mais aussi privées pour un public se trouvant à l'international a comme objectif d'attirer autant des investissements et des touristes que de permettre de «booster» les exportations⁷².

Suivant ces explications, il peut alors être perçu comment la notion de *Nation-Branding* relève des domaines d'étude du Nationalisme, mais aussi de celui des Sciences Politiques. Puisqu'en voulant projeter une image positive de leur pays, les États ont alors recours à une forme de diplomatie publique⁷³. Cette diplomatie publique rencontre alors aussi la notion de *Soft Power* telle que développée par Joseph Nye. Nye postule qu'alors que le *Hard Power* réside dans les forces à la fois économique et militaire, qui demandent souvent de contraindre par la force, le pouvoir du *Soft Power* lui réside dans sa capacité à influencer les autres sans avoir recours à la force⁷⁴. Comme le met en avant Nye, ce *Soft Power* ayant une capacité attractive et d'influence est un outil pour l'élaboration d'une diplomatie publique :

⁶⁶ YONSEI UNIVERSITY, « Master's Degree », *Yonsei University Graduate School of International Studies*. https://gsis.yonsei.ac.kr/gsis/education/master_degree.do

⁶⁷ Paul JORDAN, « Nation Branding: A Tool for Nationalism ? », in *Journal of Baltic Studies*, 2014, vol.45 no.03, p.284.

⁶⁸Benedict ANDERSON, « Chapter 1. Introduction », in Benedict ANDERSON, *Imagined Community : Reflection on the Origin and Spread of Nationalism*, London, Verso, 2nd edition, 2006, p.6.

⁶⁹Walker CONNOR, « A nation is a nation, is a state, is an ethnic group is a ... », in *Ethnic and Racial Studies*, 1978, vol.01 no.04.

⁷⁰ DICTIONNAIRE DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE, « Nation nom féminin », 9e édition (actuelle). <https://www.dictionnaire-academie.fr/article/A9N0108> ; DICTIONNAIRE DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE, «État nom masculin », 9e édition (actuelle). <https://www.dictionnaire-academie.fr/article/A9E2829>

⁷¹ Göran BOLIN, et Per STÅHLBERG, « Between Community and Commodity : Nationalism and Nation Branding », in Anna ROOSVALL et Inka SALOVAARA-MORING (dir.), *Communicating the Nation : National Topographies of Global Media Landscapes*, Göteborg, Nordicom, 2010, p.82.

⁷² Keith DINNIE, *Nation Branding : Concepts, Issues, Practice*, , London, Routledge, 3rd edition 2022, p.26.

Paul JORDAN, « Nation Branding: A Tool for Nationalism ? », *op.cit.*, p.284.

Melissa ARONCZYK, « “Living the Brand” : Nationality, Globality and the Identity Strategies of Nation Branding Consultants », in *International Journal of Communication*, 2008, vol.02, p.42.

⁷³ Paul JORDAN, « Nation Branding: A Tool for Nationalism ? », *op.cit.*, p.284.

⁷⁴ Joseph S. NYE, « Public Diplomacy and Soft Power », in *The ANNALS of the American Academy of Political and Social Science*, 2008, vol.616 no.01, p.95.

« This soft power—getting others to want the outcomes that you want—co-opts people rather than coerces them. Soft power rests on the ability to shape the preferences of others. (...) Political leaders have long understood the power that comes from setting the agenda and determining the framework of a debate. Soft power is a staple of daily democratic politics. The ability to establish preferences tends to be associated with intangible assets such as an attractive personality, culture, political values and institutions, and policies that are seen as legitimate or having moral authority »⁷⁵.

En suivant ce lien entre *soft Power* et diplomatie publique, il pourrait alors être établi un lien entre *soft Power*, diplomatie publique et *Nation-Branding*. En fait, l'auteur Aronczyk a expliqué comment l'image de marque de la nation est une stratégie de communication qui aide et permet au gouvernement « (...) to better manage and control the image they project to the world Nation-branding can effectively be seen as a public relations exercise of governments (...) »⁷⁶.

Dans cette perspective, le *Nation-Branding* pourrait alors aussi devenir un outil pour les gouvernements, pour que ces derniers contrôlent leur image. Selon l'auteur György Szondi le *Nation-Branding* pourrait conduire à une rupture entre les différents gouvernements, notamment lorsqu'un nouveau gouvernement efface les efforts du gouvernement précédent⁷⁷ : « György Szondi (...) argues that nation branding can help transitional states to distance themselves from the previous political system (...), as well as help to portray the country as a modern state and eligible member of a new world system, positioning the country as a central rather than peripheral state »⁷⁸. En effet contrairement à la diplomatie publique, il y a dans le *Nation-Branding* une volonté de faire ressortir le « caractère unique » du pays de distinguer le « Nous » du « eux »⁷⁹.

En plus du lien avec la diplomatie publique, le *Nation-Branding* peut aussi être relié à la diplomatie économique, étant donné que le *Nation-Branding* vise à promouvoir l'État et donc ses ressources économiques au-delà des frontières :

« Dans les années 2000, le réalisme de fond des pays émergents va de pair avec la mobilisation de pratiques novatrices en matière de diplomatie publique et de *NationBranding* destinées à soutenir leur expansion économique à l'étranger. La démocratisation des relations internationales oblige en effet tous les États, y compris autoritaires, à mettre en place en place des structures en charge de leur diplomatie publique, à développer des partenariats public-privé et à les appliquer, non seulement à leurs relations culturelles, mais encore à leurs relations économiques »⁸⁰.

Dans cette logique, la notion de *Nation-Branding* sera utilisée au sein de travail, afin de mettre aussi en lumière comment la Corée du Sud, l'Arabie Saoudite et les Émirats arabes unis tentent de vendre leurs images à l'international, afin de poursuivre leurs objectifs de puissance moyenne, dans un but de diversifier leur économie, mais aussi dans un but de renforcer leur nationalisme à l'intérieur de leurs frontières.

Cette promotion de la nation mise en place par la Corée du Sud, grâce à sa vague de *Hallyu*, a résonné dans le monde arabe et a pu aider à attirer et accroître les relations bilatérales. En effet, la vague *Hallyu* notamment au travers des séries coréennes connaît un succès dans le monde arabe en raison de la rencontre de certaines valeurs : « Korean drama had been well received in the Arab world because most Korean drama themes (social, historical and familial) appeal to Arab viewers »⁸¹. Le *Soft Power* coréen a

⁷⁵ *Ibid.*, p.95.

⁷⁶ Melissa ARONCZYK, « “Living the Brand” : Nationality, Globality and the Identity Strategies of Nation Branding Consultants », *op.cit.*, p.42.

⁷⁷ György SZONDI, *Public Diplomacy and Nation Branding: Conceptual Similarities and Difference*, Huys Clingendael, Wassenaar, Clingendael Institute, 2008, p.26.

⁷⁸ Paul JORDAN, « Nation Branding: A Tool for Nationalism ? », *op.cit.*, p.290.

György SZONDI, *Public Diplomacy and Nation Branding: Conceptual Similarities and Difference*, *op.cit.*, p.16.

⁷⁹ *Ibid.*

⁸⁰ Laurence BADEL, « Chapitre 14. Diplomatie économique, diplomatie d'entreprise », *op.cit.*, p.254.

⁸¹ Mohamed ELASKARY, « The *Korean Wave* in the Middle East: Past and Present », *op.cit.*, p.1.

une résonance et aide à projeter l'image nationale au-delà des frontières. Comme le met en avant l'auteur Griffiths:

« “Soft power” is a very important concept in this regard because soft power is defined as the means by which one country gets other country to do what it wants via perceived legitimacy, attractiveness of ideology and culture, and societal norms (...) Hence, the importance of trust and collaborative partnership in energy relations makes bilateral diplomacy, which is a key tool of soft power, essential for international relations during an energy transition »⁸².

Dans cette optique, la mise en place aussi du *soft Power* émirati, notamment au travers de l'attractivité fiscale de ce pays peut avoir eu une résonance et séduit des entreprises en Corée du Sud. Le *soft Power*, la résonance d'un pays, peut alors contribuer à l'accroissement de partenariats et d'échange. Le *Nation-Branding*, phénomène relativement récent, fait alors ressortir le paradoxe des États-nations, entre volonté économique libérale dans un monde mondialisé et volonté d'être unique pour acquérir plus de puissance.

1.3 Limites de la recherche

Avant de commencer l'analyse de ce mémoire, il convient d'en souligner les limites. La première limite de cette recherche est la barrière de la langue qui empêche de percevoir toute la production faite dans diverses langues notamment en arabe et en coréen. La deuxième limite réside dans le fait que cette recherche ne s'inscrit pas dans une recherche de terrain. En effet, cette recherche est essentiellement structurée autour de documents académiques et de sources primaires comme des sources gouvernementales. En troisième lieu, ce mémoire se penche sur l'étude de l'Arabie saoudite ainsi que les Émirats arabes unis. Les autres pays du Golfe ne seront pas étudiés, mais le cas du Qatar pourrait faire l'objet d'autres études. Si le choix s'est porté sur l'Arabie saoudite ainsi que les Émirats arabes unis, c'est que ces derniers représentent les plus importants partenaires en termes d'échange dans le Golfe pour la Corée du Sud⁸³. Par ailleurs, il est aussi à noter que malgré l'absence d'entretien, ce mémoire a quand même pu bénéficier de documents provenant directement d'université coréenne où un échange universitaire fut possible à l'automne 2022. Enfin la dernière limite de ce travail réside dans le fait que la première partie ne pourra pas faire l'objet de recherches approfondies en raison de la longueur de ce travail. En effet, cette première section sera élaborée pour guider le lecteur dans sa lecture et lui donner un aperçu global des enjeux qui structurent la question de recherche. Cependant des recherches plus poussées pourront certainement être élaborées, notamment entre la mutation du système international et le rôle du changement de politique entre la Corée du Sud et Moyen-Orient qui pourront sans nul doute être sujets à de nouvelles recherches et analyses.

1.4 Structure du travail

Afin de répondre à la question « pourquoi et comment la relation qu'entretient la Corée du Sud avec des pays tels que les Émirats arabes unis et l'Arabie Saoudite fut investie de l'aspect sécuritaire, faisant évoluer les relations vers des relations économiques plus axées sur la défense ? », ce travail suivra une logique d'entonnoir allant de cas généraux aux particuliers. En effet, il sera effectué de prime abord une analyse du système international et des grandes puissances qui le composent tels les États-Unis, la Chine et la Russie et leur relation avec l'Asie de l'Est et le Golfe sera effectué. La deuxième partie visera à analyser la variable technologique de ces pays. L'année 2008 fut pour ce travail une année charnière où un renversement pourrait être constaté et où la variable de la sécurité devient une composante essentielle de ces relations économiques. C'est de ce constat que partira alors la troisième partie de ce travail visant à analyser les projets et les secteurs liant les cas d'analyse entre 2008 jusqu'à nos jours au prisme de la sécurité énergétique. Il s'agira donc d'assembler différentes pièces d'un puzzle afin de présenter une analyse qui met en avant la reconfiguration des relations, dans un monde de plus en plus multipolaire, et peut alors contribuer à la mise en place d'une harmonie de la géopolitique.

⁸² Steven GRIFFITHS, « Energy diplomacy in a time of energy transition », *op.cit.*, p.4.

⁸³ MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS REPUBLIC OF KOREA, *Korea-MENA Trade Statistics in 2018*. Ministry of Foreign Affairs Republic of Korea, 2019, https://www.mofa.go.kr/eng/brd/m_5663/view.do?seq=318311&page=1

2. La mouvance du système international : aperçu⁸⁴

Cette section présentera de prime abord les grandes puissances et leur lien avec la Corée du Sud, permettant alors de comprendre la formation même de l'État coréen. En effet, la Corée du Sud entretient des relations complexes et essentielles avec les grandes puissances. Il est alors dans cette optique intéressant d'analyser les reconfigurations des relations entre les pays comme les États-Unis d'Amérique, la Chine et la Russie avec la Corée du Sud. Cette analyse permettra de cerner les fluctuations des relations et comment ces dernières répondent aussi à un système international en perpétuelle reconfiguration. Cette variable d'analyse est essentielle puisqu'elle permet de discerner les facteurs amenant la Corée du Sud dans le Golfe persique. La deuxième section dans la continuité de la première partie aura comme objectif d'analyser l'Arabie Saoudite et les Émirats arabes unis au prisme de leurs relations avec les grandes puissances, notamment les États-Unis et leur politique énergétique. Par ailleurs cette section aura comme objectif de montrer la volonté d'affirmation de ces deux pays sur la scène internationale. Enfin, la troisième section de cette partie aura comme ambition d'amener les liens établis dans les deux premières pour cerner les variables explicatives et comprendre les enjeux et le contexte national ayant amené à la rencontre entre la Corée du Sud avec les Émirats arabes unis et l'Arabie Saoudite.

2.1 Asie de l'Est : carrefour des grandes puissances

La qualification « Le pays du matin calme » pourrait sembler en totale dichotomie avec les mutations, la militarisation et les turbulences politiques et économiques qu'a rencontrées la Corée du Sud. Pour comprendre cette émergence tumultueuse, il semble de prime abord essentiel de revenir à la formation même de l'état sud-coréen pour par la suite comprendre son choix stratégique d'établir des relations avec les pays du Golfe. La formation de l'état moderne de la République de Corée est due à des variables liées au contexte international, en particulier l'affirmation de la politique étrangère américaine. La création de cet État se situe dans un espace-temps où la politique étrangère américaine connut une mutation en s'articulant contre l'URSS le tout étant rythmé par le Keynésianisme et la conception de *Rimland* et du potentiel stratégique dans la formation de superpuissance qu'offre l'acquisition de l'Eurasie. En effet, la politique étrangère américaine fut rythmée par différentes périodes, passant d'une période isolationniste XIX et le XXe siècle à une période d'affirmation notamment au cours de la Deuxième Guerre mondiale permettant l'émergence des États-Unis en tant que superpuissance⁸⁵ ⁸⁶. Cette affirmation de superpuissance peut s'illustrer au prisme de la formation de l'État coréen.

La Seconde Guerre mondiale propulsa les États-Unis comme défenseur du « monde libre » et les fit sortir de leur isolationnisme⁸⁷. Cette volonté de sécurité collective et de reconstruire l'après-guerre s'articula dès les premières années de guerre. Cette articulation se retrouva notamment au cours de la conférence du Caire (1943), de la conférence de Téhéran (1943) et celle de Yalta (1945) qui amenèrent la volonté américaine de voir l'indépendance coréenne⁸⁸ ainsi que sa mise en tutelle⁸⁹. Cette volonté exprimée par le président Roosevelt de mettre en place une tutelle de la Corée pourrait alors s'inscrire dans la formation d'un changement de stratégie des États-Unis dans leur politique étrangère avec l'apparition de la notion

⁸⁴ L'Annexe 1 à la fin de ce travail montre la part du PIB consacrée aux dépenses militaires de tous les pays qui seront étudiés ci-bas. Ce graphique est utile pour comprendre l'aspect sécuritaire qui régit ces pays. La Corée du Nord ne fut pas incluse en raison de l'absence de données dans la base du SIPRI.

⁸⁵Maxime LEFEBVRE, *La politique étrangère américaine*, Paris, Presses Universitaires de France, 2022.

⁸⁶ Pour plus d'informations sur la politique étrangère américaine, ses mutations et sa formation, il est conseillé de lire le livre de Maxime Lefebvre : *La politique étrangère américaine*.

⁸⁷ Maxime LEFEBVRE, « Chapitre II. Le temps des réticences (1914-1947) », *op.cit.*, p.29.

⁸⁸ La conférence du Caire déclara que « Japan will also be expelled from all other territories which she has taken by violence and greed. The aforesaid three Great Powers, mindful of the enslavement of the people of Korea, are determined that in due course Korea shall become free and independent » (United States 1961, 404).

⁸⁹ En 1945, lors de la Conférence de Yalta, la mise sous tutelle de la Corée fut évoquée entre le président Roosevelt et Joseph Staline (United States 1955).

de *Rimland* élaborée par Spykman⁹⁰. C'est alors dans cette optique que Georges Kennan développa la stratégie de l'endiguement (*containment*), qui allait caractériser la politique étrangère des États-Unis durant la guerre froide et contribuer à la création de la République de Corée. En effet, comme le met en avant l'auteur Blouet :

« Spykman's work was built on Mackinder's Heartland concept. In the Pivot paper Mackinder had identified an inner or marginal crescent that occupied the margins of Eurasian land mass. Spykman later renamed the inner crescent the Rimland and thought it to be of major strategic importance. Spykman advocated the creation of regional defence organization like NATO to secure the Rimland against Soviet expansion and he came close in 1942, to describing the policy of the containment that the US did adopt after the World War II. Spykman was not the author of containment policy, that is credited to George Kennan, but Spykman's book, based on the Heartland thesis, helped prepare the US public for a post war world in which the Soviet Union would be restrained on the flanks »⁹¹.

La politique des États-Unis à partir de 1944 prit alors une tournure, avec la mise en avant de l'Eurasie comme point essentiel pouvant à la fois avoir un contrôle sur un espace global tout en contenant la montée en puissance d'un pays. Cela rentre aussi en concomitance avec les débuts de la méfiance américaine envers l'URSS. Cette montée en méfiance prendra ses formes avec la création du 38e parallèle. Le 8 août 1945, l'URSS entra en guerre contre le Japon telle que définie par un accord entre les grandes puissances à Yalta⁹² ⁹³. L'avance territoriale de l'armée soviétique fit craindre aux États-Unis le contrôle total que pourrait exercer cette armée sur la Corée, où aucun plan n'était mis en place pour l'après-guerre⁹⁴. Le 38e parallèle naît des mains d'officiers américains qui délimitèrent la zone d'occupation soviétique et américaine⁹⁵. Le gouvernement militaire américain débuta en 1945 jusqu'en 1948. Avec la création de la 38e parallèle, il peut être constaté la méfiance grandissante des États-Unis envers les Soviétiques amenant alors 1 an plus tard à la mise en place de la politique de *Containment*, qui se formera et deviendra un aspect essentiel de la politique étrangère américaine avec la doctrine Truman en 1946. La mise en place du gouvernement militaire américain avait alors l'objectif de « (...) veiller au désarmement

⁹⁰ La notion de *Rimland* suit la théorie du *Heartland* mis en place par Mackinder, mais se distingue dans sa conceptualisation de l'espace à « contrôler ». En effet, le *Rimland* se situe dans l'Eurasie et se caractérise par sa position se trouvant entre le *Heartland* et les pays marginaux, une zone tampon entre les conflits des puissances maritimes et terrestres, Nicholas John SPYKMAN, « IV. The Political Map of Eurasia », in Helen R. NICHOLL (ed.), *The Geography of the Peace*, New York, Harcourt, Brace and Company, 1944, pp.35-44. Cette zone se doit alors de regarder vers la mer, mais aussi vers la terre pour se défendre, Nicholas SPYKMAN *op.cit.*, p.41. Avec cette rencontre des enjeux entre Mer et Terre, le *Rimland* se veut être un lieu plus essentiel à contrôler que le *Heartland*. Mackinder postulait « Who controls eastern Europe rules the Heartland; who rules the Heartland rules the World Island; and who rules the World Island rules the World. », en reprenant cette phrase la théorie du *Rimland* met en avant « Who controls the rimland rules Eurasia; who rules Eurasia controls the destinies of the world », Nicholas SPYKMAN *op.cit.*, p.43. Le contrôle du *Rimland* est alors aussi un moyen de contrôler la montée en puissance du *Heartland*, Emre İŞERI, « The US Grand Strategy and the Eurasian Heartland in the Twenty-First Century », in *Geopolitics*, 2009, vol. 14, no. 1, pp. 26-46, <https://doi.org/10.1080/14650040802578658>.

⁹¹ Brian W. BLOUET, « Halford Mackinder and the Pivotal Heartland », in Brian W. BLOUET (ed.), *Global Geostrategy: Mackinder and the Defence of the West*, London, Frank Cass Publishers, 2005, p.6.

⁹² UNITED STATES, « III. The Yalta Conference: February 4–11, 1945 : 10. Signed agreements; Trilateral documents; Agreement Regarding Entry of the Soviet Union Into the War Against Japan », *Foreign Relations of the United States: Diplomatic Papers, Conferences at Malta and Yalta, 1945*, William M. FRANKLIN et G. Bernard NOBLE (ed.), Washington, United States Government Printing Office, 1955. <https://history.state.gov/historicaldocuments/frus1945Malta/d503>

⁹³ A ce sujet la Conférence de Yalta a amené à une entente entre Staline, Roosevelt et Churchill le 11 février 1945 qui postule : « The leaders of the three Great Powers—the Soviet Union, the United States of America and Great Britain—have agreed that in two or three months after Germany has surrendered and the war in Europe has terminated the Soviet Union shall enter into the war against Japan on the side of the Allies on condition that (...) », (United States 1955).

⁹⁴ Abel, LAFLAMME, « La Division de la Corée causes immédiates et indirectes ». Travail dans le cadre du cours : *HST-1355 Introduction à l'histoire de l'Asie de l'Est*, Université Laval, 2013, pp.7-8.

⁹⁵ *Ibid.*, p.8.

japonais, aussi pour but de contrecarrer l'extension soviétique vers l'Asie Pacifique »⁹⁶. Les relations entre la Corée du Sud et les États-Unis se complexifient entre « (...) nécessités stratégiques, les rapports militaires sont parfois tendus »⁹⁷.

Sur le plan économique dans les années d'après-guerre à l'aide de la *Foreign Office Administration*, la Corée du Sud opte pour une économie de marché et en 1960 sa stratégie se porta sur les exportations⁹⁸. La mise en place de cette économie de marché est en partie due à la recherche américaine de devenir une superpuissance au prisme du domaine économique s'établissant dès 1947. En effet la Conférence de Bretton Woods va former les organisations internationales telles que le FMI et la Banque Mondiale. Cette conférence avait pour objectif de penser la reconstruction ainsi que la coopération économique dans les années d'après-guerre avec notamment la présence de John Maynard Keynes⁹⁹. Le Keynésianisme s'installe et sera, dans les années 1980, remis en question avec Reagan et Thatcher qui prôneront une vision néolibérale¹⁰⁰. Le FMI (ou IMF) sera un outil essentiel puisqu'il permet à l'économie américaine d'exercer une forme d'influence, notamment en faisant du dollar la monnaie de référence lors de la Conférence de Bretton Woods en 1944 : « They set up a system of exchange rates linked to the dollar to be supervised by the IMF, and they give the Fund three critical missions: promoting international monetary cooperation, supporting the expansion of trade and economic growth, and discouraging policies that would harm prosperity »¹⁰¹. Suivant cette vision d'aide économique et de reconstruction, lors du gouvernement américain en Corée du Sud, ces derniers vont fortement intervenir dans l'économie coréenne, notamment en contrôlant le prix du riz, mais aussi dans un but de « (...) empêcher les dirigeants sud-coréens d'élaborer une politique contraire aux intérêts américains, soutien à l'économie sud-coréenne afin que le communisme n'attire pas les Sud-Coréens les plus pauvres »¹⁰². Par ailleurs, même lorsque la Corée du Sud fut indépendante en 1948, la fin de la guerre entre les deux Corée en 1953 perpétue une certaine influence américaine sur le territoire coréen au travers de l'économie puisque ces derniers « (...) continuent à soutenir l'économie sud-coréenne en s'immiscant dans leur économie, comme le montre l'accord de la commission économique conjointe sur la reconstruction économique et le projet de stabilisation financière »¹⁰³. Washington est alors à base de la reconstruction de l'économie coréenne, et son influence sera prédominante durant les 50 premières années de la formation de la République de Corée.

En 1969, la doctrine Nixon promouvant un retrait des troupes américaines notamment du sol coréen allait faire émerger les *Chaebols* (conglomérats coréens) et lancer ce pays sur un développement économique axé vers l'industrie lourde. Mais avant d'aller plus loin dans la formation de l'État coréen, il convient de mentionner que la Corée du Sud est un pays où la corruption sévit dans toutes les strates de la société allant des rapports entre parents, professeurs jusqu'aux dirigeants des grandes entreprises¹⁰⁴. Ce phénomène n'est pas nouveau ni issu de la formation de l'État moderne coréen puisque cette corruption existe déjà tout au long de l'histoire coréenne¹⁰⁵. Cette corruption tentaculaire : « se nourrissant aux sources mêmes de ce qui transforma un pays exsangue au lendemain de la guerre en

⁹⁶ Han Jae, YEONG, « La Corée et les États-Unis : une relation particulière », in *Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin*, 2011, vol. 34 no. 2, p.116.

⁹⁷ *Ibid.*

⁹⁸ Dominique BARJOT, « Le développement économique de la Corée du Sud depuis 1950 », in *Les Cahiers de Framespa* 2011, vol. 08, p.4.

⁹⁹ THE WORLD BANK, *Explore History*, The World Bank, s.d. <https://www.worldbank.org/en/archive/history>

¹⁰⁰ Aladji Madior DIOP, « Les politiques de développement élaborées par la Banque mondiale à l'intention des pays de l'hémisphère sud de 1980 à nos jours : origines, variantes et implications », in *Afrique et développement*, 2016, vol. 41 no.01, p.167.

¹⁰¹ INTERNATIONAL MONETARY FOUND, *Explore History*, IMF Timeline, s.d. <https://www.imf.org/en/About/Timeline>

¹⁰² Han Jae YEONG, « La Corée et les États-Unis : une relation particulière », *op. cit.*, p.117.

¹⁰³ *Ibid.*, p.118.

¹⁰⁴ Juliette MORILLOT, *La Corée du Sud en 100 questions : La tyrannie de l'excellence*, Paris, Éditions Tallandier, 2022, p.180.

¹⁰⁵ *Ibid.*, p.178.

dixième puissance mondiale : pouvoir autoritaire et valeurs confucéennes»¹⁰⁶. En effet, le néoconfucianisme va amener une forme de codification des rapports sociaux, visant à toujours respecter et apporter satisfaction à la personne « supérieure » notamment à l'aide de cadeaux « afin de préserver l'harmonie »¹⁰⁷. En Europe le mot corruption a une connotation négative, or en Corée du Sud : « La corruption, en Corée, n'est pas attachée à l'idée de culpabilité, et l'action de donner en échange d'une demande est une pratique inscrite dans le quotidien, venant du temps où, face aux barrières d'une société cloisonnée la seule façon d'obtenir ce que l'on voulait passait par le cadeau personnel »¹⁰⁸. Cet acte d'offrir des cadeaux peut se trouver sous diverses formes comme les parties de golf, et semble faire échos à la pratique du *Guanxi* utilisée dans la culture chinoise, visant à favoriser un réseau personnel et s'assurer de bénéfices mutuels. En Corée, cette pratique se nomme *Yongo* et peut être liée au *Guanxi* comme elle peut s'en distinguer :

« (...) both China and South Korea are in the same region, East Asia, with a Confucian cultural background (...) and share the traditional notion of informal social networks. Both *guanxi* and *yongo* are society-spanning constructs that create social network cohesion. They are developed and maintained through reciprocal action that creates trust and trustworthiness. Both *guanxi* and *yongo* are relatively closed and not accessible to outsiders although *guanxi* is more accessible than *yongo*. There are also significant differences between *guanxi* and *yongo*. In South Korea, three different types of informal interpersonal relationships are defined: 1) *yongo* or *yongo kway'gye*, 2) *yonjul*, and 3) *inmaek* (...). *Yongo* relationships form because of being family members, either by birth or by marriage, being born in the same hometown or region, or attending the same high school or university (...). Unlike *guanxi* which can be developed between strangers, *yongo* cannot be developed without one of these connections (...). The strength of *yongo* differs based on the type of tie, with the relationship with family members being the closest (...). *Yonjul* are interpersonal relationships that are not encompassed within *yongo* networks but are formed with a specific purpose in mind, typically for personal gain such as career advancement, and can be viewed negatively (...). *Inmaek* relationships are the most general form of informal relationships for example, between work colleagues with no other specific types of ties »¹⁰⁹.

Une forme de corruption dans un objectif d'assurer une loyauté se met en place et va se concrétiser dans l'état moderne coréen sous le régime de Park Chung-hee. En effet, sous le régime autoritaire de Park Chung Hee (1961-1979), ce dernier décida dans les années 1970 de construire une nation forte qui s'illustre au travers de la politique de développement HCI (*Heavy and chemical industrialization*) entre 1973-1979 qui allait propulser et promouvoir les *Chaebols* et qui s'illustre au travers la phrase « rich nation, strong military »¹¹⁰. Cette phrase promue par Park est cependant issue du temps de la Restauration de Meiji qui développa l'industrie japonaise et posa les bases de sa puissance militaire¹¹¹. Cette politique visait alors à pallier le retrait américain du pays qui allait affaiblir le pays face à la Corée du Nord, qui était à l'époque plus industrialisée que le Sud. Sous Park le développement du secteur de défense se crée au travers d'une forme de convergence entre secteur public et privé¹¹². Cette rencontre voire alliance qui s'opère entre le secteur public et privé avec les *Chaebols* au temps de Park dans un but tant économique que militaire découle du modèle *Zaibatsu* au Japon¹¹³.

« The Korean model of economic development was thus begotten of the state's push to build a self-sufficient defense industry through the radical militarization of Korean industries. MPL incentives and

¹⁰⁶ *Ibid.*

¹⁰⁷ *Ibid.*, p.179.

¹⁰⁸ *Ibid.*, p.180.

¹⁰⁹ Man, ZHANG Janet L. HARTLEY, Faten Baddar AL-HUSAN et Fawaz Baddar ALHUSSAN, « Informal interorganizational business relationships and customer loyalty: Comparing Guanxi, Yongo, and Wasta », in *International Business Review*, 2021, vol.30 no.03, p.2.

¹¹⁰ Peter Banseok, KWON, « Building Bombs, Building a Nation: The State, Chaebol, and the Militarized Industrialization of South Korea, 1973–1979 », in *The Journal of Asian Studies*, 2020, vol.79 no.01, pp.51-52.

¹¹¹ *Ibid.*, p.69.

¹¹² *Ibid.*, p.56.

¹¹³ *Ibid.*, p.69 et Richard J. SAMUELS, *"Rich Nation, Strong Army": National Security and the Technological Transformation of Japan*, Ithaca, New York, Cornell University Press, 1994, p.140.

coercion bound defense contracts and contractors to state support for commercial production (HCI), as the chaeböl became weapons producers. This system of “militarized industrialization” drove the state, the business sector, and labor to approach national development with a warlike sense of mission and fervor »¹¹⁴.

L'émergence du développement économique de la Corée du Sud prend alors ses sources dans l'industrie d'armement. La situation politique avec la Corée du Nord rencontre les besoins économiques et la façonne en donnant au développement national une approche guerrière. L'économie coréenne, pendant son émergence, sera alors comme le met en avant le graphique de 1974-1982 une économie où la défense et l'industrie militaire occupent une place importante dans la part du PIB ¹¹⁵ :

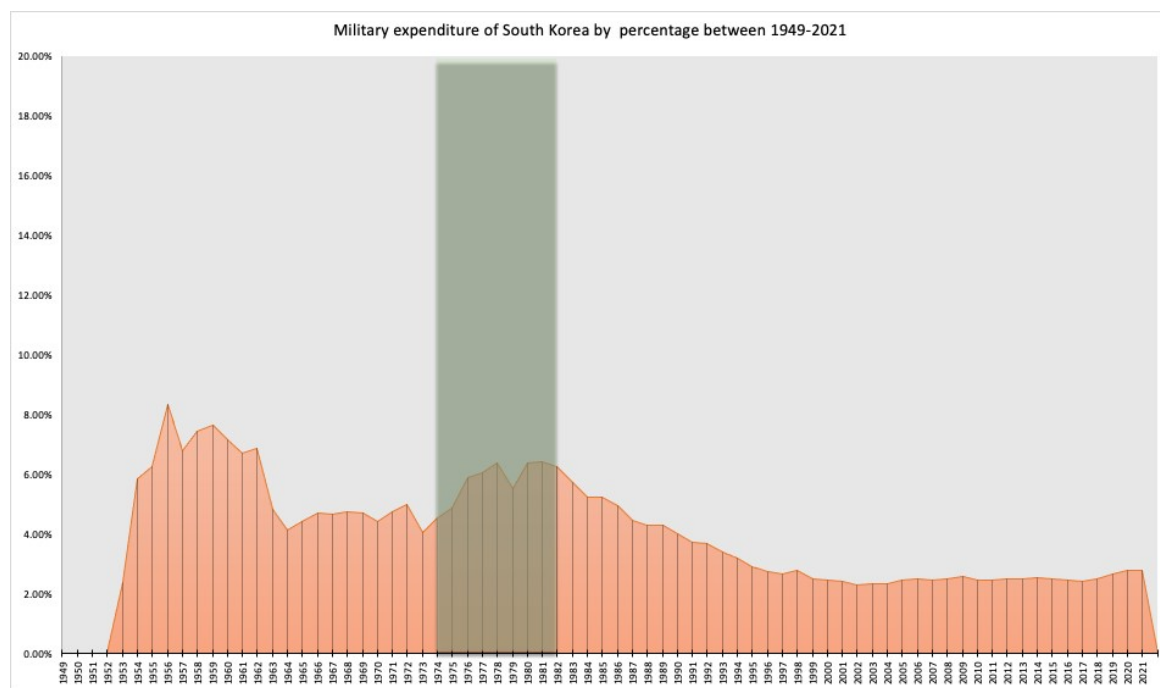


Figure 1 : Évolution des dépenses militaires dans la part du PIB de la Corée du Sud (1949-2021)¹¹⁶

Cette centralité qu'occupe l'industrie militaire est au cœur du développement économique coréen et de son miracle économique. En effet, le développement des industries militaires et la recherche de modernisation des armements ont permis aux *Chaebols* de diversifier leurs investissements et ainsi faire émerger de nouveaux secteurs :

« Hanwha, along with chaeböl in general, developed an “octopus-like” reach across multiple sectors, with indigenized, advanced R&D; state-of-the-art facilities; and a highly skilled workforce for defense production. Hanwha, which had, up to the 1960s, specialized in chemical and petrochemical products, accelerated diversification into unrelated sectors to include manufacturing, construction, transportation, finance, and shipping, and even a fully expanded division of petrochemical products »¹¹⁷.

De ce fait les *Chaebols*, dont *Hanwha*, en est un des exemples les plus illustres, ont développé une double fonction de producteur celle visant aux « marchés économiques nationaux » et celle de la « défense

¹¹⁴ Peter Banseok, KWON, « Building Bombs, Building a Nation: The State, Chaeböl, and the Militarized Industrialization of South Korea, 1973–1979 », *op. cit.*, p.56.

¹¹⁵ La ligne verticale du graphique met en avant la période de 1974 à 1982. Ce graphique se retrouve en Annexe 2.

¹¹⁶ Les données sont sur une échelle allant jusqu'à 20 % de la part du PIB. Ce graphique fut réalisé à l'aide des données extraites de la base du SIPRI, « SIPRI Military Expenditure Database », *Stockholm International Peace Research Institute*, s.d. <https://milex.sipri.org/sipri>

¹¹⁷ Peter Banseok, KWON, « Building Bombs, Building a Nation: The State, Chaeböl, and the Militarized Industrialization of South Korea, 1973–1979 », *op. cit.*, p.67.

nationale », le développement s’opérant alors au travers : « (...) military modernization with and through militarized industrialization »¹¹⁸. En effet pour des raisons de sécurité, l’État ainsi que les *Chaebols* ont développé une industrie militarisée qui amène une extension de l’économie et de l’industrie et contribue à alléger la dépendance totale de la Corée du Sud envers les États-Unis et leur aide militaire¹¹⁹. L’industrie militaire est alors à la base même de l’économie moderne coréenne fondée sur l’industrie et les technologies¹²⁰. En effet, la guerre, sa préparation et la technologie militaire furent des éléments importants dans le développement d’une nation notamment économique¹²¹. De ce fait, en sachant que la Corée du Sud est de facto toujours en guerre contre son voisin, cette situation a créé un terreau fertile dans le développement économique sud-coréen et il peut alors être dit en sachant le poids omniprésent dans l’économie coréenne des *Chaebols* que la Corée du Sud a une économie de guerre. Même si cette économie connaîtra de fortes variations qui amèneront la Corée à réorienter son économie, il n’en reste pas moins que l’industrie d’armement est le point de départ du développement technologique de la Corée du Sud. La formation des *Chaebols* va aussi amener une corruption endémique en Corée du Sud, puisqu’entre 1965 et 1997, ces derniers vont connaître un fort soutien émanant de l’État¹²². Ce soutien étatique va mener à la création de forts partenariats entre ces conglomérats et l’État, et sous Park Chung-Hee, ces conglomérats seront au service de l’État qui leur « octroie des privilèges économiques (...), mais aussi privés (...) pour s’assurer de leur total dévouement »¹²³. Ce lien unissant le privé et le public va créer une corruption touchant tant les présidents sud-coréens que les dirigeants de ces grandes entreprises¹²⁴. Mais avec la montée du poids économique de ces grandes entreprises, ce sont dorénavant les *Chaebols* qui « dictent leur volonté » au gouvernement¹²⁵. Leur contribution au PIB sud-coréen est importante puisqu’en 2015 58% du PIB en Corée du Sud était représenté par les 5 plus grands conglomérats¹²⁶. Les *Chaebols* permettent de maintenir l’économie coréenne et en raison de leur poids économique, il semble alors opportun de dire que si la Corée du Sud a opté pour une diplomatie économique, cela pourrait être dû à ces grands groupes.

De plus, si l’industrie militaire sud-coréenne tend à émerger, elle reste très dépendante des technologies américaines¹²⁷. Mais la croissance économique sud-coréenne et son orientation axée vers les exportations vont mener dans les années 1980 à la mise en place de spécialisations dans les domaines notamment de la Recherche et Développement (R&D) ; de l’automobile et des technologies¹²⁸. La croissance importante des années 1987 à 1997, due notamment à la *Perestroïka* et à la chute de l’URSS, amène les Jeux olympiques de Séoul en 1988 : « L’industrie coréenne s’adapte : déclin relatif de l’industrie légère par rapport à l’industrie lourde ; relais de l’industrie lourde par l’informatique et les télécommunications ; internationalisation accrue des entreprises coréennes ; introduction de nouvelle méthode de gestion »¹²⁹. Même si, la Corée du Sud, émerge économiquement grâce à son industrie lourde, cela n’efface pas l’influence que peut avoir Washington. Cette influence économique que Washington exerce par divers moyens peut notamment être illustrée par les organisations financières au prisme de la crise financière asiatique de 1997 par laquelle Séoul amplifie sa dépendance à l’économie américaine puisque « (...) le FMI ayant réajusté l’ensemble de son économie sur le modèle américain »¹³⁰. En parallèle aux interventions économiques, la Corée du Sud deviendra dépendante du parapluie nucléaire américain en

¹¹⁸ *Ibid.*, p.68.

¹¹⁹ *Ibid.*, p.71.

¹²⁰ *Ibid.*

¹²¹ Jacques FONTANEL et Liliane BENSACHEL, « Guerre et économie. Les liaisons dangereuses », in *Revue française de géoéconomie*, 2002, pp.2-3.

¹²² Juliette, MORILLOT, *La Corée du Sud en 100 questions : La tyrannie de l’excellence*, op. cit., 2022, p.143.

¹²³ *Ibid.*

¹²⁴ *Ibid.*

¹²⁵ *Ibid.*, p.144.

¹²⁶ *Ibid.*, p.141.

¹²⁷ Rémy HEMEZ, « Industrie de défense sud-coréenne », in *DSI (Défense et Sécurité Internationale)*, novembre 2015, no.119, p.87.

¹²⁸ Dominique BARJOT, « Le développement économique de la Corée du Sud depuis 1950 », op. cit., p.9.

¹²⁹ *Ibid.*, p.12.

¹³⁰ Han Jae YEONG, « La Corée et les États-Unis : une relation particulière », op. cit., p.122.

1991 avec « l'initiative non nucléaire » sous la présidence Roh Tae-woo¹³¹. La dépendance coréenne envers les États-Unis semble se situer tant au point de vue économique que militaire, et l'alliance mise en place dès les années 1950 « (...) le contrat échange un certain degré de soumission de Séoul envers Washington contre une assurance de sécurité et une perspective de développement économique »¹³². Cette dépendance accrue de la Corée du Sud se verra contrebalancée dans années 2000 par la montée en puissance économique de la Chine qui viendra petit à petit émanciper la Corée du Sud du joug américain, d'un point de vue économique. La question de la durabilité de l'alliance peut alors être posée¹³³.

La Chine, de par sa position géographique, a des liens historiques avec la Corée du Sud. En effet, avant la séparation des deux Corées, le royaume de Corée (la période Chosŏn ou Joseon « 대조선국 », 1392-1910), connaissait notamment au XIXe siècle, une dépendance face à la Chine qui y exerçait une influence politique¹³⁴. La position géographique qu'offrait la Corée était importante pour la protection de l'Empire chinois et fut souvent « comparée à une “dague dans le dos de la Chine” »¹³⁵. Mais les relations entre la Corée du Sud et la Chine furent, en raison du contexte national chinois et de la guerre entre les deux Corées, mises entre parenthèses pour ne reprendre qu'en 1992¹³⁶. Pour la Corée du Sud l'avènement des relations diplomatiques avec la Chine se situe dans une période où cette dernière tente de se diversifier économiquement pour être compétitive sur le marché tout en développant des nouveaux horizons pour être moins dépendante des marchés américains et japonais¹³⁷. C'est alors en 2003 que la Chine va devenir le premier partenaire commercial de Séoul¹³⁸.

C'est aussi au cours de cette période que la Corée du Sud allait connaître la montée d'un sentiment antiaméricain commençant dans les années 1980 et qui s'atténua dans les années 2008. Ce sentiment grandissant au sein de la population et plus particulièrement dans la génération n'ayant pas connu la guerre émerge au travers d'une image négative de l'armée américaine au sein de la population, des manifestations notamment contre le bœuf et la divergence dans la conception des politiques à adopter envers la Corée du Nord¹³⁹. Par ailleurs, durant cette même période la volonté d'acquiescer plus d'indépendance et de souveraineté et de se défaire du joug américain se fit ressentir¹⁴⁰. Ces événements ainsi que la montée économique de la Chine¹⁴¹ amenèrent peu à peu Séoul à concevoir de nouvelles approches dans sa politique étrangère. En concomitance avec l'émergence de la puissance chinoise ainsi que la montée d'un certain sentiment antiaméricain la présidence de Roh Moo-hyun (2003-2008) marque une volonté de distancer sa politique de la ligne américaine et de développer de ce fait des relations plus étroites avec la Chine dans un but notamment d'emmener la Corée du Sud vers une plus grande

¹³¹ *Ibid.*, p.119.

¹³² Rémy HEMEZ, « États-Unis/Corée du Sud, l'alliance militaire en question », in *Politique étrangère*, Printemps 2015, no.01, p.130.

¹³³ *Ibid.*

¹³⁴ Han Jae, YEONG, « La Corée et les États-Unis : une relation particulière », *op. cit.*, p.114.

¹³⁵ Antoine BONDAZ, « La péninsule coréenne, entre autonomie et dépendance », in *Pouvoirs*, 2018, vol.167, no. 4, p.96.

¹³⁶ Liu QUN, et Wu SHAN, « Aller vers l'avenir : la décennie qui vient dans les relations entre la République populaire de Chine et la République de Corée », in *Outre-Terre*, 2014, vol.39 no.02, p.262.

¹³⁷ David, SANTANDREU, « Les Relations Économiques Entre La Chine Populaire et La Corée Du Sud », in *Perspectives Chinoises*, 1993, vol. Septembre/Octobre no.19, p.33.

¹³⁸ Antoine BONDAZ, « Chine/Corée du Sud : une frustration réciproque », in *Politique étrangère*, été 2022, no.02, p.30.

¹³⁹ Antonio FIORI, « Manifestations antiaméricaines en Corée du Sud dans les années 2000 : une forme de nationalisme revendiqué », in *Outre-Terre*, 2014, vol.39 no.02, pp.165-170.

¹⁴⁰ *Ibid.*, p.175.

¹⁴¹ L'émergence de la Chine en tant que puissance économique au début des années 2000 allait amener à une reconfiguration de sa politique étrangère pouvant être étudiée en deux temps. Le premier temps se situe entre 2001-2008, une époque où la Chine souhaite harmoniser ses relations à l'extérieur et qui peut être qualifiée de « révisionnisme masqué », qui vise à « (...) masquer ses objectifs révisionnistes », Jean-Pierre CABESTAN, *La politique internationale de la Chine*, Paris, Presses de Sciences Po, 2022, pp.57, 63-64. Après 2008, la Chine s'affirme sur la scène internationale surtout depuis 2014 sous la présidence de Xi Jinping, qui délaisse la politique étrangère prônée par Den Xiaoping, la politique de « profil bas », Jean-Pierre CABESTAN, *La politique internationale de la Chine*, *op. cit.*, p.63.

indépendance¹⁴². Le poids économique grandissant de la Chine, qui se construit contre les États-Unis amène Séoul dans une position particulière, prise entre besoins sécuritaire et économique, et l'un des exemples les plus illustres est le déploiement du système antimissile américain THAAD en 2016¹⁴³ ¹⁴⁴. Face à ce déploiement, la Chine mit en place des sanctions économiques contre la Corée du Sud dans un but de pression¹⁴⁵. Depuis lors, la divergence amène un tournant dans les relations entre ces deux pays. En effet, les Sud-coréens ont perdu confiance envers le marché économique chinois, comme peut l'en attester les retraits de certains conglomérats coréens du marché chinois tel que *Lotte Shopping* et *E-mart*¹⁴⁶. Cette perte de confiance a fait aussi réaliser la dépendance économique de la Corée du Sud envers la Chine et depuis 2016-2017 Séoul tente de trouver des nouveaux partenaires et de stimuler ses relations économiques dans un but de trouver de nouvelles destinations d'exportation¹⁴⁷.

La volonté de Roh Moo-Hyun d'amener la Corée du Sud vers une plus grande indépendance trouvera une continuité au travers de la *Global Korea* de Lee Myun-Bak. En parallèle de la *Global Korea*, les relations sino-coréennes connaîtront dès 2008 un changement avec l'avènement du président conservateur privilégiant l'alliance avec les États unis Lee MyungBak¹⁴⁸. Ce changement opéré en 2008 correspond aussi avec la crise financière qui propulsa la Chine vers une plus grande influence en raison de son poids économique acquis surtout suite à cette crise¹⁴⁹. L'initiative de la *Global Korea* fut continuée de manière plus tacite et peut notamment être illustrée au travers du domaine de l'armement. Le besoin de sécurité est alors au cœur même de l'émergence de l'économie coréenne. De ce fait, en raison des incertitudes dans ses relations avec les grandes puissances ainsi que de son tiraillement, la Corée du Sud tentera de chercher une sécurité économique, mais aussi politique et militaire dans ses relations et échanges avec d'autres pays. Par ailleurs, il est intéressant de souligner que selon *The Observatory of Economic Complexity* classe la Corée du Sud en 5e position en complexité économique en 2020 alors que cette dernière n'était que 12e en 2010¹⁵⁰. La complexité économique serait un indicateur illustrant la complexité de la structure de production d'un pays¹⁵¹. Cet indicateur permettrait de trouver une corrélation positive entre la complexité économique d'un pays et sa croissance¹⁵². Les exportations sud-coréennes en 2021 étaient majoritairement tournées vers le domaine de la technologie, puisque les exportations comprenant les Machines (électrique et mécanique ainsi que l'électronique) s'élevaient en 2021 à 43,1 %, dont 17,7 % étaient dédiés aux circuits intégrés¹⁵³. Les autres plus importants composants sont le transport terrestre (voitures, camions, etc...) représentant 10,4 % des exportations avec 6,95 % dédiés uniquement aux voitures ¹⁵⁴ ¹⁵⁵.

¹⁴²Dong XIANGRONG, «China's Dilemma on the Korean Peninsula», in *The Korean Journal of Defense Analysis*, 2013, vol.25 no.02, p.250.

¹⁴³ Antoine BONDAZ, « Chine/Corée du Sud : une frustration réciproque », *op. cit.*, p.32.

¹⁴⁴ Cette décision de la Corée du Sud affecta les relations Sino-Coréennes, puisque Pékin percevait dans le déploiement de ce système anti-balistique « une menace pour sa propre sécurité nationale » (traduit de l'anglais vers le français), Sukhee HAN, « Resetting the South Korea-China Relationship: The THAAD Controversies and Their Aftermath », in *The Korean Journal of Defense Analysis*, 2019, vol.31 no.04, p.540. Face à ce déploiement, la Chine mit en place des sanctions économiques contre la Corée du Sud dans un but de pression (*Ibid.*).

¹⁴⁵ *Ibid.*

¹⁴⁶ *Ibid.*, pp.551-552.

¹⁴⁷ *Ibid.*, pp.552-553.

¹⁴⁸ Antoine BONDAZ, « Chine/Corée du Sud : une frustration réciproque », *op. cit.*, p.30

¹⁴⁹Byoung-Kon JUN et Jang-ho KIM, « China's Role and Perception of a Unified Korea », in *The Korean Journal of Defense Analysis*, 2013, vol.25 no.03, p.371.

¹⁵⁰ OEC, « Country Rankings », *The Observatory of Economic Complexity*, s.d. <https://oec.world/en/rankings/eci/hs6/hs96?tab=ranking>

¹⁵¹ Sandra, PONCET et Felipe Starosta DE WALDEMAR, « Complexité économique et croissance. Une application au cas chinois », in *Revue économique*, 2013, vol.64 no.03, pp.495-496.

¹⁵² *Ibid.*, pp.496, 503.

¹⁵³ OEC, « What does South Korea export? (2021) », *The Observatory of Economic Complexity*, s.d. https://oec.world/en/visualize/tree_map/hs92/export/kor/all/show/2021

¹⁵⁴ *Ibid.*

¹⁵⁵ L'annexe 3 montre ces chiffres de manière visuelle et met de l'avant la complexité de l'économie sud-coréenne.

À noter que dans les exportations totales des armes de la Corée du Sud s'élèvent à 3,93 %, les « Explosive Ammunition » (les munitions explosives), les « Military Weapons » et les « Weapons Parts and Accessories » représenteraient en 2021 respectivement 0,12 % ; 0,013 % et 0,02 % des exportations¹⁵⁶. Les destinations de ces exportations semblent s'ancrer dans ce travail de recherche. En effet pour les munitions explosives, 57,8 % des exportations étaient destinés aux Émirats arabes unis et 8,81 % à l'Arabie Saoudite¹⁵⁷. Les « Military Weapons » sont destinés à 10,1 % aux Émirats et 5,17 % à l'Arabie Saoudite¹⁵⁸. Pour les « Weapons Parts and Accessories », 26,1 % étaient destinés à l'Arabie saoudite et 7,83 % aux Émirats arabes unis¹⁵⁹ ¹⁶⁰. Cet aperçu de ces relations qui se forment sera étudié plus en profondeur dans la troisième et la quatrième partie de ce travail.

Mais cette affirmation économique coréenne combinée à une volonté de retrouver une souveraineté totale va faire naître une plus grande volonté d'affirmation liée à une envie d'autonomie et d'indépendance qui se traduiront en 2008-2013 par la mise en place de la stratégie *Global Korea* sous la présidence de Lee Myun-Bak. Cette vision se caractérise par : « une diplomatie proactive qualifiée de “Global Korea” cherchant à faire de la Corée du Sud une puissance moyenne responsable et indispensable à la communauté internationale »¹⁶¹. Ses principaux objectifs étaient alors de faire rayonner le pays du matin calme à l'international et :

« (...) passe notamment par le développement d'une diplomatie publique (ou diplomatie culturelle), l'accroissement de l'aide publique au développement, une participation renforcée dans les opérations de maintien de la paix et un rôle moteur dans les négociations internationales sur le développement durable et le climat. La Corée du Sud entend faire connaître sa culture, devenir un exemple pour tout ancien pays en développement et devenir pionnier dans la croissance verte »¹⁶².

C'est alors sous Lee Myun-Bak que la Corée du Sud développe une politique de *Nation Branding*¹⁶³. À travers son *Nation-Branding*, Séoul développe une image au prisme de son *soft Power* notamment au travers de la gastronomie et de la culture permettant aussi de dynamiser son économie. Il s'agit ici d'une diplomatie économique s'instaurant dans une volonté d'affirmation. Par ailleurs cette diplomatie se perpétue même au sein des *Chaebols* puisque Samsung devient un des « ambassadeurs de la Corée du Sud à l'étranger »¹⁶⁴. C'est d'ailleurs au courant de cette période de recherche d'indépendance que la Corée du Sud s'illustre dans son partenariat avec les Émirats arabes unis pour la construction de la centrale nucléaire.

Sous la présidence de Moon, même si les relations avec les États-Unis s'avèrent toujours solides, comme peut l'en attester le sommet entre Joe Biden et Moon Jae in en 2021 au cours duquel ces derniers ont mis en avant leur « (...) vision commune d'un déploiement de l'alliance en dehors de la péninsule (...) » pour répondre à la vision américaine de *free and open indopacifique*¹⁶⁵. La méfiance sud-coréenne semble s'accroître en envers la Chine. Cependant, il n'en est pas moins intéressant de soulever la volonté du président d'acquiescer plus de souveraineté se caractérisant par une hausse budgétaire de la défense en particulier dans l'armée où cette dernière a uniquement le contrôle OPCON (*Operational control*) en temps de paix¹⁶⁶. De plus, la *New Southern Policy* (NSP) initiée en 2017 montre la volonté d'autonomie de Séoul et sa volonté de s'extraire vers d'autre région du monde. En effet, cette politique destinée principalement

¹⁵⁶ OEC, « What does South Korea export? (2021) », *op. cit.*, s.d.

¹⁵⁷ *Ibid.*

¹⁵⁸ *Ibid.*

¹⁵⁹ *Ibid.*

¹⁶⁰ Les données peuvent être visualisées à l'Annexe 4.

¹⁶¹ Antoine BONDAZ, « Korea Global : diplomatie globale d'une puissance moyenne », in *Monde chinois*, 2013, vol. 34, no. 2, p.19.

¹⁶² *Ibid.*, p.26.

¹⁶³ *Ibid.*

¹⁶⁴ Alexandre KATEB, « La diplomatie économique des nouvelles puissances », *op. cit.*, p.95.

¹⁶⁵ Rémy HEMEZ, « L'alliance militaire entre la Corée du Sud et les États-Unis sous Moon Jae-in, 2017-2022 », in *Revue Défense Nationale*, 2022, vol. 850 no. 5, p.100.

¹⁶⁶ *Ibid.*, p.102.

aux pays de l'Asie exprime la politique étrangère de Séoul de devenir une puissance moyenne, ayant un impact et un rôle à jouer comme acteur de la scène internationale :

« While Seoul does not delimit the geographical scope of engagement under the NSP, the countries that are prioritized as the first tier of “NSP target countries” are those in Southeast Asia and India. The rationale is that, in spite of the reality of the growing economic and strategic importance of ASEAN and India, they have largely remained secondary in Seoul’s overall strategic landscape. [...] NSP, as Seoul’s new regional strategy to diversify its economic and diplomatic alignments in search of greater strategic autonomy (...) »¹⁶⁷.

Même si cette politique peut être vue comme régionale, en raison de son orientation vers l'Asie, elle reste tout de même symptomatique d'un changement de la politique sud-coréenne et s'inscrit alors dans ce travail.

Par ailleurs dans cette recherche de partenariats, la Fédération de Russie aurait pu apparaître comme une alternative pour Séoul. Prise entre Est et Ouest, la géographie de la Russie positionne cette dernière dans des choix qui rythmeront sa politique étrangère. C'est notamment le cas depuis 2014 avec la crise ukrainienne qui amena à une modification de la stratégie russe puisque l'Europe tenta d'étouffer économiquement la Russie. Cette dernière décida alors de se tourner vers l'Est et plus particulièrement vers l'Asie Pacifique, un pivot vers l'Est qui est devenu une réalité de nos jours¹⁶⁸. Cette recherche de diversification de partenariat de la part de la Russie va alors mettre aussi en avant son intérêt pour la péninsule coréenne. En effet, à l'instar de la Chine, la Russie craint l'éclatement d'un conflit en Corée qui serait une menace directe à sa sécurité notamment par la déstabilisation de son flan Est, par la venue de réfugiés par exemple¹⁶⁹. Suivant cette logique, Moscou se rapproche de l'approche de Pékin qui souhaite maintenir la stabilité¹⁷⁰. Cette volonté russe de maintenir la stabilité régionale en Asie s'inscrit aussi de facto dans l'agenda de sa politique étrangère, mais aussi de sa politique nationale puisqu'elle permet l'intégration russe dans les structures régionales tout en développant et modernisant son économie dans ses régions de Sibérie, mais, aussi d'Extrême-Orient¹⁷¹. Cela peut notamment être constaté au sein des tentatives de créer une économie « tripartite » entre la Russie, la Corée du Nord et la Corée du Sud notamment lors de mise en place des projets ferroviaires visant à stimuler les échanges. En effet, divers projets furent tentés :

« Over the last thirty years, trilateral cooperation issues have been raised many times at the highest level by Russia, the ROK and the DPRK. The countries have discussed, in particular, the possibility of carrying out large-scale projects such as connecting the Trans-Korean Railway to the Trans-Siberian Railway, laying gas pipelines and building an electric power transmission line from Russia to the Republic of Korea through the DPRK »¹⁷².

La Russie ainsi que la Corée du Sud sont alors à la recherche de sécurité économique au sein de leur relation passant notamment par la promotion de différents projets¹⁷³. Pour Séoul, Moscou représente un partenaire intéressant dans sa sécurité énergétique étant donné les ressources de ce pays : « la relation avec la Russie s'inscrit ainsi en plein dans la diplomatie des ressources naturelles (*resource diplomacy*) développée par l'administration de LMB [Lee Myung-bak] au cours de son mandat »¹⁷⁴. Mais ces projets se retrouvent bien souvent entravés par des acteurs extérieurs tels que les États-Unis ou la Corée du

¹⁶⁷Wongi CHOE, « “New Southern Policy”: Korea’s Newfound Ambition in Search of Strategic Autonomy », in *Ifri Asie. Visions*, Janvier 2021, no.118, p.5.

¹⁶⁸Alexander LUKIN et Oksana PUGACHEVA, « Russia’s Priorities and Approaches to Issues Regarding the Korean Peninsula », in *The Korean Journal of Defense Analysis*, 2022, vol.34 no.01, p.83.

¹⁶⁹ *Ibid.*, p.82.

¹⁷⁰ *Ibid.*

¹⁷¹ *Ibid.*, p.83.

¹⁷² *Ibid.*, pp.91-92.

¹⁷³Se Hyun, AHN, « Conceptualizing and Framing Economic Security? : The Case of 30 Year Russian-Korean Security Relations Tested », in *The Korean Journal of Defense Analysis*, 2021, vol.33 no.01, p.179.

¹⁷⁴ Antoine BONDAZ, « Korea Global : diplomatie globale d'une puissance moyenne », *op. cit.*, p.24.

Nord, mais aussi par des fractures intérieures comme le « manque de volonté » de Séoul tant au niveau économique que politique et les problèmes internes auxquels fait face la Russie notamment d'un point de vue politique dans sa transition vers l'Extrême-Orient :

« Russia's domestic political problems, particularly the problems that have arisen in relation to the transition in the Russian Far East, which can be highly amplified into Russian risks; a lack of political and business will on the side of South Korea and external factors such as the North Korean nuclear proliferation and the United States »¹⁷⁵.

Cette recherche de sécurité économique de la part de ces deux acteurs met alors de l'avant leur volonté de diversification de partenariat en raison notamment de leur dépendance face à la Chine. De ce fait, même si ces relations se retrouvent entravées et mises à mal en raison du contexte politique interne à chaque pays, du passé et du contexte régional, il n'en est pas moins intéressant de mettre en avant cette volonté de recherche de la part de Séoul qui tente petit à petit de trouver sa propre voie.

Comme vu plus haut la *Global Korea* allait être le fer de lance de la volonté d'autonomie de Séoul. Par ailleurs, cette « politique » sous-tend aussi d'autres objectifs plus connectés au *Hard Power* puisque cette stratégie avait comme objectif « de faire de l'industrie de défense un “moteur de croissance” qui exporterait quatre milliards de dollars d'équipements militaires par an et emploierait 50 000 personnes d'ici à 2020 »¹⁷⁶. Séoul apparaît en effet compétitive sur le marché de l'armement puisqu'elle dispose d'une industrie civile, d'un capital humain, d'un haut niveau de technologie ainsi que du soutien du gouvernement, ce qui forme des atouts essentiels pour rendre les exportations sud-coréennes attractives¹⁷⁷. Par ailleurs, une des raisons pouvant rendre Séoul attractive et compétitive est que ses matériaux militaires sont basés sur des technologies provenant des États-Unis¹⁷⁸. Séoul pourrait alors vendre moins cher des matériaux militaires qui sont composés essentiellement de technologies américaines, constituant un atout pour les pays souhaitant avoir des armements de pointe à moindre coût. Ce plan initié alors par le président vise à accroître l'influence sud-coréenne au-delà de ses frontières et a pour ambition de vouloir affirmer la Corée du Sud comme une puissance moyenne. Cette affirmation sud-coréenne n'est alors pas sans conséquence vis-à-vis de son partenariat avec les États-Unis, puisque cherchant à diversifier ses partenaires notamment dans ses importations dans le domaine militaire, Séoul s'ouvre vers de nouveaux marchés¹⁷⁹. Cette ouverture est perçue par les États-Unis comme l'accroissement d'une concurrence amenant Washington à accuser Séoul d'espionnage et de « copier les matériels américains. »¹⁸⁰. Par ailleurs il est intéressant de soulever que la Corée du Sud, même si elle est un acteur important dans les exportations, est aussi un des principaux importateurs d'armes comme l'en atteste le Tableau ci-dessous¹⁸¹. Cette double présence coréenne tant dans les imports que les exports font alors naître une forme de cercle vertueux économique, puisque Séoul a un stock disponible à la vente étant donné qu'elle peut combler ses exportations par les importations.

¹⁷⁵ Se Hyun, AHN, « Conceptualizing and Framing Economic Security?: The Case of 30 Year Russian-Korean Security Relations Tested », *op. cit.*, p.178.

¹⁷⁶ Rémy HEMEZ, « Industrie de défense sud-coréenne », *op. cit.*, p.88.

¹⁷⁷ *Ibid.*

¹⁷⁸ *Ibid.*, p.90.

¹⁷⁹ *Ibid.*

¹⁸⁰ *Ibid.*

¹⁸¹ Les tableaux se trouvent à l'annexe 5. Les tableaux sont issus des pages 2 et 6 du document.

Table 1. The 25 largest exporters of major arms and their main recipients, 2017–21

Note: Percentages below 10 are rounded to 1 decimal place; percentages over 10 are rounded to whole numbers.

Exporter	Share of global arms exports (%)		Per cent change from 2012–16 to 2017–21 ^a	Main recipients (share of exporter's total exports, %), 2017–21					
	2017–21	2012–16		1st	2nd	3rd	4th	5th	6th
1 United States	39	32	14	Saudi Arabia (23)	Australia (9.4)	South Korea (6.8)			
2 Russia	19	24	-26	India (28)	China (21)	Egypt (13)			
3 France	11	6.4	59	India (29)	Qatar (16)	Egypt (11)			
4 China	4.6	6.4	-31	Pakistan (47)	Bangladesh (16)	Thailand (5.0)			
5 Germany	4.5	5.4	-19	South Korea (25)	Egypt (14)	USA (6.1)			
6 Italy	3.1	2.5	16	Egypt (28)	Turkey (15)	Qatar (9.0)			
7 United Kingdom	2.9	4.7	-41	Oman (19)	Saudi Arabia (19)	USA (19)			
8 South Korea	2.8	1.0	177	Philippines (16)	Indonesia (14)	UK (14)			
9 Spain	2.5	2.2	10	Australia (51)	Turkey (13)	Belgium (8.6)			
10 Israel	2.4	2.5	-5.6	India (37)	Azerbaijan (13)	Viet Nam (11)			

Figure 2 : Tableau SIPRI des 25 plus importants exportateurs d'armes et leurs destinataires¹⁸²**Table 2.** The 40 largest importers of major arms and their main suppliers, 2017–21

Note: Percentages below 10 are rounded to 1 decimal place; percentages over 10 are rounded to whole numbers.

Importer	Share of global arms imports (%)		Per cent change from 2012–16 to 2017–21 ^a	Main suppliers (share of importer's total imports, %), 2017–21					
	2017–21	2012–16		1st	2nd	3rd	4th	5th	6th
1 India	11	14	-21	Russia (46)	France (27)	USA (12)			
2 Saudi Arabia	11	8.2	27	USA (82)	France (5.1)	UK (5.0)			
3 Egypt	5.7	3.2	73	Russia (41)	France (21)	Italy (15)			
4 Australia	5.4	3.2	62	USA (67)	Spain (24)	Switzerland (3.3)			
5 China	4.8	4.4	4.1	Russia (81)	France (9.1)	Ukraine (5.9)			
6 Qatar	4.6	1.3	227	USA (46)	France (36)	Italy (6.1)			
7 South Korea	4.1	2.3	71	USA (63)	Germany (27)	France (7.8)			
8 Pakistan	3.0	3.2	-11	China (72)	Sweden (6.4)	Russia (5.6)			
9 UAE	2.8	4.5	-41	USA (61)	France (6.2)	Russia (5.3)			
10 Japan	2.6	1.0	152	USA (98)	UK (1.7)	Sweden (0.7)			

Figure 3 : Tableau SIPRI des 40 plus importants importateurs d'armes et leurs destinataires¹⁸³

De nos jours, le secteur de l'industrie ne semble pas être tombé en désuétude comme peut l'en attester l'institut SIPRI qui met en avant les «The SIPRI Top 100 arms-producing and military services companies in the world». Dans ce classement, la Corée du Sud compte en 2021 quatre compagnies : La *Hanwha Aerospace* classe (50e) ; la *Korea Aerospace Industries* (65e) ; *LIG Nex1* (71e) et la *Hanwha Corp.* (82e)¹⁸⁴ alors qu'en 2002 elle ne comptait qu'une seule entreprise, *Korea Aerospace Industries* classe (59e)¹⁸⁵.

Séoul est alors à la recherche de sécurité, qui s'inscrit aussi dans un contexte national au cours duquel des constatations au pouvoir purent être perçues. Témoin direct de manifestations demandant la démission du président Yoon Seok-Yeol en octobre 2022, un seul article de l'agence sud-coréenne *Yonhap* semble faire écho à cet événement où des milliers de personnes conservateurs et progressistes manifestèrent¹⁸⁶. Les manifestants conservateurs et progressistes avaient des revendications différentes. En effet les

¹⁸² Pieter D. WEZEMAN, Alexandra KUIMOVA et Siemon T. WEZEMAN, «Trends in International Arms Transfers, 2021», in *SIPRI Fact Sheet*, March 2022, pp.1-12. <https://doi.org/10.55163/CBZJ9986>

¹⁸³ *Ibid.*, pp.1-12.

¹⁸⁴ SIPRI, « SIPRI Arms Industry Database », *Stockholm International Peace Research Institute*, s.d. <https://www.sipri.org/databases/armsindustry>

¹⁸⁵ *Ibid.*

¹⁸⁶ YONHAP, « De grands rassemblements politiques organisés dans le centre de Séoul », *Agence de Presse Yonhap*, 23 octobre 2022. <https://fr.yna.co.kr/view/AFR202210230003000884>

conservateurs : « demandaient que le dirigeant de l'opposition, Lee Jae-myung, soit arrêté pour son implication présumée dans un scandale de développement urbain entaché de corruption »¹⁸⁷. Alors que les progressistes demandaient la démission du président Yoon Seok-Yeol¹⁸⁸. La sphère politique est alors divisée en Corée du Sud où bien souvent les anciens présidents se retrouvent en prison pendant quelques années tels que Lee Myun-Bak ou encore Park Geun-hye qui sont la cible d'enquête pour corruption des nouveaux présidents entrants¹⁸⁹. La scène politique coréenne, entre progressistes et conservateurs, est alors tendue.

Par ailleurs, cette recherche de sécurité sud-coréenne est aussi due à son contexte régional en particulier face à la menace nord-coréenne. Le développement des relations économique entre la Corée du Sud, la Russie et la Chine a amené à un manque de la part de la Corée du Nord envers Pékin. La relation entre la Chine et la Corée du Nord, même si elle s'avère mutuellement bénéfique pour les deux parties, n'est pas une relation de confiance: « Putting it simply, it seems like China is somewhat reluctant to recognize its military alliance relationship with the North, which leads North Koreans to feel uncertain of protection and the possibility of being abandoned and sows the seeds of distrust »¹⁹⁰. Ce manque de confiance sur la capacité de protection de Pékin, ainsi que la nécessité du régime nord-coréen de se maintenir en vie en raison de ses crises économiques amène la Corée du Nord à essayer de diversifier ses partenariats, comme peut l'en attester l'Iran, la Syrie ou encore les groupes non étatiques. Le soutien à des groupes non étatiques notamment au Moyen-Orient ne pourrait simplement s'expliquer par une logique financière, mais répond aussi selon l'auteur Hemez à une volonté de Pyongyang de « participer à la déstabilisation des États-Unis » en menaçant Israël¹⁹¹. L'Iran et la Syrie sont pour la Corée du Nord des partenaires de longues durées notamment dans l'armement où la Corée du Nord fournit un soutien pour ces pays¹⁹². Par ailleurs le développement de liens de la Corée du Nord avec des groupes non étatiques tels le *Hamas* ou le *Hezbollah* s'explique notamment par la loi de l'offre et de la demande¹⁹³. L'offre de Pyongyang est en effet intéressante puisque cette dernière, misant sur une production datant de l'ère soviétique, s'est plus particulièrement spécialisée au fil de ces dernières années dans les roquettes, qui se trouvent être une arme utile pour mener à bien des guerres de type guérilla et asymétrique¹⁹⁴. Pour les groupes tels que le *Hamas* et le *Hezbollah*, leur possibilité d'acquérir des armes se retrouve amoindrie notamment du risque qu'encourent les pays vendeurs d'armes au niveau de la communauté internationale¹⁹⁵. Mais la Corée du Nord est déjà isolée sur la scène internationale. Par conséquent, cette dernière se positionne comme un acteur intéressant dans le développement de partenariat avec les groupes non étatiques. Par ailleurs, dans la logistique des livraisons d'arme, il n'est pas à exclure le rôle qu'a pu jouer l'Iran comme plate-forme de logistique entre la Corée du Nord et les groupes non étatiques se trouvant au levant¹⁹⁶. Ce rôle n'est d'ailleurs pas sans rappeler le rôle fondamental que l'Iran a joué dans la naissance du *Hezbollah*.

La Corée du Nord trouve alors dans le secteur militaire un outil essentiel pour le maintien de son régime et un moyen de développement de partenariats économique. En effet, régit par l'idéologie du *juche*¹⁹⁷, la Corée du Nord se doit d'avoir une cohérence dans la mise en place de ses politiques servant au maintien

¹⁸⁷ *Ibid.*

¹⁸⁸ *Ibid.*

¹⁸⁹ Nicolas ROCCA, « Corée du Sud : scandales et tensions entre la présidence et l'opposition », *RFI*, 28 octobre 2022. <https://www.rfi.fr/fr/asi-pacifique/20221028-corée-du-sud-scandales-et-tensions-entre-la-présidence-et-l-opposition>

¹⁹⁰ Dong XIANGRONG, « China's Dilemma on the Korean Peninsula », *op.cit.*, p.245.

¹⁹¹ Rémy HEMEZ, « La Corée du Nord : proliférateur mercenaire ? », in *Revue Défense Nationale*, 2015, vol.01 no.776, p.63.

¹⁹² *Ibid.*, p.65.

¹⁹³ *Ibid.*

¹⁹⁴ *Ibid.*, p.66.

¹⁹⁵ *Ibid.*, p.65.

¹⁹⁶ *Ibid.*

¹⁹⁷ Pour plus d'informations sur l'idéologie du *Juche* et le lien avec le développement d'armes nucléaires de la Corée du Nord, il convient de se référer au texte de Patrick, CHARTRAND, Frédéric HARVEY, Étienne TREMBLAY et Éric OUELLET, « Corée du Nord : la parfaite harmonie entre le totalitarisme et l'arme nucléaire », in *Revue militaire canadienne*, 2017, vol.17 no.03, pp.29-39. <http://www.journal.forces.gc.ca/vol17/no3/page29-fra.asp>

du régime et à éviter toute dissonance interne: « Une logique circulaire s'applique au rapport entre l'idéologie du *juche* et l'arme nucléaire : ces deux éléments se soutiennent et justifient leur bien-fondé réciproquement. Afin de faire perdurer le régime, les Kim ont donc besoin d'une idéologie forte et de l'arme nucléaire »¹⁹⁸. Par ailleurs l'indépendance militaire que tente d'acquiescer ce pays sert aussi de moyen de développement de certains liens économiques. À l'interne le secteur militaire concorde avec l'idéologie, le fondement de la société nord-coréenne contemporaine. À l'externe, Pyongyang offre son aide aux pays étant eux aussi isolés et partageant un sentiment antiaméricain comme peuvent l'en attester les liens entre l'Iran et ce dernier. Ce constat des relations qu'entretient la Corée du Nord avec des pays du levant et l'Iran est alors intéressant à analyser sous le prisme des relations qui se sont développées entre la Corée du Sud et les États du Golfe. C'est un peu comme si le combat de ces « frères divisés » se retrouve dans une région où « l'Umma » est elle-même divisée.

En somme, dans ses relations avec les grandes puissances, Séoul se retrouve tiraillé entre ses besoins de sécurité et ses besoins économiques. Ce tiraillement affecte sa politique nationale puisque comme le montre le graphique ci-dessous la perception de l'opinion publique sud-coréenne envers les grandes puissances est très volatile selon le contexte.

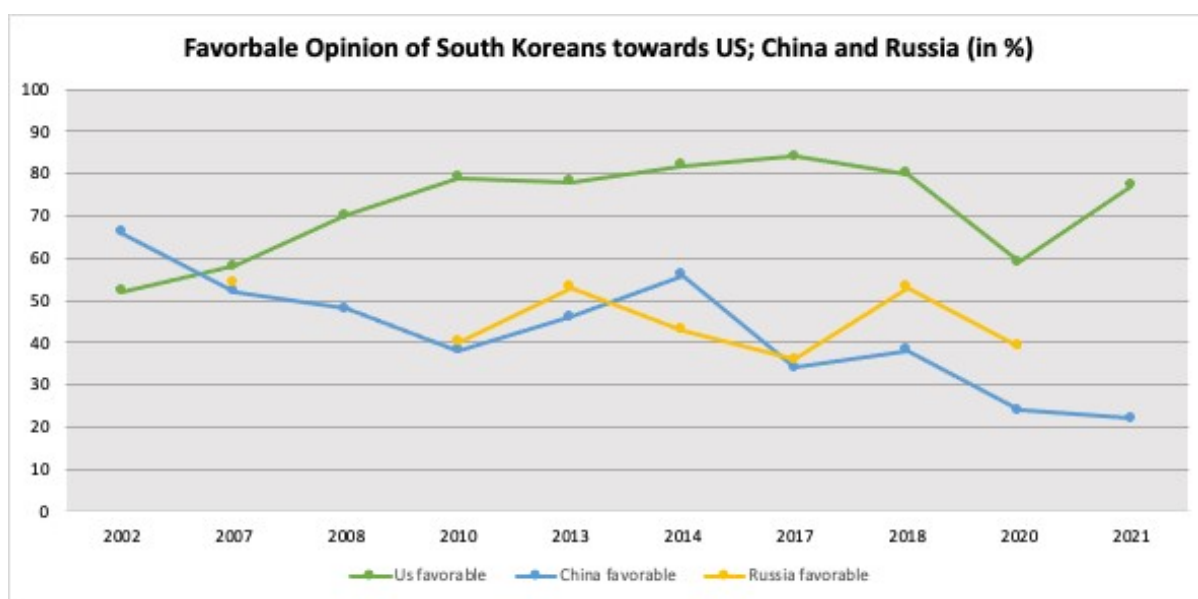


Figure 4 : Évolutions des opinions envers les États-Unis, la Chine et la Russie des Sud-Coréens ¹⁹⁹

La politique étrangère américaine a alors été à la base de la naissance de l'état moderne coréen. L'investissement américain sur le territoire coréen a mené à une dépendance sécuritaire de la Corée du Sud. À l'instar du Moyen-Orient qui fut *une ligne dans le sable* en référence au livre de James Barr, la Corée fut quant à elle une ligne dans la montagne. La politique chinoise a alors tenté de maintenir une stabilité régionale pour se propulser économiquement sur la scène mondiale tout en se construisant contre le modèle américain. Cette volonté économique, mais aussi politique a amené la création de liens avec la Corée du Sud. Cette relation particulière qu'entretient Pékin et Séoul fluctuent selon l'alliance américano-coréenne. Mais la politique adoptée par la Chine fait naître autant dans le Nord qu'au Sud un manque de confiance²⁰⁰. Ce manque de confiance et la volatilité des relations incitent la Corée du Sud à une volonté de regarder ailleurs et de chercher des nouvelles relations. Il peut alors être intéressant de constater que

¹⁹⁸Patrick, CHARTRAND, Frédéric HARVEY, Étienne TREMBLAY et Éric OUELLET, « Corée du Nord : la parfaite harmonie entre le totalitarisme et l'arme nucléaire », *op. cit.*, p.38.

¹⁹⁹ Le graphique se trouve en Annexe 6 et fut réalisé avec les données trouvées à la source suivante : PEW RESEARCH CENTER, « Global Indicator Database », *Pew Research Center*, s.d. <https://www.pewresearch.org/global/database/indicator/1/country/kr/>

²⁰⁰Dong XIANGRONG, « China's Dilemma on the Korean Peninsula », *op. cit.*, p.244.

la Chine et les États-Unis ont construit des relations qui ont conduit à une dépendance de Séoul tant au point de vue économique que militaire. La prise de conscience de la Corée du Sud de sa dépendance notamment avec la dégradation des relations avec la Chine depuis le déploiement du THAAD entraîne Séoul à trouver de nouveaux partenaires. Le pays du matin calme se retrouve bousculé aussi par la confrontation grandissante entre ces deux géants. Mais c'est alors aussi dans ce tiraillement entre sécurité et économie que va naître une économie de la sécurité, une politique qui va mener la Corée du Sud à développer notamment les relations économiques particulières qu'elle entretient avec les pays du Golfe où des intérêts mutuels se rencontrent. Pour le Moyen-Orient le changement de partenaire semble aussi une option satisfaisant ses intérêts.

Il peut être constaté que la Corée du Sud se trouve entre l'arbre et l'écorce. Prise au piège entre besoins économique et sécuritaire, cette dernière est à la rencontre des influences américaine et chinoise qui s'entrechoquent. Ce tiraillement dans la mise en place d'une politique autonome pour Séoul va semer petit à petit la volonté de diversifier les partenariats économiques²⁰¹ pour se créer une place qui lui serait propre dans cette sphère d'influence. Le Livre blanc de la défense coréenne postule qu'un budget important au niveau de la défense permettrait de créer un « un cercle vertueux entre sécurité et économie ». Paix sociale et développement économique seraient ainsi intrinsèquement liés aux dépenses effectuées dans le but d'établir une posture de sécurité respectable²⁰². Acheter la paix sociale pour éviter les contestations au travers d'un développement économique, qui peut être tirailé dans un contexte régional complexe, permettant de créer une société harmonieuse tout en augmentant ses capacités de projection de puissance semble faire écho à d'autres sociétés. L'économie et la politique pourraient alors connaître dans les pays ayant une croissance soutenue une forme de symbiose. C'est dans cette recherche constante de sécurité tant économique, politique que militaire que se rencontrent les besoins mutuels de la Corée du Sud avec ceux des pays du Golfe.

L'aube de l'affirmation du pays du matin calme en tant que puissance moyenne indépendante semble s'éclaircir vers le Golfe persique.

2.2 L'Arabie Saoudite et les Émirats arabes unis : volontés d'extraction du Golfe persique²⁰³

2.2.1 L'Arabie Saoudite

L'année 1945 voit l'avènement du pacte de *Quincy* qui met en exergue sécurité et économie. Unissant les États-Unis et l'Arabie Saoudite : « (...) cette rencontre date l'engagement américain d'assurer la sécurité du Royaume contre un approvisionnement en pétrole régulier et à des prix raisonnables »²⁰⁴.

Cette entente deviendra le ciment des relations américano-saoudiennes. Les États-Unis deviendront dès lors un acteur d'influence dans la politique moyenne orientale. L'immixtion des Américains est aussi intimement liée à leur politique et intérêt nationaux²⁰⁵. Les années qui suivirent la découverte du pétrole par Edwin Drake dit, le « colonel Drake » en 1859 amena une totale autonomie pétrolière des États-Unis dans leurs années de développement²⁰⁶. Mais la demande tant à s'accroître en raison des facteurs

²⁰¹ Antoine BONDAZ, « Chine/Corée du Sud : une frustration réciproque », *op. cit.*, p.35.

²⁰² Olivier LARRIEU, « La Base Industrielle et Technologique de Défense de la Corée du Sud : l'émergence d'un acteur industriel militaire mondial » in *Monde chinois*, 2013, vol.34 no.02, p.74.

²⁰³ À noter que pour les sections qui suivent concernant les Émirats arabes unis ainsi que l'Arabie Saoudite, l'emphase sera mise sur une présentation générale, la question nucléaire et des divers projets en collaboration avec la Corée du Sud ne seront abordés que dans la troisième section. L'idée est de situer ces pays et les motivations qui sous-tendent le développement de ces relations.

²⁰⁴ Denis BAUCHARD, « Le Moyen-Orient, un angle mort de la politique américaine ? », in *Revue Défense Nationale*, 2022, vol.846 no.01, p.15.

²⁰⁵ Philippe TRISTANI, « L'Iraq Petroleum Company, les États-Unis et la lutte pour le leadership pétrolier au Moyen-Orient de 1945 à 1973 », in *Histoire, économie & société*, 2010, vol. 29, no.02, p.3.

²⁰⁶ Olivier APPERT, « Quelles perspectives pour la politique pétrolière américaine ? », in *Éditoriaux de l'Ifri : Édito Énergie*, Mai 2017, p.1.

d'industrialisation, de développement technologique ainsi qu'humain amèneront les États-Unis à devenir dès 1958 un importateur net pétrole²⁰⁷. Cette forme de dépendance qui tend à créer une fragilisation économique des États-Unis se verra modifier afin que ces derniers puissent garder un contrôle de leur émergence en tant que puissance puisque : « L'indépendance énergétique est alors recherchée par le contrôle de ressources pétrolières à l'étranger »²⁰⁸. Cette recherche de stabilité au prisme d'un contrôle des ressources pétrolières se verra déstabilisée dès les années 1973 avec le choc pétrolier, puis connaîtra des fluctuations avec notamment la production américaine qui diminue rendant sa dépendance envers les autres pays producteurs plus importants²⁰⁹. Au cours des années 1980 : « L'indépendance énergétique du pays devient un enjeu politique majeur »²¹⁰. Les attentats du 11 septembre vont porter un coup aux alliés américains au Moyen-Orient et vont perturber la stratégie pétrolière des États-Unis²¹¹. L'émergence de l'hégémon américain semble alors avoir une volonté d'obstruer la faiblesse de l'économie américaine, sa dépendance pétrolière à l'égard d'autres pays.

Moteur de l'économie saoudienne, les hydrocarbures ont aussi institutionnalisé une économie de rente. L'État est intimement lié à l'économie puisque par les revenus économiques, ce dernier achète une paix sociale : « Le système rentier qui a commencé au début du développement du secteur pétrolier est devenu la base du pouvoir politique du pays »²¹². L'économie est liée au pétrole et à sa valeur, un baril de 88 \$ permet un équilibre budgétaire national²¹³ entre les dépenses et les recettes de l'état. Selon l'indice de prix du baril *Bent Crude* même si le baril a atteint son sommet le 5 juin 2022, avec une valeur de 122 \$, le prix semble redescendre surtout depuis le mois de février 2023. À l'heure actuelle le 12 mars 2023, le prix était de 75 \$²¹⁴. En cas de baril inférieur à 88 \$, l'Arabie saoudite se doit dans un objectif d'équilibre budgétaire national d'injecter de ses fonds souverains des actifs financiers²¹⁵. La diversification économique semble alors essentielle pour pallier l'injection constante, par les fonds souverains saoudiens, d'actifs financiers²¹⁶. Par ailleurs l'accroissement de l'économie saoudienne amène la famille régnante à écarter l'*establishment* religieux :

« L'argent du pétrole aidant, la famille régnante est donc parvenu à mettre au pas une partie de l'*establishment* religieux, rassemblée dans des organes officiels créés à la fin des années 1960. Dans le prolongement de cette "domestication", les princes cherchent aujourd'hui, discrètement, à restreindre les prérogatives des clercs — sans jamais néanmoins, tant s'en faut, remettre en cause le caractère religieux de l'État »²¹⁷.

La structure institutionnelle économique du pays a laissé place à une prépondérance de l'État, résultant d'un faible développement du secteur privé. L'État, l'employeur majeur, ne peut plus honorer son pacte social, amenant à une crise structurelle du pays : « Le secteur public ne pouvant plus stimuler son développement en raison des revenus dégressifs du pétrole et la présence d'un secteur privé sous-

²⁰⁷ *Ibid.*

²⁰⁸ *Ibid.*

²⁰⁹ *Ibid.*, p.3.

²¹⁰ *Ibid.*

²¹¹ *Ibid.*

²¹² Pierre DEVREUX, « Les défis politiques, économiques et sociaux en Arabie Saoudite dans une perspective "après-pétrole" » Mémoire de M.A., Louvain, Université Catholique de Louvain, 2018, p.31 https://dial.uclouvain.be/downloader/downloader.php?pid=thesis%3A15880&datastream=PDF_01&cover=cover-mem

²¹³ *Ibid.*, p.34.

²¹⁴ MARKETWATCH. « Brent Crude Oil Continuous Contract », *MarketWatch*, s.d., <https://www.marketwatch.com/investing/future/brn00?countrycode=uk>

²¹⁵ Pierre DEVREUX, « Les défis politiques, économiques et sociaux en Arabie Saoudite dans une perspective "après-pétrole" », *op. cit.*, p.34.

²¹⁶ *Ibid.*, p.38.

²¹⁷ Stéphane LACROIX, « L'Arabie saoudite : un magistère sur l'islam contesté », in *Pouvoirs*, 2015, vol.152 no.01, pp.51-52

développé et peu compétitif amènent une crise de l'emploi»²¹⁸. La crise structurelle menaçant l'Arabie Saoudite à l'interne peut contribuer à un déficit de la légitimité interne, mais aussi externe du régime, le poussant alors dans une volonté de diversification économique²¹⁹. Combiné à cette crise structurelle, le fort lien unissant les États-Unis avec l'Arabie Saoudite se dégrada ces dernières années notamment sous Barack Obama, en raison du printemps arabe, où le support américain fut reproché au changement de régimes tant en Tunisie qu'en Égypte²²⁰. Des divergences se forment et se creusent entre les lignes américaines et saoudiennes. Cet éloignement rentre aussi en concomitance avec la révolution que vont connaître les États-Unis dans le secteur pétrolier. En effet, cette révolution est celle des hydrocarbures non conventionnels propulsant de nouveau les États-Unis comme producteur important sur la scène mondiale²²¹. La révolution des hydrocarbures non conventionnels est intimement liée avec le développement des progrès technologiques amenant les États-Unis vers une possible indépendance gazière²²². En 2014, ces derniers vont devant l'Arabie saoudite et la Russie devenir les premiers « (...) producteurs mondiaux de produits pétroliers (...) »²²³. Cette année charnière fera perdre à l'OPEP son monopole sur le marché :

« L'OPEP de son côté doit faire face à un nouveau paradigme ayant perdu le contrôle du marché pétrolier. Les producteurs de pétrole de schiste américains sont devenus les swings producers qui fournissent le baril marginal. Le prix du pétrole est désormais déterminé par le coût de production du pétrole de schiste aux États-Unis »²²⁴.

L'arrivée de Donald Trump renouera avec la politique énergétique américaine visant à une indépendance: « Ce n'est qu'un retour aux fondamentaux Américains qui prévalent depuis un siècle, renforcé par la révolution des hydrocarbures non conventionnels »²²⁵. Il est d'ailleurs intéressant de constater que la politique pétrolière américaine est liée à sa politique tant nationale qu'internationale. En effet comme vue dans la partie concernant la Corée du Sud, les États-Unis avaient une volonté isolationniste dans leur émergence et leur industrialisation. Cette même forme d'isolationniste se retrouve alors avec la volonté d'indépendance énergétique américaine. Peut-être que cette volonté d'indépendance est aussi motivée par ce paradoxe entre superpuissance et dépendance énergétique qui caractérise les États-Unis au cours de la seconde moitié du XXe siècle et du début du XXIe siècle.

L'émergence des États-Unis en tant que puissance pétrolière ainsi que la perte de contrôle du marché pétrolier de l'OPEP, raisonne dans le royaume saoudien comme un besoin urgent pour des raisons tant nationale qu'internationale, de diversification économique, mais aussi de recherche de nouveaux partenaires. Le Prince héritier Mohammed Ben Salman (MBS) nommé prince héritier en 2017 contribua à réorienter la politique et l'économie saoudienne. Cette réorientation passe notamment par une consolidation du pouvoir s'articulant sous travers de lutte de la corruption afin d'obstruer toute opposition²²⁶. Il y a ici une ambition d'adoucir l'image de l'Arabie Saoudite et de propulser ce pays comme un acteur incontournable dans le monde, tout en développant l'économie, notamment par la diversification de ce pays, tout en revenant « à un islam modéré »²²⁷. Une symbiose tente alors de s'opérer dans la formation de cette nouvelle politique étrangère entre *Nation-Branding*, par l'adoucissement de l'image et la promotion du pays, et la politique économique dans une volonté de diversification. En effet, cette volonté de réformes notamment dans le domaine économique sous-tend des objectifs :

²¹⁸ Pierre DEVREUX, « Les défis politiques, économiques et sociaux en Arabie Saoudite dans une perspective “après-pétrole” », *op. cit.*, p.44.

²¹⁹ *Ibid.*, p. 67.

²²⁰ Olivier DA LAGE, « Arabie saoudite : Le système MbS », in *Études*, Octobre 2018, no.10, p.16.

²²¹ Olivier APPERT, « Quelles perspectives pour la politique pétrolière américaine ? », *op. cit.*, p.3.

²²² *Ibid.*, p.3 ; Olivier APPERT, « Le marché pétrolier à la croisée de la géologie, de l'économie et de la géopolitique », in *Annales des Mines — Responsabilité et environnement*, 2016, vol.83 no.03, p.99.

²²³ Olivier APPERT, « Quelles perspectives pour la politique pétrolière américaine ? », *op. cit.*, p.4.

²²⁴ *Ibid.*

²²⁵ *Ibid.*, p.5.

²²⁶ Olivier DA LAGE, « Arabie saoudite : Le système MbS », *op. cit.*, p.10.

²²⁷ *Ibid.*, p.11.

« (...) de libérer l'économie de ses contraintes, d'attirer les investissements étrangers. Il s'agit de conjurer la crise en ciseaux qui se dessine avec la fin programmée de la manne pétrolière et le dynamisme de la démographie saoudienne en offrant des perspectives d'emploi à une jeunesse sans débouchés, proie facile pour les extrémistes religieux »²²⁸.

Passage d'une économie de rente vers une économie « entrepreneuriale » sont les objectifs de MBS²²⁹. L'illustration la plus claire se trouve notamment dans la vision 2030 de MBS initié par ce dernier en 2016 qui affiche trois objectifs majeurs. Le premier objectif est de réduire la dépendance en énergie fossile de l'Arabie Saoudite soumise à la conjoncture internationale par une diversification de l'économie²³⁰. Cette volonté de réduction des énergies fossiles provient aussi du fait qu'en raison de l'attraction des pays du Golfe, la demande interne en énergie a aussi augmenté ces dernières années²³¹. L'augmentation de la demande interne est une problématique touchant aussi bien le pays nationalement qu'internationalement. En effet, le pays pouvait auparavant répondre à la demande externe sans difficulté. Mais avec l'offre qui reste la même et la demande qui tend à s'accroître sur des marchés différents, la question de la substitution de l'offre se pose. L'effet de substitution pourrait alors être défini ainsi : « Situation dans laquelle une variation du prix d'un bien incite l'acheteur potentiel à lui préférer un autre bien »²³². L'accroissement de la demande pourrait alors être à la source de la diversification économique résultant d'un certain effet de substitution et la comparaison entre maintien du marché fossile et diversification économique, apparaît dès lors comme une opportunité pour le régime. Les deuxième et troisième objectifs visent à accroître la légitimité internationale par une meilleure image, mais aussi dans une volonté de se positionner sur : « (...) l'échiquier mondial et pouvoir jouer un rôle important dans les relations internationales »²³³. Dans une volonté de répondre à cette demande, le pays de l'or noir tente de miser notamment sur les nouvelles technologies permettant autant l'innovation que la valorisation des puissances économiques de demain²³⁴. Les liens unissant alors la Corée du Sud à l'Arabie Saoudite se dessinent puisqu'ouvrir des partenariats avec le pays de la technologie semble alors être un garant de diversification économique pour l'Arabie Saoudite. La première visite le 7 mars 2023 du ministre saoudien de la Défense illustre bien cela. En effet, les ministres de la défense saoudien et coréen ont exprimé leur souhait de coopération notamment dans l'industrie de l'armement²³⁵. Cette volonté de coopération rentre aussi en concomitance avec le sommet tenu en novembre 2022 entre les deux pays et leur espoir de collaborer sur des questions liées notamment à l'énergie et la défense²³⁶.

La recherche de nouveau partenaire sous-tend alors les objectifs de diversification économique. Mais cette volonté de ne pas dépendre d'un seul État et de diversifier ses partenaires ne pourrait cependant remplacer la part prépondérante qu'a pu jouer la politique étrangère américaine dans cette région. À l'heure actuelle, il peut être constaté un désengagement physique des États-Unis au Moyen-Orient²³⁷. L'Arabie saoudite cherche de nouvelles voies, notamment vers des pays tels que la Chine et la Russie qui seront étudiées ci-bas conjointement avec les Émirats arabes unis. Mais il peut tout de même être constaté qu'*in fine*, la recherche de diversification économique répond à un contexte international en totale reconfiguration qui affecte alors aussi la nation. Cette recherche n'est alors pas seulement stratégique pour l'Arabie Saoudite, elle est une question de survie du régime. L'Arabie saoudite semblerait être dans une recherche d'indépendance vis-à-vis des États-Unis, comme la Corée du Sud.

²²⁸ *Ibid.*, p.12.

²²⁹ *Ibid.*, p.17.

²³⁰ Thibault LIZIN, « La place de la diplomatie sportive dans les plans Vision 2030 du Qatar et de l'Arabie Saoudite », Mémoire de M.A., Louvain, Université Catholique de Louvain, 2021, p.17 https://dial.uclouvain.be/downloader/downloader.php?pid=thesis%3A30417&datastream=PDF_01&cover=cover-mem

²³¹ *Ibid.*, p.19.

²³² ALTERNATIVES ÉCONOMIQUES, « Effet de substitution », *Alternatives économiques*, s.d., <https://www.alternatives-economiques.fr/dictionnaire/definition/97147>

²³³ Thibault LIZIN, « La place de la diplomatie sportive dans les plans Vision 2030 du Qatar et de l'Arabie Saoudite », *op. cit.*, p.17.

²³⁴ *Ibid.*, p.20.

²³⁵ YONHAP, « S. Korean, Saudi defense chiefs agree on regular ministerial dialogue on defense cooperation », *op. cit.*

²³⁶ *Ibid.*

²³⁷ Denis BAUCHARD, « Le Moyen-Orient, un angle mort de la politique américaine ? », *op. cit.*, p.16.

2.2.2 Les Émirats arabes unis

À l'instar du pays du matin calme, les Émirats arabes unis ont connu une croissance économique importante. En quelques années, des villes sont sorties du désert et ces Émirats se sont positionnés comme un acteur non négligeable sur la scène internationale. L'histoire économique émiratie est en concomitance avec ses mutations politiques ; d'abord tournés vers son rivage, ces Émirats se sont peu à peu tournés vers leur sable où l'or noir allait amener leur prospérité. En effet, le commerce maritime et la richesse que l'or bleu garde dans ses eaux ont permis notamment grâce au commerce de la perle de favoriser le commerce au temps de l'antiquité²³⁸. Du XVIIe au XIXe siècle le commerce et les échanges avec l'Europe prirent plus d'importance²³⁹.

La découverte des hydrocarbures allait bousculer tant l'économie émiratie que son paysage politique. En effet, si le commerce maritime avait pu perdurer pendant de nombreuses années cela était principalement en raison de « (...) la répartition des forces politiques (...) » entre les marchands et les familles régnantes²⁴⁰. La découverte de l'or noir mena à un monopole des familles régnantes sur l'économie²⁴¹. Cette nouvelle dynamique institutionnelle put se mettre en place notamment en raison de la force britannique qui assurait une certaine sécurité aux familles régnantes²⁴². Les marchands écartés des sphères de pouvoir²⁴³, les 7 Émirats dont Dubaï et Abu Dhabi sont les plus connus, prirent forme. C'est en effet au cœur des Émirats de Dubaï et d'Abu Dhabi que se trouvent majoritairement les hydrocarbures. Même au sein de ces deux Émirats la répartition est inégale puisqu'Abu Dhabi bénéficie de 92 % des ressources en hydrocarbure²⁴⁴.

Une économie de rente se construisit créant alors une certaine dépendance des Émirats face aux marchés économiques et à sa volatilité. Les Émirats vont alors employer leurs « (...) ressources économiques pour asseoir des ambitions géopolitiques »²⁴⁵. C'est pour contrer cette répartition inégale que Dubaï, disposant de moins de ressources, va développer son industrie portuaire et financière pour devenir un *Hub* commercial et va dans la même lignée mettre en place une « politique de *Soft Power* » avec pour ambition la diversification économique comme l'en atteste la création en 1985 de la compagnie aérienne *Emirates*²⁴⁶. Cependant, en 2008, Dubaï fut impacté par la crise financière et Abu Dhabi fut son principal créancier ce qui permit alors à ce dernier de se diversifier économiquement²⁴⁷. En effet, s'appuyant sur leur développement, les Émirats vont en parallèle s'orienter vers une diversification économique qui amènera aussi un développement de leur diplomatie économique²⁴⁸. Cette diversification économique s'accompagne d'une diversification de partenariats et de relations élaborés avec différents États afin de

²³⁸ Frank TETART, « Chapitre 6. Un espace dans la mondialisation : de la rente à la diversification », in Frank TETART (dir.), *La péninsule arabique. Cœur géopolitique du Moyen-Orient*, Paris, Armand Colin, 2016, p.146 ; Lisa ROMEO, « Commerce des perles dans le Golfe : prospérité et déclin », *Les Clés Du Moyen-Orient*, 6 janvier 2011. <https://www.lesclesdumoyenorient.com/Commerce-des-perles-dans-le-Golfe.html>

²³⁹ Lisa ROMEO, « Commerce des perles dans le Golfe : prospérité et déclin », *op. cit.*, ; André BOURGEY, « L'histoire des Émirats arabes du Golfe », in *Hérodote*, 2009, vol.133 no.02, p.94.

²⁴⁰ Alexandre KAZEROUNI, *Le miroir des cheikhs : Musée et politique dans les principautés du golfe Persique*, Paris, PUF, 2017, p.32.

²⁴¹ *Ibid.*, p.33.

²⁴² *Ibid.*

²⁴³ André BOURGEY, « L'histoire des Émirats arabes du Golfe », *op. cit.*, p.94.

²⁴⁴ Matthieu ÉTOURNEAU, « Le modèle de Dubaï face au centralisme d'Abou Dhabi », in *Politique étrangère*, Été 2021, no.02, pp.151-154 ; Philippe BOULANGER, « Les défis géopolitiques d'une nouvelle puissance régionale : les Émirats arabes unis », in *Hérodote*, 2009, vol.133 no.02, p.67.

²⁴⁵ Emma SOUBRIER, « Les Émirats arabes unis à la conquête du monde ? », in *Politique étrangère*, Printemps 2020, no.01, p.58.

²⁴⁶ *Ibid.*

²⁴⁷ Matthieu ÉTOURNEAU, « Le modèle de Dubaï face au centralisme d'Abou Dhabi », *op. cit.*, pp.154-155.

²⁴⁸ Emma SOUBRIER, « Les Émirats arabes unis à la conquête du monde ? », *op. cit.*, p.59.

ne pas dépendre d'un seul État²⁴⁹. Cette diversification : « (...) est d'ailleurs avant tout pensée en termes de préservation du régime »²⁵⁰.

Cette possibilité de diversification économique ainsi que l'instauration d'une diplomatie économique purent se mettre en place grâce à la disposition de fonds souverains qui sont de nos jours les plus importants au sein de la région où les Émirats ont érigé une diplomatie économique établie sur un « riyal politique »²⁵¹. La sécurisation de l'économie apparaît alors comme un enjeu stratégique²⁵². Le rapprochement entre sécurité et économie va d'ailleurs favoriser la mise en place d'une stratégie de *Nation Branding* (ou *State-Branding*)²⁵³. Cette vision de promotion de la nation va aussi s'imbriquer dans une compétition régionale avec le Qatar²⁵⁴.

La confrontation entre diplomatie économique et croissance continue va donner naissance à une volonté d'affirmation de *Hard Power*. S'exprimant au travers de la puissance économique, le *Hard Power* peut être visible par le développement portuaire et financier de Dubaï où un parfait équilibre fut trouvé dans sa société *DP World*, exploitant portuaire, où le gouvernement de Dubaï est l'actionnaire principal, qui détient de nombreux ports dans le monde²⁵⁵. Cette stratégie amène alors la rencontre des Émirats avec les ambitions d'autres puissances régionales et internationales²⁵⁶. Par ailleurs le *Hard Power* trouve aussi son affirmation dans le domaine militaire suite au printemps arabe. Les Émirats ont en effet mis en avant leur rejet des frères musulmans et de l'islam politique qui peut être illustré au prisme des diverses interventions menées par les Émirats ces dernières années notamment régionalement (Libye ; Bahreïn ; Yémen)²⁵⁷. Ces interventions s'inscrivent dans une volonté de protection contre l'extérieur, mais aussi nationale puisque le pays cherche une sécurité pour se protéger de potentiels tremblements internes : « Pour se prémunir d'éventuelles tentatives de déstabilisation, MBZ accélère la transformation des EAU (...) »²⁵⁸. En plus de cette recherche de sécurité, le développement des opérations a permis un entraînement des troupes et une expérience de terrain de l'armée émiratie se plaçant, avec ses expériences, comme une des meilleures au niveau régional²⁵⁹. L'Émirat tente alors de conserver et de contribuer à une stabilité régionale.

Cette ambition d'accroître son poids sur la scène mondiale pourrait répondre à une forme de compétition nationale subtile qui s'opère entre ces deux Émirats dans la recherche de prospérité économique. Comme l'en atteste le Louvre d'Abu Dhabi où projection d'une image positive et renforcement du pouvoir interne se rencontrent²⁶⁰. Le développement de secteurs stratégiques par l'un ou l'autre Émirat répond alors à un besoin de consolidation et de stabilisation du pouvoir des familles régentes à l'interne. Mais leur politique est aussi guidée par la recherche de puissance régionale et internationale dans une région volatile : « La diplomatie des EAU — comme celle de beaucoup de petits États — a toujours eu pour but de pallier leurs vulnérabilités extérieures (les appétits prédateurs des grands voisins : Irak, Iran et Arabie) et intérieures (la fragmentation du territoire et de la population en sept Émirats) »²⁶¹.

²⁴⁹ *Ibid.*, pp.64-65.

²⁵⁰ *Ibid.*, p.65.

²⁵¹ *Ibid.*, p.59.

²⁵² Justine CLÉMENT, « Émirats arabes unis : quelles voies de diversification économique s'offrent au pays rentier ? (1/2) », *Les Clés Du Moyen-Orient*, 22 septembre 2021. <https://www.lesclesdumoyenorient.com/Emirats-arabes-unis-quelles-voies-de-diversification-economique-s-offrent-au.html> ; Justine CLÉMENT, « Émirats arabes unis : quelles voies de diversification économique s'offrent au pays rentier ? (2/2) », *Les Clés Du Moyen-Orient*, 23 septembre 2021. <https://www.lesclesdumoyenorient.com/Emirats-arabes-unis-quelles-voies-de-diversification-economique-s-offrent-au-3431.html>

²⁵³ Emma SOUBRIER, « Les Émirats arabes unis à la conquête du monde ? », *op. cit.*, p.58.

²⁵⁴ *Ibid.*, p.59.

²⁵⁵ *Ibid.*, pp.60-61.

²⁵⁶ *Ibid.*

²⁵⁷ *Ibid.*, pp.61-63.

²⁵⁸ *Ibid.*, p.64.

²⁵⁹ *Ibid.*, pp.61-62.

²⁶⁰ Alexandre KAZEROUNI, *Le miroir des cheikhs : Musée et politique dans les principautés du golfe Persique*, *op. cit.*, pp.15,23.

²⁶¹ Emma SOUBRIER, « Les Émirats arabes unis à la conquête du monde ? », *op. cit.*, p.64.

Le développement des diverses industries vise donc à la promotion du pays à l'international et donc à recourir à une certaine légitimité et une acceptabilité internationales. En effet, le marché émirati est fortement dépendant pour sa politique et son économie extérieures. La légitimité internationale est alors essentielle dans un objectif de maintien de la nation qui se trouve dans une région en proie aux instabilités. Tel que vu lors du printemps arabe, des formes de contestations peuvent, tel le pollen, se disperser et créer des foyers de contestations dans un cas de manque de légitimité interne. Voulant se promouvoir comme un acteur important de la stabilité régionale, prise entre les puissances régionales telles que l'Arabie Saoudite et l'Iran, les Émirats arabes unis semblent alors chercher une sécurité en combinant leur volonté de puissance.

2.2.3 Le Golfe et les acteurs internationaux

Cette recherche de sécurité peut se retrouver aussi dans les relations avec les autres nationaux tels que la Chine et la Russie. Une forme de convergence s'opère entre Riyad et Abou Dhabi dans la recherche de nouveaux partenariats. La rencontre entre Moscou et les pays du Golfe se situe dans un contexte international en pleine reconfiguration dès les années 2014. En effet, pour Moscou renouer un dialogue stratégique avec les pays du Golfe représente une opportunité de contourner via de nouveaux investissements l'isolement que tentent d'imposer l'Europe et les États-Unis à la Russie depuis la crise ukrainienne²⁶². De ce fait l'accroissement des relations entre la Russie et les pays du Golfe concorde aussi avec la volonté de la Russie de se rapprocher de son flan Est, notamment de la Corée du Sud comme étudié plus en haut. Par ailleurs le Golfe et la Russie se retrouvent unis par leurs ressources énergétiques importantes et leur « frustration » partagée vis-à-vis des États-Unis²⁶³. Pour les pays du Golfe, notamment l'Arabie Saoudite, cette frustration se retrouve dans la réponse américaine du printemps arabe en 2011 notamment face à Hosni Moubarack qui ne concordait pas avec la vision des pétromonarchies²⁶⁴. En plus de cette réponse l'indépendance énergétique des États-Unis amenant à un changement, sous Barack Obama de l'engagement américain au Moyen-Orient qui avait commencé à s'effriter dès 2001 avec les attentats du 11 septembre²⁶⁵. Avec la perte du monopole de la marche pétrolier en 2014, l'OPEP essaye de maintenir une sécurité tarifaire sur le prix du baril. Combinées avec la crise ukrainienne et l'impact sur le prix du baril pour la Russie, ces deux entités géographiques ayant de fortes ressources énergétiques vont en 2016 conclure l'OPEP+. Pour Moscou, la signature de cet accord visait à « endiguer la chute des prix du brut en nouant un dialogue avec l'OPEP »²⁶⁶. Cette volonté d'endiguer la chute du prix du baril passe notamment au travers d'une limitation de la production de pétrole des différentes parties²⁶⁷. Cet accord a toujours une résonance de nos jours, comme peut l'en attester la décision des pays de l'OPEP suivie de celle de la Russie d'une baisse de la production de pétrole en avril 2023, dans un objectif de stabilisation du marché²⁶⁸. Cette volonté de stabilisation intervient aussi dans un contexte où le prix du baril était en mars 2023 au plus bas depuis 15 mois (environ \$70), en raison notamment des préoccupations sur la demande du pétrole liée aux fluctuations en mars 2023 dans le secteur bancaire²⁶⁹. Par ailleurs, depuis 2018, la région de l'Asie de l'Est englobant la Chine, l'Inde, le Japon, la Corée du Sud et Taïwan, est devenue le plus important importateur de pétrole et de gaz²⁷⁰. La demande envers ces ressources semble alors se déplacer vers l'Asie amenant la création de liens plus étroits entre le Golfe et l'Asie²⁷¹. La demande accrue de ressources énergétiques des pays asiatiques fut favorisée grâce à la

²⁶²Igor DELANOË, « Russie — pétromonarchies du Golfe : de la tempête à l'accalmie », in *Confluences Méditerranée*, 2018, vol.104 no.01, p.62.

²⁶³ *Ibid.*, p.66.

²⁶⁴ *Ibid.*

²⁶⁵ *Ibid.*

²⁶⁶ *Ibid.*, p.62.

²⁶⁷ *Ibid.*, p.69.

²⁶⁸L'USINE NOUVELLE avec REUTERS, « L'Opep+ surprend et annonce baisser sa production de pétrole de plus d'un million de barils par jour pour 2023 », *L'Usine Nouvelle*, 03 avril 2023. <https://www.usinenouvelle.com/article/l-opep-annonce-de-nouvelles-baisses-de-production-d-ici-fin-2023.N2117386>

²⁶⁹ *Ibid.*

²⁷⁰Hugo LE PICARD, « Les économies du Golfe et la transition énergétique. Vers une ère post-pétrolière ? », in *Politique étrangère*, Printemps 2020, no.01, p.29.

²⁷¹ *Ibid.*

création et le renforcement de liens économiques unissant les deux régions²⁷². Le revirement du Golfe vers la recherche de nouveaux partenaires pourrait toutefois être nuancé, et il convient de ne pas percevoir cet aspect comme une volonté de se défaire des liens avec les États-Unis, mais plus comme une opportunité de créer de nouveaux partenariats dans une volonté de diversification économique :

« Si les liens énergétiques, économiques et diplomatiques, principalement avec l'Asie, se sont grandement renforcés, cela ne doit pas être vu comme une volonté de s'émanciper des États-Unis, ou des partenaires européens. Il s'agirait plutôt d'une diversification des alliances des pays du Golfe face à un contexte régional tendu et à une politique extérieure américaine difficilement prévisible »²⁷³.

Dans le sillage de l'autosuffisance américaine sur le plan énergétique, et de la réponse américaine face au printemps arabe en 2011, les pays du Golfe tels que l'Arabie Saoudite et les Émirats arabes unis risquent de se rapprocher de l'empire du Milieu. À partir des années 2010 et plus particulièrement avec la *Belt & Road Initiative* promue par Xi Jinping en 2013, on note une accélération des relations entre l'Arabie Saoudite et la Chine²⁷⁴. Cet accroissement des relations trouvera aussi dans le plan promu par MBS *Saudi Vision 2030* une rencontre d'intérêts communs puisque :

« Le leader saoudien et les officiels de son gouvernement n'ont cessé de mettre en avant les intérêts mutuels entre Labris de Xi et *Saudi Vision*. Un des projets les plus emblématiques en la matière est le recours à des opérateurs chinois pour le développement industriel du port de Jizan sur la façade occidentale de l'Arabie Saoudite ouvrant sur la mer Rouge »²⁷⁵.

Par ailleurs en 2021 la Chine s'est hissée à la première place en tant que partenaire commerciale de l'Arabie Saoudite²⁷⁶. L'automobile ainsi que la téléphonie représentent les principales exportations de la Chine vers l'Arabie²⁷⁷. Pour le royaume saoudien, ses exportations à destination de l'empire du Milieu se caractérisent principalement par son secteur énergétique²⁷⁸. Les dernières actualités notamment entre l'Arabie Saoudite et la Chine mettent de l'avant le rapprochement stratégique qui s'opère. En effet, en décembre 2022, Xi Jinping se rendit à Riyad en combinant : « les rencontres bilatérales saoudo-chinoises avec des sommets Chine-CCEAG, et Chine-Ligue Arabe, donnant à voir la capitale saoudienne comme le centre de la politique chinoise dans la région. Une telle séquence diplomatique consolide évidemment les ambitions de leadership régional de MBS »²⁷⁹. Cet événement montre alors comment la recherche de nouveaux partenaires pour Riyad rencontre ses ambitions politiques de devenir un leader régional. Par ailleurs, en mars 2023, la Chine a conduit une médiation entre l'Arabie Saoudite et l'Iran permettant la reprise des relations diplomatiques entre ces deux pays²⁸⁰. Les ventes d'armes constituent un indicateur essentiel dans les relations économiques que peuvent entretenir les pays. Il est d'ailleurs à cet égard essentiel de souligner que les ventes d'armes entre la Chine et l'Arabie saoudite, bien qu'elles aient une portée symbolique, et mettent en avant la volonté saoudienne de diversification de partenariats, restent tout de même faibles si on les compare à la vente de l'industrie américaine²⁸¹. De ce fait l'appareil sécuritaire du royaume saoudien reste influencé et lié à Washington²⁸². Cette influence peut contribuer à maintenir une forme de dépendance du Royaume face aux États-Unis.

Les Émirats arabes unis, de par leur diversification économique ont entrepris plus tôt, la création de liens avec la Chine. Ces liens économiques se sont accélérés en 2018 et concernent une coopération dans les

²⁷² *Ibid.*

²⁷³ *Ibid.*, p.30.

²⁷⁴ Jean-Loup SAMAAN, « L'Arabie saoudite face à la compétition sino-américaine. La tentation du pivot de Mohammed bin Salman », in *Briefings de l'Ifri*, Mars 2023, p.2.

²⁷⁵ *Ibid.*, p.4.

²⁷⁶ *Ibid.*, p.1.

²⁷⁷ *Ibid.*

²⁷⁸ *Ibid.*

²⁷⁹ *Ibid.*, p.9.

²⁸⁰ *Ibid.*, p.6.

²⁸¹ *Ibid.*, p.8.

²⁸² *Ibid.*

domaines tels le réseau 5G, les infrastructures portuaires émiraties ainsi que le transfert d'armes²⁸³. Le transfert d'armes constitue une variable significative essentielle qu'il convient d'aborder dans le cadre de ce mémoire. Bien que les transferts entre la Chine et les Émirats arabes unis restent modestes, ils sont tout de même symptomatiques d'une volonté d'indépendance stratégique des Émirats arabes unis. Les armes chinoises représentent aussi un bon choix là où la coopération avec les sociétés occidentales d'armement peut s'avérer infructueuse notamment dans des domaines tels que l'intelligence artificielle, la robotisation et les missiles²⁸⁴. Cette ambition émiratie d'acquérir une indépendance stratégique réside aussi dans le fait que les États-Unis restent un de leur premier partenaire stratégique²⁸⁵, dans ce domaine notamment au niveau du transfert d'armes.

L'auteur Samaan met en avant comment la recherche de nouveaux partenaires par l'Arabie Saoudite « (...) s'inscrit pour Riyad dans une logique de diversification vis-à-vis de son partenariat américain, il est encore loin de s'y substituer »²⁸⁶. Ce constat peut aussi être appliqué aux Émirats arabes unis, mais aussi à la Corée du Sud. Et c'est alors peut-être dans cette mouvance de recherche d'indépendance face à l'acteur américain que se retrouvent les sources d'un rapprochement entre la Corée du Sud et les pays du Golfe.

L'équilibre qu'essaient de mettre en place les Émirats arabes unis avec la Chine pourrait, selon l'auteur Samaan, être comparé à Singapour, notamment d'un point de vue géographique et leur proximité avec des puissances régionales, leurs populations réduites et leur attractivité fiscale²⁸⁷. Mais Singapour semble moins dépendante des États-Unis en termes de sécurité que ne le sont les Émirats, et pour que les Émirats émergent comme un acteur autonome de manière stratégique, cela passerait par le « (...) renforcement des capacités militaires propres des EAU (...) »²⁸⁸. Tout comme la Corée du Sud et l'Arabie Saoudite, les Émirats arabes unis restent dépendants des États-Unis pour la garantie de leur sécurité : « (...) les EAU restent beaucoup plus dépendants des États-Unis que ne l'est Singapour. Abou Dhabi vante la diversification de sa politique étrangère, mais les accords de défense avec Washington sont en réalité toujours la clé de voûte de sa stabilité. Sur le plan militaire, les EAU sont encore fortement dépendantes de l'aide américaine (...) »²⁸⁹. La Chine, dans l'élaboration de ses relations économiques avec des pays notamment au Moyen-Orient, tente de garder son image de pays en développement. Cette stratégie vise à être perçue comme un allié naturel : « (...) son statut de "grand pays en développement" (...) pour être perçu par les États du Sud comme leur "allié naturel" (...) »²⁹⁰. Cependant la politique chinoise a des ambitions de grande puissance et la stratégie de pays en développement se trouve alors instrumentalisée. Par ailleurs, depuis l'émergence de la Chine en tant que puissance économique, même si cette dernière prône des relations d'égal à égal, il n'empêche que l'ambition chinoise est hégémonique²⁹¹. Cette instrumentalisation de son statut de pays en développement pour satisfaire ses politiques amène alors les pays à se questionner sur leurs relations économiques avec la Chine, puisqu'au lieu de voir une relation d'égal à égal ces derniers voient leur dépendance tant économique que politique s'accroître envers la Chine comme le montre l'exemple du port en Grèce²⁹². La variable des ventes d'armes permet de mettre en lumière la similitude des pays étudiés. Même si ces pays ont une certaine force économique, les ventes

²⁸³Jean-Loup SAMAAN, « Les Émirats arabes unis et la compétition sino-américaine. Vers une politique de non-alignement ? », in *Briefings de l'Ifri*, Décembre 2022, p.1.

²⁸⁴ *Ibid.*, p.4.

²⁸⁵ *Ibid.*, p.5.

²⁸⁶ *Ibid.*, p.1.

²⁸⁷ *Ibid.*, p.7.

²⁸⁸ *Ibid.*, p.9.

²⁸⁹ *Ibid.*, p.7.

²⁹⁰Jean-Pierre CABESTAN, « Chapitre 10. La Chine et les pays en développement. Entre coopération, prédation et leadership », in Jean-Pierre CABESTAN (dir.), *La politique internationale de la Chine*, Paris, Presses de Sciences Po, 2022, p.530.

²⁹¹Jean-Pierre CABESTAN, « Conclusion. Intégration, volonté de puissance et risques de guerre », in Jean-Pierre CABESTAN (dir.), *op. cit.*, pp.606, 622-623.

²⁹²Clément BACCHI, « Contrôle des investissements chinois dans l'Union européenne : La fin de la naïveté, ou comment a émergé un mécanisme européen de filtrage des investissements directs étrangers », Mémoire de M.A., SciencesPo, 2021, pp.49-50.

d'armes rappellent leur dépendance sécuritaire face aux États-Unis. Et c'est alors dans cette rencontre d'intérêts que pourrait se situer la rencontre.

La Corée du Sud, les Émirats arabes unis et l'Arabie Saoudite, sont pris entre l'arbre et l'écorce. Une lueur lumineuse pourrait leur ouvrir une fenêtre d'opportunité de s'extirper de ces forces qui les étouffent. Et ces alors peut être dans ce filet lumineux que se situe la rencontre.

2.3 La rencontre

De prime abord, rien ne semble lier l'Asie de l'Est et le Golfe. Ces régions, éloignées géographiquement et culturellement très différentes, ne partagent pas les mêmes langue, religion et histoire. Pourtant les institutions régissant les pays sont dotées de mécanismes qui se ressemblent, se créent et se défont au gré de l'histoire. Une présence étrangère dans un pays, des monopoles économiques amèneront des similitudes institutionnelles ayant des impacts tant sur le contexte national que le développement de leurs relations avec des pays tiers. Un autre lien pouvant unir l'Asie de l'Est et les pays du Golfe est l'importance dans le fonctionnement du monde des affaires notamment des liens personnels. Comme vu plus haut, le *Yongo* en Corée du Sud et le *Guanxi* en Chine, sont importants dans la mise en place de différents projets pouvant entraîner aussi une forme corruption. Dans le monde arabe, il existe aussi un terme similaire, le *Wasta*. Ce concept fonctionne tel une pratique institutionnelle où les liens personnels et les connexions sont privilégiés et influencent tant les politiques, les affaires, le *management*, la vie quotidienne que les prises de décisions²⁹³. Cette pratique, présente dans la région du Moyen-Orient, peut se retrouver dans les pays du Golfe²⁹⁴. En effet, en Arabie Saoudite, par exemple, le *Wasta* peut se retrouver dans les relations informelles du travail qui tendent à privilégier les liens/connexions familiales au détriment des systèmes administratifs des Ressources Humaines (HR)²⁹⁵. Dans ces trois concepts, des similitudes ressortent telles « Guanxi, yongo, and wasta have the same three underlying dimensions: 1) reciprocity, 2) affect, and 3) trustworthiness »²⁹⁶. Cette rencontre entre ces concepts pourrait alors créer un terreau fertile à la mise en place de projets entre la Corée du Sud et les pays du Golfe, puisque les deux parties reconnaissent l'importance de loyauté, réciprocité ainsi que l'affect, qui sont aussi présents dans le fonctionnement de leur société.

Le choix difficile auquel faisait face la Corée du Sud sera alors peut-être à l'origine même de son affirmation et son émancipation. Ceci peut alors constituer une explication de la venue de la Corée du Sud au Moyen-Orient et plus particulièrement dans le Golfe. Dans cette zone, les États-Unis se désengagent physiquement et la percée économique de Chine dans ces pays est remise en question notamment en raison de la dépendance qu'elle crée. La Russie aurait pu être une alternative à la politique coréenne, mais ses liens avec la Corée du Nord entravent les projets économiques. Par ailleurs l'accroissement des relations de la Corée du Sud avec les pays du Golfe ne frustre pas les États-Unis qui sont toujours, pour les pays en recherche de sécurité, le fournisseur principal d'armement et avec lesquels chacun de ces pays a une histoire, surtout la Corée du Sud et l'Arabie Saoudite.

Le pays du matin calme, les Émirats arabes unis et l'Arabie Saoudite sont en recherche perpétuelle, au moment où leur puissance émerge, de sécurité interne. Cet aspect sécuritaire peut être illustré au travers du premier déploiement en Asie de l'Est par l'Arabie Saoudite d'un bureau d'attaché militaire à Séoul en 2012²⁹⁷. Par ailleurs l'aspect sécuritaire peut aussi être perçu avec l'unité AKH des Émirats arabes unis. En effet, en 2006, la Corée du Sud et les Émirats signeront un accord de coopération militaire qui amènera

²⁹³Fadi ALSARHAN, « Chapitre 10. Grasping the Concept of Wasta and Its Place in HRM in the Middle East (ME) », in Paresha SINHA, Parth PATEL, Verma PRIKSHAT (ed.), *International HRM and Development in Emerging Market Multinationals*, New York, Routledge, 2021, p.192.

²⁹⁴ *Ibid.*, p. 200.

²⁹⁵Maryam ALDOSSARI et Maxine ROBERTSON, « The role of wasta in repatriates' perceptions of a breach to the psychological contract: a Saudi Arabian case study », in *The International Journal of Human Resource Management*, 2016, vol.27 no.16, p.1859.

²⁹⁶ Man, ZHANG, Janet L. HARTLEY, Faten Baddar AL-HUSAN et Fawaz Baddar ALHUSSAN, « Informal interorganizational business relationships and customer loyalty: Comparing Guanxi, Yongo, and Wasta », *op.cit.*, p.3.

²⁹⁷ Jeongmin SEO, « 4. South Korea in the Middle East: Assets and Liabilities of a Middle Power », *op. cit.*, p.85.

le déploiement en 2011 de l'unité sud-coréenne²⁹⁸. Le déploiement de cette unité a comme objectifs d'améliorer les compétences dans la défense pour les deux partis :

«The Akh Unit provides education and training to the UAE special warfare units, and conducts combined exercises with the UAE forces while protecting ROK citizens during contingencies. The ROK Armed Forces is improving UAE forces' education and training system and contributing to the enhancement of the UAE forces' special warfare operations execution capabilities »²⁹⁹.

Le nom de cette unité évoque cette ambition de renforcer les liens unissant les deux pays, puisque selon le livre blanc du ministère de la défense sud-coréenne, le nom AKH signifie « frère » en arabe. Le choix de ce nom vise alors : « intends to express friendliness toward the people of the UAE »³⁰⁰. Suite au déploiement de cette unité, les relations entre les Émirats et la Corée du Sud sont passées d'un « Strategic partnership » à un « Special strategic partnership »³⁰¹. Le déploiement de cette unité se trouve dans un espace-temps où en 2009, la Corée du Sud remporta la construction de la centrale nucléaire aux Émirats. Il peut alors être constaté le changement de ces relations, qui sont investies de l'aspect sécuritaire et/ou l'unité AKH en est l'exemple :

«The bilateral security cooperation established since the Roh Moo-hyun administration reflected the broader trend of Gulf-Asia relations expanding from the traditional commercially-oriented partnerships to security cooperation that continued to evolve over the Lee Myung-bak and Park Geun-hye administrations. [...] There seems to be some tacit understandings that the two agreements were concluded in a quid-pro-quo manner supported by rising energy security demands from both countries, and that these agreements are integrating cooperation in conventional and unconventional security »³⁰².

Les deux pays intègrent alors une variable sécuritaire à leurs relations, en même temps qu'elles sont en recherche constante de sécurité qui rencontre aussi les ambitions et le développement économiques. Car la demande économique et la relation tant politique qu'économique sur la scène internationale de ces pays répondent à leur quête de survie interne. Une rencontre mutuelle de besoins similaires laisse émerger des bénéfices partagés. Il a pu être constaté au fil de ces parties comment la variable de recherche de diversification économique est un indicateur d'une tendance au changement. Pourtant la variable du transfert d'armes de ces pays et la dépendance en matière de sécurité face aux États-Unis met aussi en avant les similitudes de ces pays. Par ailleurs le Golfe semble vouloir dans le domaine de l'armement élargir sa coopération avec d'autres pays, car même si les États-Unis ont toujours des bases militaires dans cette région : « (...) ils semblent toutefois déterminés à jouer un rôle moins proactif que par le passé »³⁰³.

La Corée du Sud pourrait trouver dans le contexte émirati et saoudien les mêmes problématiques auxquelles elle est confrontée : désir de sécurité et recherche d'affirmation. Cela peut notamment être soutenu par le livre blanc du ministère de la défense sud-coréen, qui met en avant ce lien entre besoin de sécurité et besoins économiques :

«The Middle East has significant value as a major supplier of energy resources in the world. [...] While continuing to take interest to changes in the situation and dynamics in the Middle East, the MND will further develop cooperation in defense and the defense industry with major countries in the Middle East

²⁹⁸ MINISTRY OF NATIONAL DEFENSE REPUBLIC OF KOREA, 2020 *Defense White Paper*, Ministry of National Defense Republic of Korea, 2020, p.249 ; https://www.mnd.go.kr/cop/pblicitn/selectPublicationUser.do?siteId=mndEN&componentId=51&categoryId=0&publicationSeq=1036&pageIndex=1&id=mndEN_031300000000

²⁹⁹ *Ibid.*, p.249.

³⁰⁰ *Ibid.*

³⁰¹ *Ibid.*, p.250.

³⁰² Hae Won JEONG, « Beyond Resource Diplomacy and Economic Statecraft: UAE-ROK Relations in the 21st Century », *op. cit.*, pp.230-231.

³⁰³ Hugo LE PICARD, « Les économies du Golfe et la transition énergétique. Vers une ère post-pétrolière ? », *op. cit.*, p.30.

including UAE, Saudi Arabia, Oman, and Egypt through regular high-level military meetings and working level meetings »³⁰⁴.

L'établissement de ce lien entre sécurité et économique émerge notamment après 2008 entre l'Arabie Saoudite, les Émirats arabes unis et la Corée du Sud. Cette formation consistera l'entrée des études de cas dans la prochaine section. La crise financière de 2008 et l'innovation technologique ont laissé transparaître de nouvelles ambitions, où l'aube de la variable sécuritaire pourra être constatée.

Le drapeau coréen comporte le symbole du Yin et du Yang entouré des quatre éléments : le feu, la terre, le ciel et l'eau. L'harmonie et l'équilibre entre différentes forces semblent caractériser ce drapeau. La recherche d'équilibre entre différentes forces émanant de la formation même de l'univers semble alors être le message du pays du matin calme. Mais afin de comprendre les relations actuelles, il convient de revenir à leur origine et leur émergence, à ce moment où un nouvel équilibre du monde tente de se former.

³⁰⁴MINISTRY OF NATIONAL DEFENSE REPUBLIC OF KOREA, *2020 Defense White Paper, op. cit.*, pp.223-224.

3. La variable d'analyse : la technologie

L'année 2008, fut une année charnière dans le développement des relations entre la Corée du Sud et les pays du Golfe étudiés dans cet écrit. En effet, suite à la crise des *subprimes* qui s'amorce en 2007 et allait se faire ressentir en 2008, des pays telle la Corée du Sud ont été amenés à revoir et repenser leur volonté d'émergence, notamment en ciblant de nouveaux secteurs. En effet, ce constat peut notamment être souligné suite à la réponse de la crise : « Quand on examine la réponse de politique économique à la récession 2008-9, on constate que plusieurs gouvernements ont mis en œuvre des politiques de stimulation de la demande qui incluaient une importante composante de "relance verte" »³⁰⁵. Ce constat sera renforcé en 2010 lors du sommet à Séoul du G20 où la croissance verte peut être vue comme complémentaire entre divers objectifs dont : « (...) la promotion de l'efficacité énergétique et des technologies propres et le développement durable (...) »³⁰⁶.

3.1 L'économie et la technologie

La crise économique allait aussi amener paradoxalement à la montée de nouvelles technologies. Celles-ci allaient peu à peu faire ressortir une variable qui est de nos jours essentielle à la compréhension des reconfigurations de partenaires dans le monde : la géopolitique des technologies et l'économie verte. Le président coréen Lee Myung-bac amena la Corée du Sud sur ce changement de stratégie en concomitance avec sa volonté stratégique de *Global Korea*. En effet, ce dernier est à la recherche au cours de son mandat de nouveaux stimuli à la croissance sud-coréenne afin que cette dernière demeure compétitive à l'international et continue son développement³⁰⁷. De ce fait plusieurs comités, notamment sur la croissance verte sont mis en place³⁰⁸. La crise économique de 2008 demande une restructuration de l'économie et plusieurs pays ont réorienté leurs économies notamment vers l'économie verte³⁰⁹. Dans une période où des problèmes environnementaux tendent à émerger, plusieurs pays, dont la Corée du Sud voit dans la création d'une économie verte leur pérennité en tant qu'acteur compétitif sur le marché international³¹⁰. L'activisme global coréen va alors s'affirmer par cette politique entraînant un accroissement des affaires avec le Moyen-Orient³¹¹. Cet activisme peut aussi s'observer dans le domaine de l'armement. En effet, les pays du Golfe ont un souhait de se distancer du « parapluie » sécuritaire occidental³¹². En effet, dans les années 2000 à 2019 la Corée du sud est passée « from an average rank of 25 among the largest arms exporters between 2000 and 2004 to 11 between 2015 and 2019 »³¹³ ; soit une progression de 14 points³¹⁴. Cette progression peut s'expliquer autant par des mesures gouvernementales que par des avancées technologiques. Comme le mettent en avant les auteurs Béraud-Sudreau, Lopes da Silva, Kuimova et Wezeman :

« Another significant event in the development of the South Korean arms industry was a reform of the acquisition process, with the creation in 2006 of the Defense Acquisition Program Administration (DAPA), a government agency that regrouped previously scattered arms acquisition structures. These reforms were combined with tax reductions for industrial conglomerates involved in arms manufacturing and increases in arms procurement and spending on military research and development. The

³⁰⁵Edward B. BARBIER, « Économie verte et développement durable : enjeux de politique économique », in *Reflets et perspectives de la vie économique*, 2012/4, Tome LI, p.98.

³⁰⁶ *Ibid.*

³⁰⁷ Guy FAURE, « Corée du Sud : les stratégies d'une puissance scientifique et technologique émergente », in *Outre-Terre*, 2014, vol.39, no.02, p.95.

³⁰⁸ *Ibid.*

³⁰⁹ Michèle PAPPALARDO, « L'Économie verte : une réponse aux défis du XXIe siècle », in *Annales des Mines — Responsabilité et environnement*, 2011, vol.61, no.01, p.22.

³¹⁰ *Ibid.*

³¹¹ Jeongmin SEO, « 4. South Korea in the Middle East: Assets and Liabilities of a Middle Power », *op. cit.*, p.88.

³¹² *Ibid.*, p.85.

³¹³ Lucie BÉRAUD-SUDREAU, Diego LOPES DA SILVA, Alexandra KUIIMOVA et Pieter D WEZEMAN, « Emerging Suppliers in the Global Arms Trade », in *SIPRI Insights on Peace and Security*, 2020, vol.13, p.11.

³¹⁴ *Ibid.*, p.5.

government's support for a domestic arms-industrial base further intensified after 2015, when the USA denied certain technology transfers »³¹⁵.

Ces réformes, en plus de stimuler le secteur de l'armement, ont aussi dévoilé comment le refus américain de transferts de technologies a incité la Corée du Sud à développer son propre secteur. Dorénavant, bien que le pays soit toujours dépendant de certaines technologies, la Corée du Sud a une industrie d'armement avancée pouvant offrir un large choix tel que : « (...) light armoured vehicles to tanks, submarines and large frigates, light combat aircraft, advanced precision guided missiles (ballistic and cruise) and air defence systems »³¹⁶. L'aide du gouvernement ainsi que le contexte politique coréano-américain ont permis l'essor d'une nouvelle branche économique très sollicitée de nouvelles technologies. Dans ce refus américain il peut être perçu tant une peur de l'émergence d'un nouvel acteur sur le marché, que la peur que des fuites de technologie puissent survenir par la présence d'un État tiers³¹⁷. Cette demande contribuera à la mise en place d'un cercle vertueux, l'industrie de l'armement étant un stimuli économique majeur qui contribuera notamment au domaine du R&D.

La réorientation de l'économie permettra alors de se faire une place en tant que puissance économique³¹⁸. Ces questionnements sur le remodelage de l'économie afin que Séoul soit à la fois résiliente aux volatilités sur marché, mais aussi aux problèmes environnementaux qui tendent à émerger, vont mener à des premiers résultats :

« Un premier résultat de cette réflexion sera un document stratégique de référence pour le pays : le plan Croissance verte à faible émission carbone (*Green growth strategy*). Couvrant la période 2009-2013, cette stratégie économique nationale s'articule autour d'un double objectif : devenir la 7^e puissance écologique mondiale à l'horizon 2020, puis la 5^e à l'horizon 2030. Les technologies vertes prennent une place prépondérante »³¹⁹.

En concomitance avec cette volonté sud-coréenne, d'avoir une *Green strategy*, se trouve l'ambition de devenir une puissance technologique et scientifique. La technologie ayant été le cœur même du développement économique sud-coréen, cette dernière souhaite maintenir sa position technologique en mettant son savoir-faire dans la science notamment dans Recherche et le développement qui permettra de créer un cercle vertueux entre les ambitions « vertes », l'économie, la technologie et la science. Pourtant la réorientation des différents gouvernements en matière de stratégies à adopter pourrait laisser croire à un abandon des stratégies précédentes:

« Les chercheurs coréens se plaignent aussi d'une réorientation des priorités politiques vers de nouveaux objectifs à chaque changement de gouvernement ! [...] En effet, parmi les premières décisions les plus emblématiques de la nouvelle présidente de la République coréenne en arrivant au pouvoir en début 2013 a figuré la réorganisation de l'appareil administratif par la création d'un nouveau ministère de la Science et de la Technologie intitulé "Ministry of Future Creation and Science" (미래창조과학부). Ce « superministère » affiche clairement les ambitions du pays de devenir une des puissances scientifiques de premier plan du XXI^e siècle. Sa mission est d'orienter la nouvelle politique gouvernementale vers une économie de la créativité (creative economy), slogan qui va remplacer la *Green Growth* du précédent gouvernement ! Certes, la Corée est un pays très pressé de réussir, mais elle se donne à l'évidence les moyens d'atteindre ses objectifs d'une croissance basée sur l'innovation, la créativité et les convergences technologiques »³²⁰.

Mais tel que perçu dans le texte ci-dessus, c'est une forme de cercle vertueux, de symbiose qui est recherchée, entre économie, technologies et science. Par ailleurs, c'est au cours de cette temporalité qu'en

³¹⁵ *Ibid.*, p.10.

³¹⁶ *Ibid.*, p.11.

³¹⁷ *Ibid.*, p. 10.

³¹⁸ Michèle PAPPALARDO, « L'Économie verte : une réponse aux défis du XXI^e siècle », *op. cit.*, p.24.

³¹⁹ Guy FAURE, « Corée du Sud : les stratégies d'une puissance scientifique et technologique émergente », *op. cit.*, p.95.

³²⁰ *Ibid.*, pp.103-104.

2009, le Corée du Sud gagna le partenariat pour la construction de la centrale nucléaire aux Émirats arabes unis qui seront étudiés dans la prochaine section. Le questionnement sur le modèle économique ainsi que l'émergence de nouvelles technologies vont donner naissance au concept de l'Industrie 4.0 autrement dit « la quatrième révolution industrielle ». En 2011 la foire de Hanovre en Allemagne va faire émerger ce concept³²¹. Cette révolution industrielle se caractérise par les technologies et vise à assembler les technologies de fabrication ainsi que les TCI (Technologie de l'information et de la communication)³²². Elle tend à répondre aux enjeux de demain tout en y mettant de l'incertitude.

« Lors de la Première révolution industrielle, l'eau et la vapeur ont permis de mécaniser la production. La Seconde révolution industrielle a exploité l'énergie électrique pour créer la production de masse. La Troisième révolution industrielle s'est appuyée sur l'électronique et les technologies de l'information pour automatiser la production. La Quatrième révolution industrielle en est issue : c'est la révolution numérique, née au milieu du siècle dernier. Elle se caractérise par une fusion des technologies qui gomme les frontières entre les sphères physique, numérique et biologique »³²³.

Et c'est alors dans le sillage de cette nouvelle révolution industrielle que la *CleanTech* émerge et que la rencontre entre la Corée du Sud et les pays du Golfe va s'opérer et/ou la variable de la sécurité va émerger. Cette *CleanTech* vise à répondre aux changements environnementaux tout en s'appuyant sur le développement des technologies. Cette notion de *CleanTech* réfère à une compagnie centrée sur des technologies propres³²⁴. Regroupant essentiellement quatre grands secteurs tels que l'énergie, le transport, l'eau et les matériaux elle se subdivise néanmoins en une multitude de parties comprenant : « (...) advanced materials, agriculture & forestry, air and environment, biofuels & bio-chemicals, biomass generation, conventional fuels, energy efficiency, energy storage, fuel cells & hydrogen, geothermal, hydro & marine power, nuclear, recycling and waste, smart grid, solar, transportation, water and waste water, and wind »³²⁵. Les énergies renouvelables semblent alors constituer la colonne vertébrale de ce concept³²⁶. En effet, pour Sadorsky « (...) five main macro drivers as energy security, resource depletion, climate change, new technologies, and environmentally conscious consumers [...]. The future of renewable energy depends upon how powerful these forces are and which combination of forces prevail »³²⁷. Le futur des énergies renouvelables et donc de la *CleanTech* dépendent de la force du besoin de sécurité énergétique. La sécurité énergétique semble s'introduire dans ce mémoire autant comme réponse à des changements internationaux que dans le besoin constant de développement des États, afin que ces derniers conservent leur statut. Dans cette optique selon Pernick et Wilder, la *CleanTech* pourrait faire référence tant à un produit, un service qu'à un processus³²⁸. La conceptualisation, la chaîne de développement ainsi que la finalité de l'offre se retrouvent alors à divers degrés potentiellement investis de cette technologie propre pouvant mener à des bousclements dans les structures économiques.

La notion de *CleanTech* est un terme qui se développa et prit plus d'ampleur ces dernières années. Plusieurs facteurs peuvent être mis en avant pour expliquer cette émergence. L'explication de ces facteurs réside dans les investissements de capital-risque (*Venture capital*) et les capitaux-investissement (*Private Equity*). En effet, les investissements en *Venture Capital* et *Private Equity* servent le développement d'entreprise et donc l'émergence de nouveaux produits :

³²¹ Dorothee KÖHLER, et Jean-Daniel WEISZ, « Industrie 4.0 : comment caractériser cette quatrième révolution industrielle et ses enjeux ? », in *Annales des Mines — Réalités industrielles*, Novembre 2016, no.04, p.51.

³²² Jong-Dae PARK. 2019. *Re-Inventing Africa's Development*, Londres, Palgrave Macmillan, 2019, p.250.

³²³ Klaus SCHWAB, « La Quatrième révolution industrielle : ce qu'elle implique et comment y faire face » *World Economic Forum*, 2016, <https://www.weforum.org/agenda/2016/01/the-fourth-industrial-revolution-what-it-means-and-how-to-respond/>

³²⁴ Douglas CUMMING, Irene HENRIQUES et Perry SADORSKY, « 'Cleantech' venture capital around the world », in *International Review of Financial Analysis*, 2016, vol.44, p.86.

³²⁵ *Ibid.*

³²⁶ *Ibid.*

³²⁷ Perry SADORSKY, « Some future scenarios for renewable energy », in *Futures*, 2011, vol.43, no.10, p.1092.

³²⁸ Ron PERNICK et Clint WILDER. *The Clean Tech Revolution: The Next Big Growth and Investment Opportunity*, New York, Harper Business/Éditions Harper Collins, 2007; Shah Rukh SHAKEEL, « Cleantech: Prospects and Challenges », in *JIM : Journal of Innovation Management*, 2021, vol.09 no.02, p.VIII.

« The cleantech product/process cycle consists of four stages (Bloomberg New Energy Finance, 2012). The first stage is technology research and the second stage is technology development. The third and fourth stages are manufacturing and scale-up, and roll-out respectively. In terms of funding, government funding is used to finance stage one. Venture capital funds and private equity are used to finance late stage one, stage two, and early stage three phases. Public equity markets and mergers and acquisitions are used to finance stages three through four. Debt markets are used to finance stage four. Venture capital investment is an important source of funding especially in the technology development stage »³²⁹.

La fluctuation des investissements peut alors entraver le développement de cette *CleanTech*. Selon les auteurs Cumming, Henriques et Sadorsky, plusieurs facteurs influencent les *Venture capital* dans la *CleanTech*. En effet, pour ces derniers les institutions formelles et informelles jouent un rôle au même titre que le prix du pétrole et la couverture médiatique et sont des éléments essentiels au niveau de l'attractivité de nouvel investissement³³⁰. Dans le cadre de cette recherche, les 2 derniers éléments seront retenus. En effet selon ces auteurs le prix du baril peut avoir un effet dichotomique dans les *Venture capital* puisque :

« While increasing energy prices may incite entrepreneurs to want to invest in cleantech entrepreneurial ventures, it may also dissuade incumbents – that is, energy producers (utilities, oil and gas producers) – from buying start-ups. We find that oil prices have a curvilinear effect on cleantech VC investing. Increases in oil prices increase cleantech VC deals but with a slowing rate of increase. The ethical implications are that increasing oil prices are not a panacea. The unintended consequence of higher oil prices is the increased incentive to exploit more expensive, harder to reach and, in most cases, more polluting oil deposits. Incumbents will not value clean alternatives unless they are required to account for their externalities. Cleantech venture capital is an option but countervailing forces need to be addressed. Consequently, taking a wait-and-see attitude in the hope that rising oil prices will create the incentive needed for the cleantech VC market to change would be incorrect »³³¹.

Cette double finalité que peut laisser entrevoir la variation du prix du pétrole conduit alors à des incertitudes sur les investissements et émergence et de la *CleanTech*. Pourtant la couverture médiatique peut, quant à elle, exercer une forme d'influence sur la perception tant des fournisseurs que des clients³³². En effet, la mise en avant de certaines informations peut favoriser l'émergence de nouveaux marchés³³³. De nos jours, cela peut notamment être observé avec le changement climatique qui est régulièrement mis en avant par les journaux, quelle que soit leur orientation politique et/ou ce sujet s'immisce même dans les débats présidentiels, comme l'en a attesté le débat présidentiel français en 2022. Par ailleurs le développement de ce sujet, pourrait aussi être attribué au SDG's (*Sustainable Development Goal's*) entreprises par les Nations Unies en 2015. En effet, suivant les *Millennium Development Goals* (MDGs), les objectifs de développement durable souhaitent une intégration et un développement économique tout en intégrant les problèmes liés à l'environnement³³⁴. Suivant la mise en place de ce projet de développement durable, tous les gouvernements l'acceptèrent³³⁵. Cette intégration du développement économique dans une perspective bien qu'utopique entraînerait néanmoins des conséquences sur la restructuration du modèle de *Business*. Dans une volonté d'atteindre ces « buts », le *Business* modèle sera amené selon certains experts à un engagement plus prédominant du secteur privé³³⁶. Par ailleurs, les innovations, tant numériques que technologiques, mises en place par Séoul sont essentiellement des développements dirigés par le gouvernement³³⁷. La prépondérance du gouvernement dans la mise en

³²⁹ Douglas CUMMING, Irene HENRIQUES et Perry SADORSKY, « 'Cleantech' venture capital around the world », *op. cit.*, pp.86-87.

³³⁰ *Ibid.*, p.88.

³³¹ *Ibid.*, p.95.

³³² *Ibid.*

³³³ *Ibid.*

³³⁴ Dong-Ik SHIN, « 5. UN Human Rights and Development ». Cours Global Governance and Regional Integration», Séoul, Yonsei University, 5 et 12 octobre 2022.

³³⁵ *Ibid.*

³³⁶ *Ibid.*

³³⁷ Joonkoo YOO, « South Korea : (Striving to Stay) at the Cutting Edge », in Alice Pannier (dir.), *The Technology Policies of Digital Middle Power*, Paris, Études de l'Ifri, 2023, p.68.

place du développement économique ainsi que les liens forts qui unissent le privé et le public, brouillant la distinction, amène à rassurer les pays du Golfe, dans le maintien de leur régime et contrecarrer la volonté occidentale de promouvoir un secteur privé proactif.

Avec son fort potentiel énergétique basé sur des énergies renouvelables des pays du Golfe notamment de l'Arabie Saoudite, et des Émirats arabes unis, et le potentiel attrait que peuvent représenter ces nouveaux pays en termes de nouvel investissement font émerger les relations entre la Corée du Sud et ces pays. En effet, dans une volonté de réduire leur dépendance face au transfert technologique provenant de l'occident, notamment en raison du contexte avec les États-Unis tel qu'étudié plus haut, ces pays se doivent de créer un environnement et des conditions économiques attrayantes pour l'émergence de nouvelles activités, dont la *CleanTech*³³⁸. Par ailleurs, selon le rapport établi conjointement entre *UNEP's Economy Division*, la *Frankfurt School-UNEP Collaborating Centre for Climate & Sustainable Energy Finance*, ainsi que *BloombergNEF*, la Corée du sud ferait partie des pays ayant un fort potentiel dans sa capacité d'investissement dans les énergies renouvelables³³⁹ : « South Korea clinched investment of \$2.4 billion in 2019, up 31% on the previous year and the highest figure to date for the country. Solar dominated, with commitments of \$1.9 billion, but there were also smaller sums going to onshore wind and biomass and waste-to-energy »³⁴⁰.

C'est alors dans cette mouvance qu'il a pu être constaté que la branche d'investissement de la compagnie saoudienne de pétrole, *Aramco venture* « the corporate venturing arm of Aramco, a world leading integrated energy and chemicals company »³⁴¹ apparaît comme présente dans la *CleanTech Forum Asia* en 2022³⁴². La présence de cette compagnie peut aussi s'expliquer en raison des spécialisations technologiques opérées en Asie, permettant le développement de la *Cleantech*. En effet, la Corée du Sud a une chaîne d'approvisionnement qui lui permet de se positionner comme un fournisseur important sur le marché en raison de sa capacité de fabrication ainsi que sa part prédominante dans certains secteurs du marché mondial³⁴³.

3.2 Les technologies coréennes

Au nombre des industries dans lesquelles la Corée du Sud est un acteur important se trouvent les semi-conducteurs, les batteries notamment pour les voitures électriques ainsi que les *small module reactors*³⁴⁴. Ces industries comportent un potentiel de levier notamment qui touche tant le domaine économique que politique. En effet, il est souvent souligné que plus les capacités de la Chine augmentent, notamment au niveau militaire en raison de son économie, plus cela conduit la Corée du Sud à adopter une stratégie plus claire³⁴⁵. Pourtant, le développement économique de la Chine est aussi relié à la Corée du Sud et son poids dans certains secteurs, car l'empire du Milieu connaît une dépendance envers le pays du matin calme notamment dans les semi-conducteurs³⁴⁶. La recherche de partenaires de Séoul et sa venue dans le Golfe pourraient alors satisfaire la politique sécuritaire des États-Unis qui y voient un potentiel moyen

³³⁸ Mohammed Evren TOK, Damilola S. OLAWUYI et Cristina D'ALESSANDRO, « Advancing Clean Technology Entrepreneurship in the Middle East and North African (mena) Region: Law, Education and Policy Imperatives », in *Global Journal of Comparative Law*, 2018, vol.07 no.01, p.118.

³³⁹ Ce rapport définit la capacité d'investissement : « Capacity investment: all money invested in renewable energy generation projects, large or small. It covers both asset finance of utility-scale projects, whether from internal company balance sheets, from loans, or from equity capital, and the financing of small-scale solar systems of less than 1MW », *UNEP'S ECONOMY DIVISION, FRANKFURT SCHOOL-UNEP COLLABORATING CENTRE FOR CLIMATE & SUSTAINABLE ENERGY FINANCE AND BLOOMBERGNEF, Global Trends in Renewable Energy Investment 2020*, Frankfurt am Main, Frankfurt School-UNEP Centre/BNEF, p.10.

³⁴⁰ *Ibid.*, p.57.

³⁴¹ ARAMCO VENTURES, « Home », *Aramco Ventures*, s.d. <https://aramcoventures.com>

³⁴² CleanTech Group, « Cleantech Forum Asia Companies », *Cleantech Group*, s.d. <https://www.cleantech.com/event/cleantech-forum-asia/>

³⁴³ Jaewoo CHOO, « South Korea and IPEF: Rationale, Objectives and the Implications for Partners and Neighbors », in *Notes de l'Ifri : Asie.Visions*, February 2023, no.133, p.15.

³⁴⁴ *Ibid.*

³⁴⁵ *Ibid.*, p.10.

³⁴⁶ *Ibid.*, p.13.

d'affaiblir la Chine. C'est d'ailleurs dans cette optique que les États-Unis ont entrepris une alliance nommée « Chips 4 » en Mars 2022. Cette alliance a : « L'objectif affiché est d'offrir aux gouvernements et industriels des quatre pays alliés une enceinte de discussion et de coordination de leurs politiques en matière de sécurisation de la chaîne logistique, de R&D, de développement des compétences ou encore des subventions publiques »³⁴⁷. Pourtant, cette alliance soulève des inquiétudes pour Séoul, car la Corée du Sud risque de perdre une part de marché importante en Chine³⁴⁸. Par ailleurs, Séoul et Taïwan, les deux pays ayant la plus grosse part de marché dans les semi-conducteurs font émerger un scepticisme sur le bien-fondé de cette alliance. En effet, les États-Unis étaient dans le passé un acteur important dans ce domaine, mais l'émergence de ces pays a fait perdre leur part de marché aux Américains, de ce fait selon Mathilde Velliet : « Les industriels de ces deux pays craignent que cette alliance serve de subterfuge aux États-Unis pour avantager ses propres industriels comme Intel »³⁴⁹. Par ailleurs les restrictions émises par les États-Unis en octobre 2022 visant à réduire l'exportation des semi-conducteurs ciblant principalement la Chine ont un effet sur les technologies coréennes³⁵⁰. En effet, les restrictions émises par les États-Unis touchent aussi les entreprises telles que *Samsung* et *SK Hynix*, puisque les restrictions « (...) also apply to équipement made by foreign companies using US technology (...) »³⁵¹. Et c'est alors peut être en raison de ces sanctions que la Corée du Sud semble envisager de rejoindre l'alliance *Chip 4* puisque cela pourrait permettre à *SK Hynix* et à *Samsung* « (...) to pursue and advanced path such as sub-3nm chip for techs in the U.S. »³⁵². L'économie coréenne se caractérise par une économie orientée vers l'exportation et/ou les exports représentent dans le PIB national 33 %³⁵³. Pour Séoul, sécuriser ses chaînes d'approvisionnement semble alors essentiel pour freiner les ambitions des États-Unis. Pour les pays du Golfe persique, limiter leur dépendance aux transferts de technologies occidentales est essentiel. La rencontre de bénéfices mutuels d'un besoin de sécurité s'opère alors entre les pays étudiés dans cet écrit. Mais afin de comprendre la variable de la sécurité dans les relations économiques entre la Corée du Sud et les pays du Golfe, il convient d'étudier ces composants de l'économie coréenne qui en font sa force.

3.2.1 Les semi-conducteurs

Les semi-conducteurs sont un composant essentiel pour de nombreuses technologies qui nous entourent, mais aussi pour des secteurs reliés à la sécurité :

« Les semi-conducteurs se retrouvent dans de nombreux produits électroniques de notre quotidien tels que nos smartphones, ordinateurs ou voitures. Ils sont également présents dans bien des secteurs cruciaux pour la défense et la sécurité nationale, dont les systèmes d'armes ou bien la technologie aérospatiale »³⁵⁴.

Les semi-conducteurs sont alors le composant de produits finis, ce qui rend leur processus de conception, de fabrication et d'assemblage complexe dans la chaîne d'approvisionnement. Néanmoins la Corée du Sud en particulier au travers des compagnies de *Samsung* et de *SK Hynix*, détient 18,4 % du marché global

³⁴⁷ Ridha LOUKIL, « Les dessous de l'alliance Chip 4, la nouvelle arme des Etats-Unis contre la Chine dans les puces », *Usine Nouvelle*, 22 février 2023, <https://www.usinenouvelle.com/article/les-dessous-de-l-alliance-chip-4-la-nouvelle-arme-des-etats-unis-contre-la-chine-dans-les-puces.N2103096>

³⁴⁸ *Ibid.*

³⁴⁹ *Ibid.*

³⁵⁰ Léna COROT, « Les Etats-Unis accentuent les restrictions sur l'export de semiconducteurs vers la Chine », *UsineDigitale*, 11 octobre 2022, <https://www.usine-digitale.fr/article/les-etats-unis-accentuent-les-restrictions-sur-l-export-de-semi-conducteurs-vers-la-chine.N2054367> ; Jaewoo CHOO. «South Korea and IPEF: Rationale, Objectives and the Implications for Partners and Neighbors », *op. cit.*, p.25.

³⁵¹ Jaewoo CHOO, « South Korea and IPEF: Rationale, Objectives and the Implications for Partners and Neighbors », *op. cit.*, p.25.

³⁵² Joonkoo YOO, « South Korea : (Striving to Stay) at the Cutting Edge », *op. cit.*, p.74.

³⁵³ *Ibid.*, p.68.

³⁵⁴ LE GRAND CONTINENT, « Guerre technologique : 10 points sur les semi-conducteurs », *Le Grand Continent*, 8 novembre 2022, <https://legrandcontinent.eu/fr/2022/11/08/guerre-technologique-10-points-sur-les-semi-conducteurs/>

et 56,9 % du marché des semi-conducteurs lié au mémoire³⁵⁵. L'auteur Choo met en avant la place importante de la Corée du Sud dans la production de semi-conducteurs dont les parts de marché sont réparties entre un nombre restreint d'États³⁵⁶. Une pénurie dans la chaîne d'approvisionnement en raison de sanctions mènerait à des difficultés pour les États qui en dépendent. La contrainte américaine des sanctions qui pèsent sur la Chine et le risque de dégradation du marché amène Séoul, pour des besoins de sécurité économique, à trouver une échappatoire.

3.2.2 Les batteries électriques

Les batteries électriques de véhicules sont aussi une composante importante du marché coréen. Ces batteries rentrent en concomitance avec le développement d'une économie verte³⁵⁷. Par ailleurs dans ce secteur dominé par la Chine, la Corée du Sud obtient une part de marché de 37,7 % essentiellement grâce à *LG Energy Solution* et *SK Innovation*³⁵⁸. Cette part importante de marché permet à la Corée du Sud de maintenir une solide chaîne d'approvisionnement³⁵⁹, essentielle au développement et à la sécurité économiques. Par ailleurs les batteries de Lithium (ou Li-ion) s'avèrent aussi utiles dans le stockage des énergies solaires³⁶⁰. Il s'agit donc d'un atout dans une optique de développement de *CleanTech*.

3.2.3 Small Modular Reactor

Enfin les *Small Modular reactor* (SMRs) (ou petits réacteurs modulaires [PRM]) sont comme le nom l'indique des petits réacteurs, ayant une capacité électronucléaire s'élevant jusqu'à 300MWe contre 700 MWe contre les réacteurs nucléaires traditionnels³⁶¹. De par leur taille, les SMRs peuvent comporter des avantages tant dans la fabrication que dans l'implantation que dans leur sécurité. En effet, ces derniers pourraient émettre moins de déchets radioactifs en cas d'accident et il est possible grâce à leur taille de les préfabriquer, puis de les expédier sur le site en question³⁶². Cela diminue les coûts de construction que requiert un réacteur nucléaire³⁶³. Cependant, leur capacité électronucléaire plus faible ne pourrait pas répondre totalement à la demande. Ils pourraient alors être utilisés dans un objectif de mettre en place des formes de production d'énergie hydrique :

« Alors que les réacteurs nucléaires fournissent des sources d'énergie acheminables — ils peuvent ajuster la production en fonction de la demande d'électricité —, certaines énergies renouvelables, telles que l'éolien et le solaire, sont des sources d'énergie variables qui dépendent de la météo et de l'heure de la journée. Les PRM pourraient être associés à des sources renouvelables et permettre d'en accroître l'efficacité dans le cadre d'un système énergétique hybride. Grâce à ces caractéristiques, les PRM semblent pouvoir jouer un rôle clé dans la transition vers une énergie propre, tout en aidant les pays à atteindre les objectifs de développement durable (ODD) »³⁶⁴.

En raison de leur fort potentiel pour la production d'énergie, de leur coût qui est moindre, et de la possibilité d'hybridation, cette technologie est en développement et seuls certains pays peuvent la mettre en place. De ce fait, les compétiteurs majeurs face à la Corée du Sud dans l'élaboration des SMRs sont la

³⁵⁵ Jaewoo CHOO, «South Korea and IPEF: Rationale, Objectives and the Implications for Partners and Neighbors», *op. cit.*, p.16.

³⁵⁶ *Ibid.*, p.18.

³⁵⁷ *Ibid.*, p.19.

³⁵⁸ *Ibid.*, pp.19-20.

³⁵⁹ *Ibid.*, p.21.

³⁶⁰ Julien KAMASA, « Enjeux géopolitiques de la transition énergétique », in *Politique de sécurité : analyses du CSS*, 2022, vol.308, pp.1-2.

³⁶¹ Joanne LIOU, « Que sont les petits réacteurs modulaires (PRM) ? », Agence International de l'énergie Atomique : Bureau de l'information et de la communication de l'AIEA, 2021, <https://www.iaea.org/fr/newscenter/news/que-sont-les-petits-reacteurs-modulaires-prm>

³⁶² *Ibid.*

³⁶³ *Ibid.*

³⁶⁴ *Ibid.*

Russie et la Chine³⁶⁵. La Corée du Sud dispose donc de la capacité technologique lui permettant d'être un fabricant essentiel dans la mise en place de la quatrième révolution industrielle et devrait occuper une place non négligeable dans plusieurs secteurs en développement, dont l'intelligence artificielle, d'une économie propre³⁶⁶.

La Corée du Sud se doit, dans le brouillard de la rivalité sino-américaine qui l'entoure, de bâtir des chaînes d'approvisionnement lui permettant de s'assurer une sécurité. Elle ne serait alors pas seulement une puissance moyenne, mais serait une puissance numérique moyenne (*Digital middle power*) : « Les puissances numériques moyennes (*Digital middle powers*) sont ces États qui se trouvent pris dans ces jeux de pouvoir, dans un système international de plus en plus multipolaire et dans lequel le secteur numérique devient un facteur de puissance déterminant »³⁶⁷. Une puissance moyenne numérique ayant l'ambition de devenir un acteur incontournable, telles sont les ambitions de Séoul. En effet, la technologie permet alors de maintenir la croissance économique³⁶⁸. Cette croissance économique pourra par la suite être transformée en pouvoir³⁶⁹. Et c'est alors dans cette recherche de puissance et donc de sécurité au sein des puissances moyennes que se rencontrent les intérêts des pays du Golfe et la Corée du Sud. Et il ne semble pas surprenant que des pays tels que les Émirats arabes unis soient des investisseurs importants dans les innovations notamment dans les technologies vertes et spatiales³⁷⁰.

3.3 Les Smart City

L'économie, la technologie et l'innovation sont des outils permettant l'accroissement de puissance et il ne semble d'ailleurs pas anodin que les trois pays étudiés dans ce mémoire comportent aussi des projets de développement de *Smart City*. En effet, la variable des composants technologiques que propose la Corée du Sud et le potentiel d'application du développement de ces technologies dans une optique de *CleanTech* qu'offrent les pays tels que l'Arabie Saoudite et les Émirats arabes unis serait alors aussi des variables permettant de comprendre ce rapprochement.

Promut par le Un-Habitat, *Oceanix Busan* est un projet mis en avant en 2019 par une compagnie américaine *Oceanix*, visant à construire une ville flottante durable afin de faire face à la menace de la montée des eaux et aux pénuries de terrains³⁷¹. L'ambition de Busan, ville sud-coréenne, est un mélange entre technologies de pointe et réponse aux changements et menaces climatiques. Ayant pour ambition d'être une ville propre ce projet mise sur différents aspects par exemple en réduisant les déchets et en recyclant les ressources³⁷². L'interconnexion notamment grâce aux innovations technologiques caractérisera la mise en place de cette ville : « OCEANIX Busan has six integrated systems: zero waste and circular systems, closed loop water systems, food, net zero energy, innovative mobility, and coastal habitat regeneration. These interconnected systems will generate 100% of the required operational energy on site through floating and rooftop photovoltaic panels »³⁷³.

Le projet d'envergure *Neom* en Arabie saoudite promut en 2017, a pour ambition de construire et de mettre en place des villes intelligentes par l'intermédiaire de plusieurs projets. *Neom* englobe en effet *Trojena*, *The Line*, *Sindalab* et *Oxagon*³⁷⁴. *Tojena* et *Sindalab* sont plus orientés dans un but d'accroissement

³⁶⁵ Jaewoo CHOO, « South Korea and IPEF: Rationale, Objectives and the Implications for Partners and Neighbors », *op. cit.*, p.23.

³⁶⁶ *Ibid.*, p.25.

³⁶⁷ Alice PANNIER, « The Technology Policies of Digital Middle Powers », in *Études de l'Ifri*, February 2023, p.4.

³⁶⁸ *Ibid.*, p.8.

³⁶⁹ *Ibid.*

³⁷⁰ *Ibid.*, p.9.

³⁷¹ UN-HABITAT, « UN-Habitat and partners unveil OCEANIX Busan, the world's first prototype floating city », UN-Habitat, 2022, <https://unhabitat.org/news/27-apr-2022/un-habitat-and-partners-unveil-oceanix-busan-the-worlds-first-prototype-floating>

³⁷² Sergei GRUDTSYN, « Cities of the Future in the Present: 10 Projects of Innovative Cities Worldwide », in *Positive changes*, (In Russ.), 2022, p.76.

³⁷³ UN-HABITAT, « UN-Habitat and partners unveil OCEANIX Busan, the world's first prototype floating city », *op. cit.*

³⁷⁴ NEOM, « Regions », *Neom*, s.d., <https://www.neom.com/en-us/about>

du secteur touristique³⁷⁵. Alors que *The Line* ainsi que *Oxagon* visent à promouvoir des villes intelligentes du futur. Le projet de *The Line*, le plus connu, se base comme *Oceanix Busan* sur la technologie : « The Line is a city of innovative transport infrastructure hidden underground and controlled by artificial intelligence. With no roads, cars or emissions, the city will use 100% renewable energy, and 95% of the land will be given over to nature. Unlike conventional cities, the priority here is not transport and infrastructure, but the health and well-being of residents »³⁷⁶.

Enfin le projet *Masdar City* se trouvant aux Émirats arabes unis, promu par la société émiratie portant le même nom, fut mis en avant dès 2006, mais les problèmes rencontrés ralentirent sa construction qui devrait aboutir en 2030³⁷⁷. Dans l'ambition de mettre en place une économie, verte *Masdar City* vise à : « According to the project website, Masdar City is a sustainability pioneer and research and development center. (...) Buildings made of eco-friendly materials are designed to cut water and energy consumption by 40% »³⁷⁸.

Ces projets, bien qu'ils soient en cours de construction et que la revue scientifique soit assez pauvre sur ce sujet, sont tout de même symptomatiques de la variable étudiée au fil de cette partie. En effet, la mise en place de villes intelligentes et écoresponsables n'est possible que pour un nombre restreint de pays. Ces villes ouvrent aussi la voie à de nouveaux partenariats possibles et donc d'accroître dans le futur ces relations. En effet, l'exemple saoudien est à ce titre évocateur puisque : « La Vision 2030 prévoit de réduire la dépendance de l'Arabie saoudite à l'égard du pétrole et d'assurer d'autres moteurs de croissance. La Corée du Sud est l'un des cinq pays partenaires clés choisies par Riyad pour cette initiative »³⁷⁹. L'aurore du pays du matin calme semble éclairer les grains de sable et/ou la venue d'un nouveau souffle aide à la formation d'une rose des sables, signe d'ambition partagée.

En somme, depuis la crise de 2008 une forme de quatrième révolution industrielle est en cours. Les choix de développement économique mis en place par Séoul et sa spécialisation notamment dans le domaine de la technologie lui ont permis de devenir un acteur essentiel dans le paysage international. Combiné à cela, le besoin de développement économique des pays comme l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis, la variable de la technologie, de l'économie ainsi que de l'innovation semblent expliquer ce rapprochement. Les technologies mises en place par Séoul ainsi que les projets de villes futuristes prônés par ces trois pays mettent aussi en avant le besoin de développer des villes intelligentes et propres ou l'innovation technologique pourra être mise à profit. Cette volonté de mettre à profit les avancées technologiques semblent sous-tendre aussi une autre problématique celle de la sécurité énergétique. Et c'est d'ailleurs par ce besoin vital qu'éprouvent les pays de sécuriser leur énergie, dans un but de développement perpétuel, que la sécurité va venir s'immiscer dans les relations entre la Corée du Sud, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis. La variable technologie est alors le fer de lance du besoin de sécurité. Et dans ce contexte il convient d'étudier dans la prochaine partie, la mise en place concrète de la variable sécuritaire au prisme notamment de la sécurité énergétique, mais aussi des technologies spatiales.

³⁷⁵ *Ibid.*

³⁷⁶ Sergei GRUDTSYN, « Cities of the Future in the Present: 10 Projects of Innovative Cities Worldwide », *op. cit.*, p.86.

³⁷⁷ *Ibid.*, p.84.

³⁷⁸ *Ibid.*

³⁷⁹ YONHAP, « (LEAD) Les chefs d'entreprise de Corée du Sud et d'Arabie saoudite discutent de leur future coopération », *Agence de Presse Yonhap*, 17 novembre 2022. <https://fr.yna.co.kr/view/AFR20221117003000884?section=search>

4. Étude de cas

Quand la sécurité rencontre l'économie et la technologie : 2008-2022

Les États sont en perpétuelle recherche de sécurité. Cette recherche constante de sécurité a un double objectif, celui de maintenir et de stabiliser la nation, à la fois contre des turbulences internes, mais aussi internationales. Dans cette recherche de sécurité, les ambitions internationales rencontrent les besoins nationaux. L'approfondissement des relations militaires entre la Corée du Sud ainsi que les deux pays du Golfe étudiés peut s'expliquer par une rencontre d'intérêts mutuels³⁸⁰. En effet, Séoul de par son activité au Moyen-Orient axée sur l'économie était vue comme un acteur ayant une position neutre militairement³⁸¹. Pour le Moyen-Orient, cette neutralité faisait de ce pays un candidat pour une substitution au « parapluie » sécuritaire qu'offrait l'Occident, qui fut bousculé et remis en question par des dirigeants, notamment après le 11 septembre et les guerres en Irak et en Afghanistan³⁸². C'est alors aussi dans ce contexte et en connaissance des parties précédentes de l'industrie de l'armement coréen qu'il peut être analysé la collaboration entre la Corée du Sud et l'Arabie saoudite : « (...) Hanwa, a South Korean arms manufacturer, and *Saudi Arabian Military Industries* (SAMI) have agreed to set up a joint venture to produce land systems, munitions and electronics among other types of weapon »³⁸³. Ici, le besoin de sécurité, notamment pour l'Arabie saoudite impliquée dans le conflit yéménite, offre à la Corée du Sud un potentiel et l'ouverture de nouveaux marchés, pour répondre à cette demande.

La dernière section permet de mettre en avant comment la variable de la technologie fut un facteur de rapprochement entre ces pays. Il semble alors opportun au fil de cette section de percevoir comment la variable de la sécurité est venue s'immiscer dans ces relations. Il sera alors soutenu dans cette section que la variable de la sécurité a rencontré l'économie et la technologie pour des besoins nationaux suite à la crise des *subprimes* de 2008, au prisme de deux domaines, celui de la sécurité énergétique (au travers du pétrole, du solaire ainsi que du nucléaire) et celui de la technologie spatiale formant à leur tour une sécurité économique et donc une certaine stabilité notamment au niveau national.

En effet, bien que voulant projeter une image positive du pays et de l'innovation technologique, la société coréenne est en réalité une société malade.

« Malade d'un miracle économique applaudi, magnifique et spectaculaire, obtenu grâce aux sacrifices imposés sous la poigne de fer des juntes militaires. Malade d'une croissance trop rapide, d'une urbanisation chaotique, d'une évolution sociale accélérée, d'une ouverture sur le monde trop soudaine après des siècles d'isolationnisme, malade de son confucianisme sauveur et carcan tout à la fois. Malade de ses grandes familles dirigeantes et de ses groupes industriels, les chaebols. Malade d'une corruption endémique. Malade de l'impunité des puissants. Malade d'une société sclérosée, fossilisée. Malade d'une jeunesse au chômage, en quête de repères, harcelée par les obligations sociales, le regard des autres, une jeunesse créative, riche et avide de vivre, entravée par le poids de la chape sociale, une jeunesse à la dérive, découragée, plus attirée par l'image des choses que par la réalité, et qui ne trouve plus sa place. Aujourd'hui, en recherche d'équilibre, la société paye le prix d'années de mutation rapide : démographie en berne, suicides, solitude, addictions, sexisme. L'histoire se répète inexorablement. Comme au temps du miracle économique, la Corée du xxie siècle sacrifie les siens : au nom de l'innovation et du succès et sous la tyrannie de l'excellence, cette fois-ci »³⁸⁴.

³⁸⁰ Jeongmin SEO, « 4. South Korea in the Middle East: Assets and Liabilities of a Middle Power », *op. cit.*, p.85.

³⁸¹ *Ibid.*

³⁸² *Ibid.*

³⁸³ Lucie BÉRAUD-SUDREAU, Diego LOPES DA SILVA, Alexandra KUIMOVA et Pieter D WEZEMAN, « Emerging Suppliers in the Global Arms Trade », *op. cit.*, p.18.

³⁸⁴ Juliette, MORILLOT, *La Corée du Sud en 100 questions : La tyrannie de l'excellence*, *op. cit.*, p.16.

Les « démons du passé » ressortent à chaque élection présidentielle et érodent cette société par la : « (...) corruption, chamanisme, sexisme et importance démesurée de la famille (épouse, clan) »³⁸⁵. Cette société, même si elle n'en a pas l'air, est profondément divisée et inégalitaire.

La recherche de sécurité énergétique et de technologie spatiale semble être alors un remède de surface pour calmer les maux de cette société. La diversification de ses relations est aussi un remède contre une maladie qui la ronge, l'étouffe et la rend dépendante, celle de son contexte régional et ce conflit permanent avec les puissances qui l'entourent et son frère d'antan³⁸⁶. De ce fait trouver des partenaires pouvant partager des similitudes permet aussi de créer un remède qui paradoxalement ne fait qu'étouffer les véritables maux. Les pays du Golfe ont des régimes à caractère autoritaire³⁸⁷. Ces dernières années, il a pu être constaté une ouverture de ces pays, notamment dans leur volonté de s'orienter vers une économie libérale³⁸⁸. Mais cette ouverture au monde à travers une économie libérale permet de palier aux défis, notamment sociaux comme peut le mettre en avant le cas de l'Arabie Saoudite. En effet, comme le révèle l'auteur Fatiha Dazi-Héni : « Le royaume soutient une transition économique libérale (développement du secteur privé et d'une économie de services, ouverture progressive aux investissements étrangers dans le forage et l'exploitation du gaz, voire demain dans l'exploitation de nouveaux gisements pétroliers), tout en s'assurant une transition politique contrôlée »³⁸⁹. Cette recherche de diversification économique afin d'assurer la stabilité politique amène les pays du Golfe à s'inspirer d'autres sociétés :

« In this direction, Mohammad Bin Salman happens to share with the Crown Prince of Abu Dhabi the same fascination with high-tech states such as Israel, Singapore, South Korea or Japan (Coates Ulrichsen 2020b). As the first Saudi leader of his stature raised in the age of the internet and social networks, he strongly associates modernising his country with high-tech transfers.¹¹ He aims to modernise the Saudi administration, school learning and curricula as well as to encourage a transition to a digital economy while using it to repressively prevent any opposition »³⁹⁰.

Pour les pays du Golfe, la diversification économique ainsi que les échanges technologiques permettent aussi d'assurer un maintien et une continuité politique. Et c'est alors peut-être dans cette stratégie, même si les régimes politiques ne sont pas comparables, que la Corée du Sud va trouver une solution à sa maladie. Apparaître légitime, innovante, puissante à l'internationale, ou la vague des *Hallyu* fut le commencement de cette stratégie, pour masquer cette maladie qui la ronge, celle d'une société clanique, corrompue et/ ou la tyrannie du succès rythme le quotidien. Et si les sociétés apparaissent légitimes et prospères à l'international, qui nationalement osera les contester ?

4.1 Le nucléaire

Comme mentionné dans la partie méthodologie, la sécurité énergétique amène à la mise en place d'une diplomatie énergétique dans un but de protéger sa nation, mais aussi dans un objectif d'accroître les opportunités liées au *Business*³⁹¹ et donc de renforcer une diplomatie économique. Par ailleurs, la mise en place d'une sécurité énergétique est plus apte à s'établir au travers de relations bilatérales que multilatérale. En effet, comme le souligne l'auteur Griffiths : « Bilateral energy diplomacy, on the other hand, can support the long-term energy security and economic well-being of individual nations through the fostering of foreign relationships concerning energy supply and demand »³⁹². Dans un objectif de renforcement des liens bilatéraux, les *strategic partnerships* sont alors établis. Le *partnership* établi entre la

³⁸⁵ *Ibid.*, p.19.

³⁸⁶ Juliette, MORILLOT, *La Corée du Sud en 100 questions : La tyrannie de l'excellence*, *op. cit.*, pp.17-18.

³⁸⁷ Fatiha DAZI-HÉNI, « Introduction », in Fatiha DAZI-HÉNI (dir.), *Monarchies et sociétés d'Arabie. Le temps des confrontations*, Paris, Presses de Sciences Po, 2006, p.26.

³⁸⁸ Fatiha DAZI-HÉNI « The New Saudi Leadership and Its Impact on Regional Policy », in *The International Spectator*, 2021, vol.56 no.04, p.55.

³⁸⁹ Fatiha DAZI-HÉNI, « Conclusion », in Fatiha DAZI-HÉNI (dir.), *op.cit.*, p.137.

³⁹⁰ Fatiha DAZI-HÉNI, « The New Saudi Leadership and Its Impact on Regional Policy », *op. cit.*, p.55.

³⁹¹ Steven GRIFFITHS, « Energy diplomacy in a time of energy transition », *op.cit.*, p.2.

³⁹² *Ibid.*, p.9.

Corée du Sud et les Émirats arabes unis, passant à un « special strategic partnership » tel que mentionné dans la méthodologie, prend tout son sens dans une période de transition énergétique :

« The depth of bilateral diplomatic relations that one country establishes with another can be positioned as special, normal or peripheral. While normal engagement between countries involves regular engagement via embassies, consulates and other diplomatic channels, special relations typically involve a broader number of actors, employ diverse modes of engagement and serve a distinct strategic purpose. Such special bilateral relations typically arise between countries with strong political, security or economic links. Geopolitical challenges that will arise during an energy transition make the establishment of special bilateral diplomatic relations increasingly important »³⁹³.

En 2009, la Corée du Sud créa la surprise en remportant le contrat de la construction de la centrale nucléaire aux Émirats arabes unis³⁹⁴. À noter que le troisième réacteur nucléaire fut ouvert en février 2023³⁹⁵. En effet, face à la Corée du Sud se trouvait la France, pays ayant une grande réputation dans la construction de centrales et ayant des liens étroits avec les pays du Golfe. Symptomatique d'un changement, ce contrat remporté montre l'évolution d'un développement des relations et la venue de la Corée du Sud dans des secteurs clés des pays du Golfe. Cette dernière ne se caractérise alors plus seulement par son industrie automobile, mais aussi dans des domaines de haute technologie pouvant être liés à des questions de défense, accessible à un nombre restreint de pays. En effet, peu de pays peuvent offrir une industrie nucléaire et être constructeur de NPP (*Nuclear Power Plant*)³⁹⁶. Cette victoire coréenne était principalement due à une offre à faibles coûts ainsi qu'une crédibilité³⁹⁷. Pour pénétrer ce nouveau marché, le consortium coréen : « was prepared to sacrifice its profit margin to win the tender. Such an outcome would offer Korea its first reference in the international market for NPPs. Once inside this market, Korea might then count on larger and more profitable perspectives. »³⁹⁸. Par ailleurs, la concurrence, le consortium français, fut impactée dans son offre par sa construction et ses opérations à risque qui étaient divisées entre plusieurs entreprises, dont *AREVA*, *Total*, et *GDF Suez* alors que pour le consortium coréen tous les risques étaient pris par la *KEPCO* (*Korea Electric Power Corporation*)³⁹⁹. Ce point est essentiel puisque : « This risk allocation has important implications for the NPPs buyer as it reduces the litigation risks in case of delays or performance problems and increases the incentives for the EPC contractor to meet the project delivery objectives »⁴⁰⁰. En misant sur une attractivité de l'offre et en réduisant le risque de litige, la Corée du Sud a ainsi pu entrer sur ce marché restreint.

Pour la Corée du Sud, ce projet représentait la possibilité d'aboutir à sa stratégie économique de promouvoir le développement de l'énergie nucléaire afin d'ouvrir la voie aux nouveaux marchés des énergies technologiques : « (...) viewed as contributing to future Korean exports by progressively replacing the current sectors leaders such as shipbuilding and semiconductors, which now face fierce competition from China »⁴⁰¹. L'implantation de la Corée du Sud dans ce secteur suit donc une ligne de sécurité nationale, visant à protéger son économie et son développement en promouvant la stratégie émise du gouvernement exportée par les *Chaebols*⁴⁰². Protéger son modèle économique en renforçant les liens forts unissant les conglomerats et le gouvernement, tout en assurant le développement son secteur énergétique avec son économie, telles sont les ambitions coréennes dans ce projet.

³⁹³ Steven GRIFFITHS, « Energy diplomacy in a time of energy transition », *op.cit.*, p.4.

³⁹⁴ Michel BERTHÉLEMY et François LÉVÊQUE, « Korea nuclear exports: Why did the Koreans win the UAE tender? Will Korea achieve its goal of exporting 80 nuclear reactors by 2030? », in *Cerna Working Paper Series, Working Paper 2011-04*, Centre d'économie industrielle — Cerna, Mines ParisTech, p.3.

³⁹⁵ YONHAP, « EAU : lancement commercial du réacteur 3 de la centrale de Barakah », *Agence de Presse Yonhap*, 26 février 2023, <https://fr.yna.co.kr/view/AFR20230226001000884>

³⁹⁶ Michel BERTHÉLEMY et François LÉVÊQUE, « Korea nuclear exports: Why did the Koreans win the UAE tender? Will Korea achieve its goal of exporting 80 nuclear reactors by 2030? », *op. cit.*, p.3.

³⁹⁷ *Ibid.*, p.4.

³⁹⁸ *Ibid.*

³⁹⁹ *Ibid.*, p.9.

⁴⁰⁰ *Ibid.*

⁴⁰¹ *Ibid.*, p.11.

⁴⁰² *Ibid.*

Cependant, il est essentiel de mentionner que selon les auteurs Berthélemy et Lévêque, le consortium coréen n'aurait pu gagner ce contrat sans l'influence des États-Unis. En effet, l'industrie nucléaire coréenne est basée essentiellement sur des technologies américaines, un refus américain de ce projet aurait alors pu mener à son blocage⁴⁰³. En effet, la technologie coréenne dans le domaine nucléaire fut aidée par *Westinghouse Electric company* :

« Korea relies on Westinghouse for critical components and has, to some extent, benefited from the positive attitude of the US diplomacy toward their UAE bid. While Korea has started an ambitious program to improve its technological self-reliance, we argue that Korea will need to continue its cooperation with Westinghouse »⁴⁰⁴.

Ce projet permettait aux Américains de continuer d'avoir un contrôle dans les projets nucléaires émiratis, puisque leur centrale serait essentiellement basée sur de la technologie américaine, et permettait aussi de contenir la France, son influence et son ambition, dans cette région⁴⁰⁵. Ce lien unissant alors la Corée du Sud et les États-Unis peut donc s'avérer être tout autant un atout qu'un obstacle. Suivant cette volonté coréenne de développer son industrie nucléaire à l'international et en répondant à une période post-Fukushima en 2011, la Corée va développer des SMRs pouvant répondre alors aux besoins de plus de sécurité dans la mise en place de centrale :

« Given the developments post-Fukushima, the nuclear industry is expected to emerge stronger with a new wave of breakthrough innovations towards “safer nuclear power” under the new regulatory standards and guidelines. These included evolution towards Generation IV types of reactors and the much discussed SMR concepts »⁴⁰⁶.

La mise en place des SMRs va entraîner l'élaboration de plusieurs modèles différents dont à peu près 50 concepts et design distincts sont conceptualisés selon IAEA (IAEA s.d). Un des plus notables projets SMRs est le SMART (*System-integrated modular advanced reactor*) qui est un PWR (ou REP pour Réacteur à eau pressurisée)^{407 408}. Le SMART fut développé et approuvé par IAEA pour améliorer tant la « safety, reliability and economics, »⁴⁰⁹. Le SMRs smart fut élaboré par la KAERI (*Korean Atomic Energy Research Institute*) suivie par un accord de partage avec l'Arabie saoudite dans sa mise en place :

« Korea Atomic Energy Research Institute (KAERI) received the standard design approval from Korean Nuclear Safety and Security Commission (NSSC) in July 2012. A safety enhancement program to adopt passive safety system in SMART began in March 2012, and the testing and verification of the PRHRS and PSIS were completed in the end of 2015. In September 2015, a pre-project engineering agreement was signed between the Republic of Korea and the Kingdom of Saudi Arabia for deployment of SMART. This PPE project was successfully completed in February 2019 and First-of-a-Kind (FOAK) plant construction in Saudi Arabia will follow in due course »⁴¹⁰.

Ces deux exemples soulignent que l'industrie nucléaire coréenne a une réelle opportunité d'ouverture de nouveaux marchés. Par ailleurs la mise en place du SMART pourrait montrer l'ambition coréenne d'être

⁴⁰³ *Ibid.*, p.12.

⁴⁰⁴ *Ibid.*, p.20.

⁴⁰⁵ *Ibid.*, p.14.

⁴⁰⁶Victor NIAN et S.K. CHOU, « The state of nuclear power two years after Fukushima – The ASEAN perspective », in *Applied Energy*, 2014, vol.136, p.847.

⁴⁰⁷IAEA. *Advances in Small Modular Reactor Technology Developments 2020 Edition A Supplement to : IAEA Advanced Reactors Information System (ARIS)*, Vienne, International Atomic Energy Agency, 2020, p.53, https://aris.iaea.org/Publications/SMR_Book_2020.pdf

⁴⁰⁸ À noter que le SMART bien qu'il soit le seul « Water cooled Small Modular Reactor (Land Based) » approuvé par IAEA, la Corée du Sud est aussi en train de développer un SMRs « Fast Neutron Spectrum » intitulé « MicroURANUS (UNIST, Republic of Korea) », IAEA, *Advances in Small Modular Reactor Technology Developments. A Supplement to: IAEA Advanced Reactors Information System (ARIS)*, op. cit., p.209.

⁴⁰⁹ *Ibid.*, p.53.

⁴¹⁰ *Ibid.*, p.56.

moins dépendante des technologies et de la diplomatie américaines, puisque SMART n'est basé sur aucune technologie américaine ⁴¹¹. Mais dans la volonté coréenne d'acquérir une plus grande indépendance, Séoul risque de rencontrer un frein à son ambition d'exportation de son industrie nucléaire dans les NPP en Europe notamment en République tchèque, par la compagnie *Westinghouse* comme le met en avant un article paru le 5 avril 2023 dans la presse coréenne *Yonhap* :

« Westinghouse avance que le réacteur nucléaire coréen inclut des technologies qu'elle a exportées à la Corée du Sud après l'autorisation du gouvernement américain et que les nouveaux transferts vers un pays tiers de ces technologies doivent faire l'objet du contrôle des exportations des États-Unis. KHNP affirme de son côté que, même si la Corée du Sud a reçu le soutien de Westinghouse dans les premières phases de développement du réacteur nucléaire, le modèle qu'elle cherche à exporter aujourd'hui a été développé avec des technologies sud-coréennes et donc ne fait pas l'objet du contrôle des exportations »⁴¹².

Compte tenu de l'attractivité de l'industrie nucléaire coréenne, il peut alors être constaté que l'entreprise américaine tente de freiner son expansion. Les dires des auteurs de Berthelemy et Lévêque dans la coopération future qui continuera entre la *Westinghouse* et la Corée semblent alors appartenir au passé, où la Corée du Sud n'était pas encore perçue comme compétiteur important sur le marché. Freinée dans son ambition d'entrer sur le marché européen par l'entreprise américaine, il est alors probable que la Corée du Sud accroisse ses relations avec les pays du Golfe. La mise en place conjointement du réacteur SMART avec l'Arabie saoudite peut-être le symptôme de ce changement. Plus récemment la visite du président Yoon aux Émirats en janvier 2023 peut mettre en évidence tant la volonté de la Corée du Sud de sécuriser son marché que celle des Émirats de diversifier son économie et d'être moins dépendants des États-Unis. En effet, cette visite permet : « Après la réunion élargie, des officiels des deux pays ont signé 13 protocoles d'accord (MoU) en présence des deux dirigeants. Ces MoU appellent à une plus grande coopération dans l'énergie nucléaire, l'énergie, l'investissement, les armes et le changement climatique »⁴¹³. Pour faire écho à l'introduction de cette partie, il semble alors dans cette sphère de compétition des acteurs de l'industrie nucléaire que les relations se verront être plus bilatérales, puisqu'en étant bilatérales, les ambitions nationales ne sont alors pas touchées.

4.2 L'énergie solaire

Dans un rapport paru en 2012, le cabinet d'audit financier *Ernest & Young* mettait en avant comment les pays du Golfe notamment l'Arabie Saoudite et les Émirats arabes unis étaient des pays ayant un fort potentiel d'énergie verte notamment au travers de l'énergie solaire photovoltaïque⁴¹⁴. Plus récemment, donnant un aperçu et un état des lieux sur la région, le même cabinet d'audit mettait en avant que les Émirats arabes unis étaient devenus le « the highest generators of solar energy per capita in the world »⁴¹⁵. Par ailleurs ces derniers mirent en avant l'augmentation du secteur privé dans la région afin de contrebalancer la prépondérance du public :

« On a series of private sector measures, from the soundness of banks to ease of access to loans and the availability of venture capital, every country in the region outperforms the global median, according to the WB data. Even private sector credit, long an afterthought in a region where government-owned entities absorb most capital, has been rising rapidly in recent years »⁴¹⁶.

⁴¹¹ Michel BERTHÉLEMY et François LÉVÊQUE, « Korea nuclear exports: Why did the Koreans win the UAE tender? Will Korea achieve its goal of exporting 80 nuclear reactors by 2030? », *op. cit.*, p.24.

⁴¹² YONHAP, « Washington freine le plan de Séoul d'exporter des réacteurs nucléaires vers la République tchèque », *Agence de Presse Yonhap*, 5 avril 2023, <https://fr.yna.co.kr/view/AFR20230405000800884>

⁴¹³ YONHAP, « Les EAU annoncent qu'ils investiront 30 Mds de dollars en Corée », *Agence de Presse Yonhap*, 15 janvier 2023, <https://fr.yna.co.kr/view/MYH20230115012200884>

⁴¹⁴ Nimer ABUALI et Thomas CHRISTIANSEN, « 2012 MENA Cleantech Survey Report », *Ernest & Young*, 2012, pp.3-4. <https://www.accaglobal.com/content/dam/acca/global/PFD-memberscpd/AFR/2012-MENA-cleantech.pdf>

⁴¹⁵ ERNEST & YOUNG, « The EY MENA Climate Change Readiness Index », in *Ernest & Young : Building a better working world*, 2023, p.24.

⁴¹⁶ *Ibid.*, p.15.

La problématique du secteur privé dans les pays du Golfe, qui dépendent largement de leur secteur public, amène ces derniers dans une perspective de développement à chercher de nouveaux modèles. Et c'est alors dans cette optique que le modèle coréen qui entremêle secteur public et privé peut s'avérer être une option satisfaisante. En effet, la Corée du Sud avec ses conglomérats a un fort pouvoir d'investissement, et des partenariats publics/privés caractérisent cette économie. Selon l'auteur Yoo : « Through various public-private partnership (PPP) measures, the government shared the risks with the private sector in the early stages of industry development and gradually shift toward private sector-led growth through privatization and deregulation of business »⁴¹⁷. Le public ayant toujours un rôle non négligeable amène alors les pays du Golfe sur un chemin qui pourrait être qualifié de semi-transition. À travers le privé, selon les personnes qui dirigent le secteur, l'État pourrait toujours voir son influence perdurer et les risques seraient dorénavant partagés, permettant de garantir une certaine sécurité à l'État.

L'énergie solaire, de par son potentiel de création d'emploi, ses bénéfices socio-économiques ainsi que la sécurité énergétique quelle apporte⁴¹⁸, est un secteur en plein essor aux Émirats arabes unis et en Arabie Saoudite. La mise en place de diversification économique dans leur vision respective afin d'amener une transition énergétique amène aussi à repenser le modèle de coopération et de diplomatie puisque comme le souligne Krzymowski : « (...) Griffiths noted that the UAE should develop strategic relations with countries that can contribute to a favourable energy transformation »⁴¹⁹. Pouvant alors aussi s'appliquer au cas de l'Arabie Saoudite et ayant étudié dans la section au-dessus l'importance des batteries *Li-ion* dans l'industrie de l'énergie solaire, un développement des relations avec la Corée du Sud de ces deux pays semble alors répondre à cette demande. À ce titre il est intéressant de constater le changement des exportations de la Corée du Sud en annexe 8 dans son commerce avec l'Arabie Saoudite, où il peut être constaté une augmentation des exportations en ce qui concerne des composants électroniques liés tant à l'énergie solaire qu'au nucléaire. Le même constat peut être effectué avec les Émirats arabes unis, où cette diversification des échanges est encore plus saillante qu'avec l'Arabie saoudite. Cela peut notamment être dû au fait que la diversification économique des Émirats arabes unis fut entreprise de manière plus précoce que celle de l'Arabie saoudite. Par ailleurs, les exportations liées à l'armement étaient en 2007 inexistantes ou représentaient une partie infime entre la Corée du Sud et les pays du Golfe. Pourtant, il peut être constaté en 2021 que cette part a augmenté. L'exemple des Émirats arabes unis avec la Corée du Sud met en évidence ce propos. Il pourrait alors être soutenu que l'aspect sécuritaire grandissant dans ces échanges découle notamment du domaine de l'armement. Les Émirats arabes unis furent novateurs dans ces échanges, mais il n'est pas à exclure au vu de la diversification et de la rencontre en mars et novembre entre des hauts représentants coréen et saoudien que la part des exportations coréennes augmente et ce fait amène une augmentation des échanges liés à l'armement. Les graphiques ci-dessous montrent l'évolution des exportations entre la Corée du Sud et les deux pays du golfe entre 2000 et 2021. A noter que les sections entre les deux pays peuvent changer, puisqu'il fut pris les 4 plus importantes catégories dans chaque pays en 2000, 2007, 2010 et 2021 ainsi que leurs évolutions^{420 421}.

⁴¹⁷ Joonkoo YOO, « South Korea : (Striving to Stay) at the Cutting Edge », *op. cit.*, p.68.

⁴¹⁸ A.F. ALMARSHOUD et Adam ELFADIL, « A transition toward localizing the value chain of photovoltaic energy in Saudi Arabia », in *Clean Technologies and Environmental Policy*, 2021, vol.23, p.2057.

⁴¹⁹ Adam KRZYMOWSKI, « Sustainable Development Goals in Arab Region – United Arab Emirates' Case Study/ Cele Zrównowazonego Rozwoju w Regionie Arabskim – Studium Przypadku Zjednoczonych Emiratów Arabskich. », in *Problemy Ekorożwoju - Problems of Sustainable Development*, 2020, vol.15 no.01, p.218.

⁴²⁰ La variable des exportations d'armes fut gardée pour l'Arabie saoudite même si elle ne figure pas dans le « top 4 », car elle illustre un changement.

⁴²¹ Dans les Annexes 7 et 8 il peut être trouvé pour l'année 2007 et 2021, des graphiques montrant la composition spécifique des catégories des exportations. Cette annexe fut extraite du site de l'OECD. Le bleu foncé représente toutes les machines (machines électriques et mécaniques confondues), le bleu clair tous transports confondus, en vert d'eau les armes, en vert foncé tous les textiles confondus et en marron les métaux.

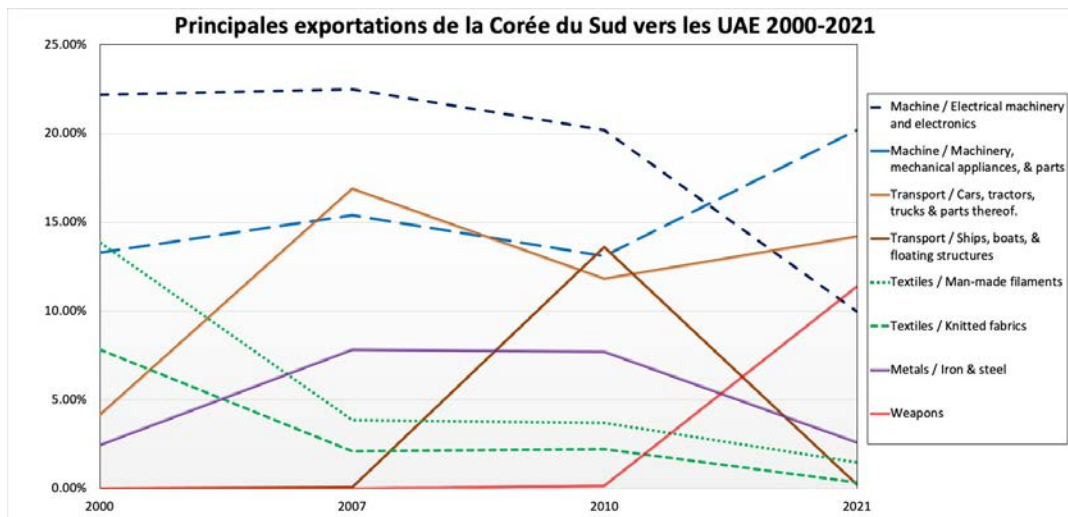


Figure 5 : Principales Exportations de la Corée du Sud vers les EAU (2000-2021)⁴²²

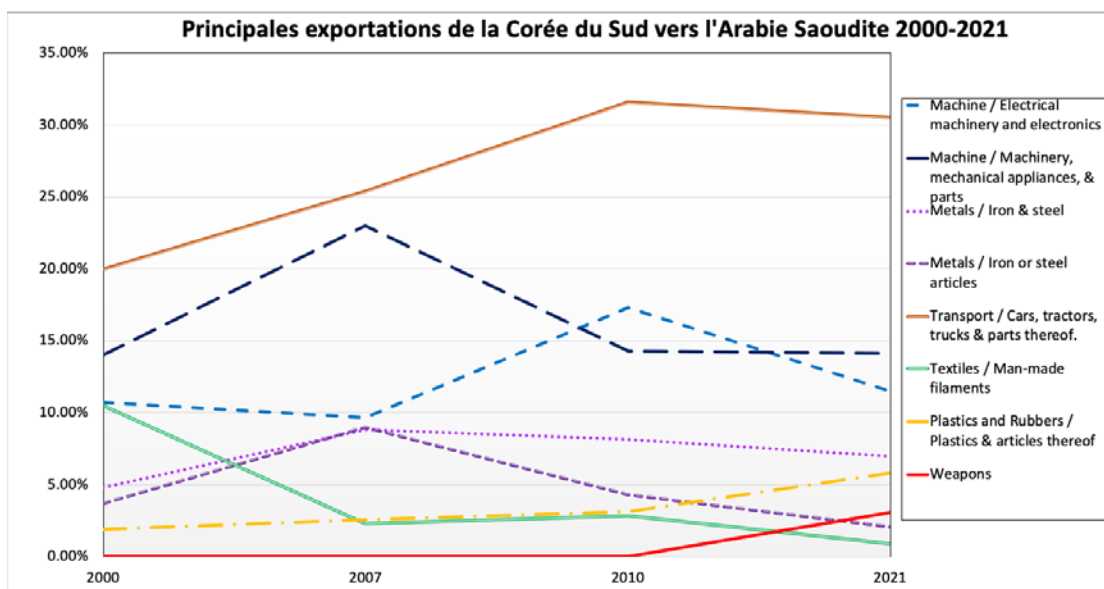


Figure 6 : Exportations de la Corée du Sud vers l'Arabie Saoudite (2000-2021)⁴²³

4.3 L'hydrogène

Cependant, les énergies renouvelables utilisant le soleil et le vent recouvrent aussi des ambitions utopiques. En effet, les pays ne pourront se baser seulement sur ces énergies, car dans les énergies renouvelables le problème réside dans le stockage de l'électricité produite⁴²⁴. De ce fait l'hydrogène, semble apporter une solution viable et intéressante notamment, car cette dernière peut être transportée

⁴²² Le graphique fut réalisé avec les données de 2000, 2007, 2010 et 2021 trouvées à la source suivante : OEC, « What does South Korea export to United Arab Emirates? », *The Observatory of Economic Complexity*, s.d., https://oec.world/en/visualize/tree_map/hs92/export/kor/are/show/2000/

⁴²³ Le graphique fut réalisé avec les données de 2000, 2007, 2010 et 2021 trouvées à la source suivante : OEC, « What does South Korea export to Saudi Arabia? », *The Observatory of Economic Complexity*, s.d., https://oec.world/en/visualize/tree_map/hs92/export/kor/sau/show/2021/

⁴²⁴ Véronique LAMBLIN, « Hydrogène : une route encore longue », in *Futuribles*, 2021, vol.444, no.05, p.59.

par gazoduc⁴²⁵. Par ailleurs il existe divers modes de production de l'hydrogène. Deux seront retenus ici. L'hydrogène « gris » et « bleu » peut être produit par « vaporeformage du gaz naturel »⁴²⁶. L'hydrogène gris se base sur des ressources provenant du méthane et de l'eau⁴²⁷. L'hydrogène bleu quant à lui utilise les mêmes ressources que le gris, mais à la différence qu'afin de pallier les émissions, l'objectif serait de capturer et stocker le carbone^{428 429}.

Par ailleurs pour que l'hydrogène se transforme en électricité, ce dernier a besoin d'une pile à combustible⁴³⁰. Et dans la part de marché mondial des piles de combustibles, 3 pays se distinguent : « le Japon et la Corée du Sud dominant avec 51 % de part de marché, suivis par les États-Unis avec 48 % »⁴³¹. Une fois l'hydrogène acheminé et combiné aux piles combustibles, ce dernier aurait un potentiel d'alimentation dans divers secteurs notamment les transports⁴³². Il est d'ailleurs intéressant de soulever que des compagnies japonaises (*Toyota* et *Honda*) ainsi que sud-coréennes (*Hyundai*) ont commercialisé les premières voitures alimentées à l'hydrogène, qui auraient une capacité d'autonomie égale à une voiture fonctionnant à l'essence⁴³³. La capacité qu'offrent les pays du Golfe dans la production d'hydrogène et leur acheminement permet dans ce cas de continuer à stimuler les industries sud-coréennes notamment dans leurs technologies. Les sphères élargies que peuvent fournir l'hydrogène en termes d'énergie permet alors de parler d'une économie de l'hydrogène qui se caractérise par : « The term “hydrogen economy” refers to an economy that relies on hydrogen (produced from carbon-neutral sources), for a substantial fraction of a nation's energy needs, for example, replacing petrol with hydrogen as a transportation fuel or natural gas with hydrogen as heating fuel »⁴³⁴. Par ailleurs il est essentiel de mentionner qu'actuellement « (...) moins de 1 % de l'hydrogène produit est utilisé comme vecteur énergétique pour la propulsion des satellites et des fusées »⁴³⁵. Les piles combustibles produites par la Corée et la capacité des pays du Golfe à être de nouveaux acteurs dans l'hydrogène peut être un incitatif pour la pérennité de ces relations, dans l'espace. Cependant, ce secteur pourrait faire face à de nombreuses barrières qui limiteraient son développement tel que la faible place du secteur privé, le manque de ressources hydrique dans la région, le coût du transport⁴³⁶. Mais avec les stratégies mises en place par ces États dans leur diversification économique, certains de ces obstacles pourraient être réduits. Les pays tels que l'Arabie Saoudite et les Émirats arabes unis auraient de nombreux avantages à développer ce secteur, notamment en raison de leur gazoduc déjà présent sur leur territoire, pouvant représenter un avantage pour le développement de ce secteur⁴³⁷. Suivant cet avantage, il semble alors opportun de souligner les projets en cours entre les Émirats arabes unis ainsi que la Corée du Sud dont l'accord fut mis en avant en 2021. Les deux projets sont « Blue Ammonia » qui se basent sur l'hydrogène bleu⁴³⁸. Le premier projet est établi entre ADNOC

⁴²⁵ *Ibid.*

⁴²⁶ Véronique LAMBLIN, « Hydrogène : une route encore longue », *op. cit.*, p.63 ; Muhammad IMRAN KHAN et Sami G. AL-GHAMDI, « Hydrogen economy for sustainable development in GCC countries: A SWOT analysis considering current situation, challenges, and prospects », in *International Journal of Hydrogen Energy*, 2023, vol.48 no.28, p.10318.

⁴²⁷ *Ibid.*

⁴²⁸ *Ibid.* Véronique LAMBLIN, « Hydrogène : une route encore longue », *op. cit.*, p.63.

⁴²⁹ Il existe d'autres modes d'hydrogène en plus du gris et du bleu (qui sont retenus en raison de leur pertinence) tels que le brun, l'orange le rose et le gris, la couleur change selon les ressources utilisées. Pour plus d'information, la page 10318 du texte ci-dessous permet plus de référence à ce sujet : Muhammad IMRAN KHAN et Sami G. AL-GHAMDI, « Hydrogen economy for sustainable development in GCC countries: A SWOT analysis considering current situation, challenges, and prospects », in *International Journal of Hydrogen Energy*, 2023, vol.48 no.28, pp.10315-10344. <https://doi.org/10.1016/j.ijhydene.2022.12.033>

⁴³⁰ Véronique LAMBLIN, « Hydrogène : une route encore longue », *op. cit.*, p.60.

⁴³¹ Julien KAMASA, « Enjeux géopolitiques de la transition énergétique », *op. cit.*, p.3.

⁴³² Véronique LAMBLIN, « Hydrogène : une route encore longue », *op. cit.*, pp.60-62.

⁴³³ *Ibid.*

⁴³⁴ Muhammad IMRAN KHAN et Sami G. AL-GHAMDI, « Hydrogen economy for sustainable development in GCC countries: A SWOT analysis considering current situation, challenges, and prospects », *op. cit.*, p.10316.

⁴³⁵ Véronique LAMBLIN, « Hydrogène : une route encore longue », *op. cit.*, p.63.

⁴³⁶ Muhammad IMRAN KHAN et Sami G. AL-GHAMDI, « Hydrogen economy for sustainable development in GCC countries: A SWOT analysis considering current situation, challenges, and prospects », *op. cit.*, pp.10327-10329.

⁴³⁷ *Ibid.*, p.10323.

⁴³⁸ *Ibid.*, p.10324.

et *GS Energy* et vise à : « To collaborate on potential development of new value chains for blue hydrogen and carrier fuels, such as blue ammonia, in Abu Dhabi »⁴³⁹. Le deuxième quant à lui met en place un partenariat entre « ADNOC, ADQ (Abu Dhabi), Japan's Mitsui and South Korea's GS Energy » avec comme objectifs de « (...) develop world-scale (1 million mt/year) blue ammonia plant in Ruwais, Abu Dhabi. The partnership is expected to accelerate Abu Dhabi's position as a leader in blue ammonia as a carrier fuel for clean hydrogen »⁴⁴⁰. Il peut alors être constaté la mise en place de partenariats à caractère plus « multilatéral » et d'autres, plus bilatéraux. Le caractère bilatéral des relations pourrait être amené à se renforcer, puisqu'il y a une rencontre d'intérêt entre les pays asiatiques et du Golfe puisque : « bilateral energy relations, reshaping the positioning of states with new hydrogen exporters and users emerging »⁴⁴¹.

Suivant cette analyse du secteur de l'hydrogène et des bénéfices que chaque partie pourrait tirer, il n'est alors point surprenant de constater le souhait du président Yoon ainsi que du prince Mohamed bin Zayed Al Nahyan d'accroître et de renforcer leurs liens dans le secteur de l'hydrogène⁴⁴². Cette volonté peut aussi être perçue dans la volonté sud-coréenne d'être plus compétitive dans le secteur de l'hydrogène pouvant amener à un accroissement des liens avec Riyad⁴⁴³. Avec l'accroissement de ces liens dans ce domaine énergétique, ces deux pays pourraient alors mettre en place des avantages comparatifs, pour faire échos à la théorie de Ricardo, puisque les Émirats possèdent les infrastructures et la Corée du Sud la technologie.

4.4 Les hydrocarbures

Même si les énergies renouvelables représentent une opportunité pour la diversification de marché pour le futur, la création d'emplois et les investissements assurant aux pays du Golfe une certaine stabilité interne, il n'est pas à négliger le poids toujours essentiel que jouent les hydrocarbures dans les relations internationales. En effet, les économies sont encore fortement dépendantes du marché des hydrocarbures et si les majors pétrolières peuvent investir dans de nouveaux secteurs comme les énergies renouvelables c'est « pour accroître leur portefeuille et capter un nouveau marché et non pas pour changer de modèle »⁴⁴⁴. Et c'est alors dans ce contexte et dans l'optique de la demande du marché asiatique des hydrocarbures qu'il peut aussi être constaté une hausse de partenariats entre la Corée du Sud et les pays Golfe et comme le met en avant l'auteur Le Picard : « (...) l'ouverture des secteurs énergétiques a permis de renforcer les liens économiques entre les deux régions »⁴⁴⁵. Ce constat peut alors être renforcé par l'analyse d'une nouvelle mettant en avant la visite du président Sud-Coréen Yoon à Ulsan, ville coréenne pour le début de la construction d'une « méga-usine pétrochimique » ayant notamment comme ambition de « tripler la production de Naphta »⁴⁴⁶. Ce projet signé en 2019 entre *Aramco* et *S-oil*, a comme ambition de faire passer la « part pétrochimique » de *SOil* de 8 % à 13 %⁴⁴⁷. En concomitance de cette signature, les deux industries ont aussi mis en place des MoU :

« The inauguration also included the signing of a Memorandum of Understanding between the two companies to collaborate on a US\$6 billion Steam Cracker & Olefin Downstream Project which is

⁴³⁹ *Ibid.*

⁴⁴⁰ *Ibid.*

⁴⁴¹ *Ibid.*, p.10317.

⁴⁴² Jae-hyuk PARK, « Yoon's UAE trip raises hopes for policies related to hydrogen economy », *The Korea Times*, 17 janvier 2023. https://www.koreatimes.co.kr/www/tech/2024/02/419_343769.html

⁴⁴³ YONHAP, « Séoul cherche des liens plus étroits avec Riyad pour les grands projets saoudiens », *Agence de Presse Yonhap*, 8 Mars 2023. <https://fr.yna.co.kr/view/AFR20230308002200884>

⁴⁴⁴ Benjamin AUGÉ, « Les majors pétrolières, du tout pétrole aux énergies renouvelables, décryptage d'un changement de modèle ou de communication », in *Hérodote*, 2023, vol.188 no.01, p.24.

⁴⁴⁵ Hugo LE PICARD, « Les économies du Golfe et la transition énergétique. Vers une ère post-pétrolière ? », *op. cit.*, p.29.

⁴⁴⁶ YONHAP, « Yoon présent au lancement de la construction d'une méga-usine S-Oil à Ulsan », *Agence de Presse Yonhap*, 9 mars 2023. <https://fr.yna.co.kr/view/MYH20230310006100884>

⁴⁴⁷ ARAMCO. « Saudi Aramco advances global chemicals strategy with S-Oil expansion project in Ulsan, South Korea », *Aramco*, 26 juin 2019, <https://www.aramco.com/en/news-media/news/2019/aramco-advances-global-chemicals-strategy-s-oil-expansion-korea>

expected to be completed by 2024. The new world class steam cracker will produce ethylene and other basic chemicals out of naphtha and refinery off-gas »⁴⁴⁸.

En effet, cette usine est un projet mené conjointement avec l'Arabie Saoudite, l'emplacement du complexe industriel appartenant à *S-Oil* qui est le troisième plus important raffineur de pétrole en Corée du Sud⁴⁴⁹. Si ce projet connaît l'investissement de l'Arabie Saoudite cela est en partie dû au fait que *S-Oil* est : « détenue à 63,4 % par *Aramco*, cherche à développer ses activités dans la pétrochimie et les énergies vertes afin de diversifier ses moteurs de croissance futurs en s'appuyant sur sa feuille de route pour la neutralité carbone »⁴⁵⁰.

Dans la même lignée, au travers d'industries liées aux hydrocarbures, les Émirats arabes unis ont établi une concession envers différents partenaires. Cet événement déboucha en 2019 à la production de pétrole de la *Korea national Oil Corporation* ainsi que *GS Energy* « (...) dans le cadre d'un consortium avec l'entreprise nationale ADNO »⁴⁵¹. En effet, en 2019, la *ADNOC* a accordé à plusieurs entreprises européennes, mais aussi asiatiques (Chine, Inde, Japon et Corée du Sud) des concessions pétrolières « onshore and offshore oil » ayant notamment comme objectif d'attirer des investissements encore plus importants dans le secteur gazier ou pétrolier⁴⁵². L'exemple de l'auteur au travers du Japon dans ces concessions fait aussi ressortir la variable du renforcement des relations grâce à ces concessions. En effet, pour les Émirats Arabes unis, le Japon représente « (...) the country's largest oil export market »⁴⁵³. Au travers de ces concessions, les Émirats arabes unis s'assurent d'une relation durable au moins jusqu'en 2058, date de l'expiration de la concession⁴⁵⁴. De ce fait en regardant le tableau dans le texte, il peut aussi être constaté que la concession sud-coréenne est établie jusqu'en 2055⁴⁵⁵, garantissant alors dans le futur un accroissement et une pérennité de ces relations.

Le virage vers l'Asie entrepris par les pays du Golfe tel que l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis peut notamment être analysé au prisme des énergies renouvelables, telles que le solaire ou le nucléaire, mais aussi des hydrocarbures. Ce virage caractérise un besoin de sécurité énergétique notamment dans une période de volatilité qui commence dès 2014 avec la production américaine et qui continue de nos jours avec le conflit en Ukraine. Le secteur des énergies renouvelables va amener aussi à une reconfiguration des chaînes de production pouvant entraîner de nouvelles formes de dépendance ou la dépendance aux ressources pourrait alors être substituée à une dépendance aux technologies⁴⁵⁶. Dans ce processus où s'ancrent de nouvelles chaînes de production, la mondialisation et l'industrie 4.0 vont mener à un renforcement des liens unissant le politique et l'économie : « Dans le contexte de la mondialisation contemporaine, les gouvernements sont invités à intégrer plus étroitement l'idée que l'"économie est devenue le principal vecteur de l'influence politique" (Bouyala-Imbert 2017) »⁴⁵⁷. La sécurité s'invite alors dans l'économie pour conserver et protéger le politique. Il fut mentionné à plusieurs reprises dans ce travail le poids important des relations unissant la Corée du Sud avec les pays du Golfe étudiés, la variable nationale et leur volonté de maintenir leurs systèmes et donc une sécurité interne dans des sociétés qui sont soit « malades » en Corée du Sud soit « étouffées » dans les pays du Golfe où la légitimité internationale apparaît comme une réponse à ce problème. Comme le met en avant Serfati, « Le positionnement des pays dans l'espace mondial résulte d'une combinaison de ses performances

⁴⁴⁸ *Ibid.*

⁴⁴⁹ YONHAP, « Yoon présent au lancement de la construction d'une méga-usine S-Oil à Ulsan », *op. cit.*

⁴⁵⁰ *Ibid.*

⁴⁵¹ Hugo LE PICARD, « Les économies du Golfe et la transition énergétique. Vers une ère post-pétrolière ? », *op. cit.*, p.30.

⁴⁵² Steven GRIFFITHS, « Energy diplomacy in a time of energy transition », *op. cit.*, p.5

⁴⁵³ *Ibid.*, p.8.

⁴⁵⁴ *Ibid.*

⁴⁵⁵ *Ibid.*

⁴⁵⁶ Emmanuel HACHE, « La géopolitique des énergies renouvelables : amélioration de la sécurité énergétique et / ou nouvelles dépendances ? », in *Revue internationale et stratégique*, 2016, vol.101 no.01, p.45.

⁴⁵⁷ Claude SERFATI, « La sécurité nationale s'invite dans les échanges économiques internationaux », in *Chronique Internationale de l'IREES*, 2020, vol.169-170, no.1-2, p.84 ; Florence BOUYALA-IMBERT, « EU economic diplomacy strategy », in *Directorate-General for External Policies Policy Department : In-Depth Analysis*, March, 2017, p.4.

économiques et de sa puissance politico-militaire. C'est dans ce cadre qu'il faut comprendre la mobilisation croissante de la "sécurité nationale" comme outil de politique commerciale⁴⁵⁸. Et pour répondre à ce besoin de sécurité nationale, dans un espace mondialisé, l'espace apparaît comme l'endroit où coopération, ouverture de marché et maintien de la sécurité nationale sont possibles.

4.5 L'espace

L'espace, bien qu'éloigné physiquement de la terre, touche un domaine qui fait partie intégrante de la vie de tous les jours. En effet le domaine spatial unit le domaine civil au militaire. L'espace, grâce à ses satellites, est alors un lieu où un État peut surveiller d'autres entités étatiques⁴⁵⁹, dans un objectif de veiller aux intérêts suprêmes d'un État.

Cette surveillance peut s'opérer au travers du recueil de données s'opérant tant par l'observation de la terre par l'espace, l'écoute ainsi que la surveillance sont des domaines sensibles qu'utilisent les services de renseignement ainsi que le secteur militaire⁴⁶⁰. Le domaine spatial de par les données qu'il peut recueillir représente un lieu stratégique pour le domaine militaire qui perçoit un caractère à la fois défensif, mais aussi offensif⁴⁶¹. La géolocalisation, la météo ainsi que la navigation peuvent quant à elles s'avérer utiles pour le domaine civil⁴⁶². Dans le secteur civil, ce domaine paraît aussi comme stratégique étant donné le développement d'un secteur économique ainsi que des technologies qui le sous-tendent⁴⁶³. Dans un monde qui devient de plus en plus interconnecté et notamment sous l'impulsion de l'industrie 4.0, le secteur spatial devient essentiel même au niveau civil puisque « (...) entre 10 et 60 % selon les estimations. Et 40 % des applications *iOS* et *Android* dépendent directement du géopositionnement »⁴⁶⁴. En plus du lien qui unit le civil et le militaire, l'espace et sa sécurisation réunissent tant les considérations de la scène internationale que les politiques nationales menant à une difficulté de définition sur la sécurité spatiale, étant donné sa fluctuation selon les acteurs, institutions et leurs différentes perceptions de la menace⁴⁶⁵. Par ailleurs, faisant le pont avec la partie précédente, il a pu être constaté dans l'espace extra-atmosphérique la présence de ressources telles que l'Helium 3 servant à la fission nucléaire⁴⁶⁶. L'espace est alors un lieu où l'aspect sécuritaire est profondément ancré en raison de son potentiel stratégique, des données qu'il comporte et de la projection de puissance qu'il peut donner à un État.

Il est cependant important de mentionner que les bénéfices économiques liés à l'émergence d'un secteur spatial ne génèrent pas des retombées économiques telles que l'on pourrait l'entendre au sens propre du terme⁴⁶⁷. Pour Vincent Frigeant, l'espace « (...) n'est pas envisagé comme un "espace marchand" au sens où il n'est pas initialement envisagé qu'il puisse susciter le développement d'activités économiques

⁴⁵⁸Claude SERFATI, « La sécurité nationale s'invite dans les échanges économiques internationaux », *op. cit.*, p.88.

⁴⁵⁹Xavier PASCO, « L'espace, domaine de confrontation stratégique », in *Revue Défense Nationale*, 2020, vol.835, no.10, p.60.

⁴⁶⁰François LECOINTRE, « L'espace au cœur des opérations militaires modernes », in *Revue Défense Nationale*, 2020, vol.835 no.10, p.13 ; Thierry CASPAR-FILLE-LAMBIE, « De la surveillance spatiale aux opérations militaires dans l'espace », in *Revue Défense Nationale*, 2020, vol.835 no.10, p.11.

⁴⁶¹Didier ROCH, « Grandeur et servitudes de l'Armée populaire de libération ? », in *OutreTerre*, 2006, vol.15 no.02, p.128.

⁴⁶²RT FRANCE, *L'échiquier Mondial. Espace : la nouvelle course à l'armement*, RT France, 2021, 28, 20. <https://www.youtube.com/watch?v=aU97MvtOv74&list=PLbITKlc-FGG2Rm4HSspQZZSXGFreclUu>

⁴⁶³Didier ROCH, « Grandeur et servitudes de l'Armée populaire de libération ? », *op. cit.*, p.128.

⁴⁶⁴Charles PERRAGIN et Guillaume RENOARD, « Chine — États-Unis, le choc du XXI^e siècle : L'odyssée de l'espace », in *Le Monde diplomatique, Manière de voir*, Avril-Mai 2020, no.170. <https://www.monde-diplomatique.fr/mav/170/PERRAGIN/61708>

⁴⁶⁵Florence GAILLARD-SBOROWSKY, « La sécurité spatiale : Entre sécurité internationale et sécurité nationale », in *La Géographie*, 2022, vol.1584 no.01, p.37.

⁴⁶⁶Isabelle BOUVET, « Certitudes et incertitudes sur le droit des ressources naturelles dans l'espace », in *L'information Géographique*, 2010, vol.74 no.02, p.103 ; Charles PERRAGIN et Guillaume RENOARD, « Chine — États-Unis, le choc du XXI^e siècle : L'odyssée de l'espace », *op. cit.*

⁴⁶⁷Philippe CLERC, Eric DAUTRIAT, Vincent FRIGANT, Isabelle SOURBÈS-VERGER, Philippe VARNOTEAU, Propos recueillis par Catherine RADTKA, « L'insertion des activités spatiales dans la sphère économique », in *Entreprises et histoire*, 2021, vol.102 no.01, p.174.

autonomes ou réalisables uniquement depuis l'espace»⁴⁶⁸. Si l'espace n'est pas un lieu d'échanges économiques, son développement est néanmoins un stimulus pour l'économie puisqu'il permet le développement de R&D, de technologie, d'électronique, etc.⁴⁶⁹.

Les demandes économiques ainsi que technologiques du secteur spatial font de ce domaine, un domaine restreint accessible à un petit nombre de pays tels que : les États-Unis, la Chine, la Russie, l'Union européenne, le Japon, l'Inde, Israël ainsi que la Corée du Sud et du Nord⁴⁷⁰. Même dans cette liste, il existe une disparité en termes de capacité avec les États-Unis dominant ce secteur et la Corée du Sud apparaissant comme « novice ». En effet, ce n'est seulement qu'en 2013, 5 semaines après l'essai de la fusée nord-coréenne, que le premier satellite sud-coréen à but scientifique fut lancé et que la Corée du Sud est entrée dans le club spatial⁴⁷¹. Le développement du secteur spatial sud-coréen est lié à des besoins de sécurité nationale⁴⁷². Par ailleurs, même si la Corée du Sud connaît des ambitions spatiales et mise notamment dans son secteur de R&D, qui favorisa l'émergence de ses technologies, elle reste largement dépendante des technologies américaines notamment dans les lanceurs spatiaux⁴⁷³. Il est d'ailleurs à ce titre intéressant d'analyser les dépenses en recherche et développement de la Corée du Sud en pourcentage du PIB. Il peut en effet être constaté que la Corée du Sud a toujours alloué une part importante à ce domaine, mais il peut aussi être constaté une nette augmentation depuis 2016 dans la R&D représentant en 2016 3,99 % pour atteindre en 2020 4,81 %⁴⁷⁴. Cette augmentation pourrait alors montrer la volonté coréenne de se positionner comme pays novateur et par conséquent moins dépendre des technologies américaines. La Corée du Sud et Israël sont les deux pays ayant la plus importante part de R&D dans leur PIB. En effet cela représente pour Israël en 2020 5,44 %, contre 3,45 % pour les États-Unis, 3,26 % pour le Japon et 2,4 % pour la Chine en 2020⁴⁷⁵. Concernant les pays du Golfe, il est à noter que leur part en R&D est bien moindre que ces pays, mais est en augmentation depuis quelques années. En effet en 2011 les Émirats arabes unis, la part de R&D dans le PIB représentait 0,49 % et en 2020 est passée à 1,45 %, situant ce pays dans la région du Golfe persique en tête pour la R&D⁴⁷⁶. L'Arabie saoudite est quant à elle passe en 2009 de 0,07 % à 0,52 % en 2020⁴⁷⁷. Bien que ces chiffres pour les pays de Golfe soient faibles comparés à la Corée du Sud ou à Israël, ils n'en démontrent pas moins une tendance à vouloir « investir » dans ce domaine. Cette dépendance américaine, pousse aussi la Corée du Sud à vouloir développer son secteur spatial, tel que le met en avant son livre blanc de la défense. En effet, bien que mentionnant l'importance d'une coopération notamment dans des relations sud-coréenne et américaine dans ce domaine⁴⁷⁸, le livre blanc montre aussi une ambition de développement propre du secteur, bien que celui-ci ne le dise pas explicitement :

« In preparation for nonmilitary threats such as cyber and space threats, terrorism, and disasters, the MND [Ministry of Defense] will lay the foundation for strengthening effective space capabilities and is planning to expand its capabilities to respond promptly to acts of terror and its transportation and rescue capabilities for disasters by field deploying micro-satellite system, space weather forecast and warning system, anti-aircraft laser weapons, and large-scale transport ships. Furthermore, the MND will contribute to the development of defense industry and revitalization of the economy by expanding its investment in the defense R&D field and investing in 8 major national defense strategy technologies such

⁴⁶⁸ *Ibid.*

⁴⁶⁹ *Ibid.*

⁴⁷⁰ Christian MAIRE, « Nouveaux États-membres du club spatial : perspectives stratégiques », in *Revue Défense Nationale*, vol.791 no.06, 2016, p.93.

⁴⁷¹ Jonathan GUILLET, « L'Asie et l'espace : bilan et perspectives pour la décennie 2015- 2025 », in *Monde chinois*, 2014, vol.37 no.01, p.130.

⁴⁷² Geunho SONG et Darrell L. SMITH, « A Study on the Space Competition on the Korean Peninsula and Proposal on South Korea's Space Capability Development », in *The Korean Journal of Defense Analysis*, 2022, vol.34 no.01, p.32.

⁴⁷³ *Ibid.*, p.28.

⁴⁷⁴ LA BANQUE MONDIALE, « Dépenses en recherche et développement (% du PIB) — Korea, Rep., United Arab Emirates, Saudi Arabia, Japan, China, United States, Israel », *La Banque Mondiale*, s.d. <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/GB.XPD.RSDV.GD.ZS?locations=KR-AE-SA-JP-CN-US-IL>

⁴⁷⁵ *Ibid.*

⁴⁷⁶ *Ibid.*

⁴⁷⁷ *Ibid.*

⁴⁷⁸ MINISTRY OF NATIONAL DEFENSE REPUBLIC OF KOREA, 2020 *Defense White Paper*, op. cit., pp.93-95.

as ultra-high-speed and high-power precision strikes, the manned and unmanned hybrid combat execution, and in cutting-edge defense science technology of the Fourth Industrial Revolution. [...] In 2018, the MND participated in the revision of the "Basic Plan for the Promotion of Space Development", which establishes the mid- to long-term goals of governance and the basic directions for national space development. [...] In accordance with the mid- to long-term development goals for defense space power, the revised plan presents four key areas— establishment of a policy framework, development of an operating system, buildup of space capabilities, and expansion of internal and external cooperation—and detailed implementation tasks for each field »⁴⁷⁹.

Par ailleurs si Séoul veut maintenir son ambition de l'industrie 4.0, elle ne pourra y arriver sans le développement de son secteur spatial : « After the era of state-led space development, the space industry is now entering a new era using the technology of big data analysis, virtual space, and artificial intelligence (AI) along with the Fourth Industrial Revolution, a new space race era. [...] Without the development of the space industry, a successful Fourth Industrial Revolution cannot be carried out »⁴⁸⁰.

Cette volonté mise en avant par le ministère de la Défense fait écho à la mise en orbite le 21 juin 2022 de la fusée SLV (*Satellite Launch Vehicle*) appeler *Nuri* (KSLV-II). Après un premier échec en octobre 2021, la Corée du Sud arrive avec ce lancement à mettre en orbite un satellite de plus de 1 tonne, ce qui rapproche de plus en plus la Corée du Sud avec les puissances spatiales⁴⁸¹. Puisque seuls la Chine, les États-Unis, la Russie, l'Inde, la France et le Japon possèdent cette capacité⁴⁸². Par ailleurs, symptomatique de cette volonté d'acquiescer une plus grande indépendance, le journal coréen d'information *Yonhap*, un des plus importants dans le pays, précise que *Nuri* fut « développé localement » avec sa propre technologie et avec l'aide de plus de « 300 entreprises locales »⁴⁸³. Le journal *Nikkei Asia*, partenaire du *Financial Times*, met en avant les propos du ministre des Sciences Lee Jong-ho : « We don't need to borrow launch space or launchers from other countries. We can shoot into space whenever we want »⁴⁸⁴. Dans la même foulée, le 27 décembre 2022 est entré en orbite l'orbiteur lunaire *Danuri* et a envoyé les premières photos de la face cachée de la lune en mars 2023⁴⁸⁵.

L'ambition spatiale sud-coréenne vise alors à répondre à son contexte national/régional, mais peut aussi sous-tendre une volonté internationale. En effet, l'auteur Choo en parlant des technologies mentionnait : « Without full commitment and determination, it will lose a fantastic opportunity to become a rule-maker and "Global Pivotal State" »⁴⁸⁶. Cette volonté de devenir un état pivot est peut-être corroborée par les propos mêmes du Président sud-coréen, M. Yoon, quand le journal *Yonhap* indique : « Le président a rappelé que son administration avait dévoilé l'année dernière sa stratégie indopacifique en tant qu'"État pivot mondial" et qu'elle avait porté à un niveau supérieur la coopération en matière de sécurité économique avec l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis »⁴⁸⁷. Ce potentiel qu'a la Corée du Sud d'être un état pivot pourrait alors être transposé à l'espace puisque comme le mentionne Lekini : « La longue liste des enjeux (...) qui sont associés à cette transformation rapide des équilibres dans le domaine spatial

⁴⁷⁹ *Ibid.*, pp.135; 93-95

⁴⁸⁰ Geunho SONG et Darrell L. SMITH, « A Study on the Space Competition on the Korean Peninsula and Proposal on South Korea's Space Capability Development », *op. cit.*, pp.24,33.

⁴⁸¹ YONHAP, « (FOCUS) Avec le succès de Nuri, la Corée du Sud se rapproche de devenir une puissance technologique spatiale », *Agence de Presse Yonhap*, 21 juin 2022, <https://fr.yna.co.kr/view/AFR20220621003900884>

⁴⁸² *Ibid.*

⁴⁸³ *Ibid.*

⁴⁸⁴ Jaewon KIM, « South Korea succeeds in 2nd home-developed space rocket attempt », *Nikkei Asia*, 21 juin 2022, <https://asia.nikkei.com/Business/Aerospace-Defense-Industries/South-Korea-succeeds-in-2nd-home-developed-space-rocket-attempt>

⁴⁸⁵ YONHAP, « L'orbiteur Danuri envoie des photos de la face cachée de la Lune », *Agence de Presse Yonhap*, 12 avril 2023, <https://fr.yna.co.kr/view/AFR20230412001700884>

⁴⁸⁶ Jaewoo CHOO, « South Korea and IPEF: Rationale, Objectives and the Implications for Partners and Neighbors », *op. cit.*, p.28.

⁴⁸⁷ YONHAP, « La politique étrangère impacte le quotidien de la population, selon Yoon », *Agence de Presse Yonhap*, 05 avril 2023, <https://fr.yna.co.kr/view/AFR20230405002900884>

nous a conduits à réfléchir sur la fonction pivot de l'espace extra-atmosphérique qui s'impose désormais comme l'une des caractéristiques majeures de la puissance sur la scène internationale »⁴⁸⁸.

Par ailleurs la volonté sud-coréenne d'accorder une plus grande importance à son secteur spatial peut aussi s'illustrer au travers de la nouvelle mouvance de ce domaine, nommé le *New Space*. Le *New Space* peut être caractérisé par la venue des acteurs privés dans ce domaine tels que *Space X* et par une forme de démocratisation de l'espace qui s'opère avec la venue d'entreprises privées⁴⁸⁹. En développant alors un espace où acteurs public et privé se rencontrent, l'ambition des États serait de favoriser l'émergence des technologies :

« (...) l'initiative d'entreprises privées s'appuyant sur les infra-structures spatiales existantes tout en les intégrant dans d'autres logiques, en particulier celle des technologies de l'information et de l'Internet. L'objectif, soutenu par les pouvoirs publics, est de favoriser l'intervention d'acteurs ne faisant pas partie du secteur spatial traditionnel afin qu'ils contribuent à son ouverture en offrant des produits en *open source*, comme les *cubesats*, de très petits satellites – d'où l'expression "espace 2.0" pour désigner ces évolutions, également utilisées pour marquer l'idée d'une démocratisation des techniques spatiale »⁴⁹⁰.

Dans le cas de la Corée du Sud avec ses conglomérats spécialisés notamment dans la technologie, la vague du *New espace* peut représenter une opportunité.

Cette dérégularisation du domaine spatial va amener aussi la montée de nouveaux acteurs émergents tels que les Émirats arabes unis et l'Arabie saoudite. Ces pays décèlent dans ce domaine une capacité tant à projeter leur puissance qu'à dynamiser leur « imaginaire national » en assurant une certaine fierté⁴⁹¹. Bien qu'étant à leur début du développement de leur secteur spatial, ces pays montrent néanmoins leurs ambitions de projection de puissance dans l'espace extra-atmosphérique et mettant l'accent sur les bénéfices que peuvent apporter le transfert de technologies ainsi que la formation⁴⁹². L'Arabie saoudite a mis en place en 2018 une commission spatiale qui répond à sa Vision 2030 et devient de plus en plus active dans la mise en place de communication et d'observation⁴⁹³. Par ailleurs sa logique se base sur la construction ainsi que le développement « (...) d'une filière nationale fortement intégrée »⁴⁹⁴. De nos jours, seuls les Émirats semblent avoir développé un programme spatial ambitieux, dans la continuité de leur diversification économique⁴⁹⁵. En effet, en 2014 les Émirats ont mis en place l'*UAE Space Agency* ainsi que leur programme d'exploration sur Mars⁴⁹⁶. Cette agence spatiale émiratie a développé une stratégie nationale de l'espace qui mélange plusieurs éléments notamment, la quatrième révolution industrielle⁴⁹⁷. Suivant cette mouvance, en 2015/2016 les Émirats arabes unis ont mis en place le *UAE center for space research and sciences*⁴⁹⁸. Cette mise en place de nouvelles institutions a débouché en 2019 sur la mise en place d'une stratégie spatiale intitulée la « National Space Strategy 2030 »⁴⁹⁹. Par rapport au lien

⁴⁸⁸ Éric Bertrand LEKINI, « Le New Space extra-atmosphérique : vecteur d'égalisation stratégique ou nouveau heartland de la distribution de la puissance ? », in *Stratégique*, 2021, vol.126-127, no.2-3, p.76.

⁴⁸⁹ Isabelle SOURBÈS-VERGER, « La Russie à la reconquête de sa puissance spatiale », in *Revue Défense Nationale*, 2017, vol.802 no.07, pp.91-92.

⁴⁹⁰ *Ibid.*

⁴⁹¹ Florence GAILLARD-SBOROWSKY, « L'espace dans les pays arabes : outil de développement et élément de reconnaissance nationale ou régionale », in *L'Information géographique*, 2010, vol.74 no.02, p.76.

⁴⁹² *Ibid.*, p.67.

⁴⁹³ Nicolas KERAUDREN, « Espace : les Émirats arabes unis et l'Arabie saoudite veulent voir plus grand », *RFI*, 13 février 2023, <https://www.rfi.fr/fr/moyen-orient/20230213-espace-les-%C3%A9mirats-arabes-unis-et-l-arabie-saoudite-veulent-voir-plus-grand> ; Béatrice HAINAUT, « La "conquête de l'espace" par les États arabes », in *DSI [Défense et Sécurité internationale]*, Novembre-Décembre 2019, no.144, p.39.

⁴⁹⁴ Florence GAILLARD-SBOROWSKY, « L'espace dans les pays arabes : outil de développement et élément de reconnaissance nationale ou régionale », *op. cit.*, p.70.

⁴⁹⁵ *Ibid.*, p.68.

⁴⁹⁶ UAE SPACE AGENCY, *National Space Strategy (Summary) 2030*, Abu Dhabi, Federal Authority, 2019, p.13, <https://space.gov.ae/Documents/PublicationPDFFiles/2030-NationalStrategy-Summary-EN.pdf>

⁴⁹⁷ *Ibid.*, p.15.

⁴⁹⁸ *Ibid.*, p.34.

⁴⁹⁹ Béatrice HAINAUT, « La "conquête de l'espace" par les États arabes », *op. cit.*, p.39.

unissant la Corée du Sud et ces pays, seuls les Émirats arabes unis ont développé conjointement avec la Corée à l'aide d'une collaboration dans le domaine des satellites, comme peut l'en attester *Dubaisat* (2009-2013)⁵⁰⁰. Suivant cette collaboration, le satellite *Khalifasat* : « (...) the first UAE manufactured satellite, KhalifaSat, was delivered to South Korea for testing until the launch planned in late 2018 »⁵⁰¹. La coopération entre ces différentes entités est alors à ses prémices. Et il semble aussi important de mentionner que la collaboration qu'entretiennent les Émirats arabes unis avec l'Asie ne se limite pas à la Corée du Sud puisque le Japon collabore aussi avec les Émirats comme peut l'en attester l'envoi en orbite de la sonde émiratie *Hope* par le Japon⁵⁰². L'envoi de cette sonde émiratie s'inscrit dans un objectif de soft power puisqu'elle permet de construire une image notamment celle de l'affirmation et du « retour de la grandeur scientifique de la nation arabe »⁵⁰³.

Comme mentionné dans les variables énergétiques de cette quatrième partie, avec les ambitions du développement de l'industrie 4.0 dans un but notamment de sécurité énergétique et en connaissant les enjeux stratégiques que représente le domaine spatial, les relations entre la Corée du Sud et les pays du Golfe, notamment par le biais de transfert de technologies, ont toutes les chances de se développer dans le futur. En effet, ces relations seront plus à même de connaître une expansion surtout s'il y a une volonté sud-coréenne de moins dépendre des technologies américaines, car comme il a pu être constaté dans le domaine nucléaire, la dépendance aux technologies américaines peut amener ces derniers à bloquer l'entrée de la Corée du Sud sur certains marchés, comme l'illustre l'exemple de la République tchèque.

En somme la variable du domaine spatial est une variable qui se doit d'être suivie et pourrait dans le futur, faire l'objet de nouvelles recherches, notamment au travers de la coopération des technologies entre les puissances moyennes. Dans des sociétés ayant une technologie de surveillance accrue, telle la Corée du Sud, les Émirats arabes unis, l'espace représenteraient alors un lieu de maintien de la sécurité nationale, tout en favorisant l'émergence de liens économiques et des échanges de technologies de surveillance entre ces pays.

L'espace représente alors l'aube de nouvelles opportunités, il y tient une promesse de projection de puissance, harmoniserait les ambitions de ces pays, qui grâce aux technologies auraient une place dans le ciel, conjointement avec leur énergie et technologie présente sur terre.

⁵⁰⁰Hae Won JEONG, « Beyond Resource Diplomacy and Economic Statecraft: UAE-ROK Relations in the 21st Century », *op. cit.*, p.243.

⁵⁰¹ *Ibid.*

⁵⁰² Isabelle SOURBÈS-VERGER, « Chine, Russie, Inde, Japon : essai de typologie de leurs ambitions spatiales en 2019 », in *Annales des Mines — Réalités Industrielles*, Mai 2019, no.02, p.29.

⁵⁰³ Isabelle SOURBÈS-VERGER, « L'espace, lieu particulier des rivalités politiques et technologiques », in *Revue Défense Nationale*, 2022, vo.851 no.06, p.74.

5. Conclusion

L'image d'un monde où régnait une unipolarité, suite à la guerre froide, semble désuète. L'émergence de la Chine en tant qu'acteur pouvant « défier » la puissance américaine a fait émerger aussi la possibilité d'entrevoir un monde multipolaire. L'avènement de cette multipolarité a pu être cerné lors de la première partie en analysant les défis auxquels faisaient face la Corée du Sud ainsi que les États du Golfe étudiés. Les États se questionnent sur leur futur économique et sécuritaire. Dans cette constellation multipolaire où se trouve une diversité d'États avec des régimes, culture, langues différentes, les relations économiques dans un but de gain mutuel se doivent alors de trouver une harmonie. Harmonie, concept qui se retrouve dans ces sociétés au travers de la *Wasta* pour le Moyen-Orient et le *Yongo*, prenant source dans le confucianisme pour la Corée du Sud. Ces concepts favorisent aussi l'essor d'une réciprocité et compréhension mutuelle et donc de potentiels projets communs, puisque des similitudes se retrouvent dans ces concepts. La recherche d'harmonie passe notamment par l'ouverture de nouveaux marchés afin de saisir les nouvelles opportunités pour retrouver un équilibre entre économie et sécurité, pilier d'un État. Dans la variable qui fut étudiée du domaine de l'armement, la Corée du Sud se positionne comme un acteur voulant accroître sa part de marché à l'aide de son impulsion technologique : « South Korea exemplifies how an emerging supplier can contribute to the further diffusion of arms production capabilities to other countries by using licensed production and technology transfers to gain market shares »⁵⁰⁴. La volonté des pays du Golfe de chercher un autre partenaire favorise la rencontre d'opportunité économique pour Séoul et besoin de sécurité pour les pays du Golfe.

La variable de l'énergie a mis en avant le besoin de sécurité qu'éprouve chacun des États étudiés ci-dessous. Dans une période de transition énergétique, les pays qui sauront se positionner comme des « leaders » d'un « monde vert », amèneront à un basculement de la géopolitique actuelle de l'énergie⁵⁰⁵. Et c'est alors aussi dans ce contexte et ne voulant pas perdre leur place en tant qu'acteurs importants de la géopolitique de l'énergie que les pays du Golfe persique tentent de trouver de nouvelles opportunités de marché afin de sécuriser leurs échanges, mais aussi leur stabilité politique puisque comme le souligne l'auteur Carcanague : « En tout état de cause, un effort substantiel d'investissement dans le capital humain, dans la formation et dans la montée en gamme des productions sera nécessaire pour faire face à ces évolutions, ce qui ne pourra se réaliser sans un mouvement de diversification économique, sous peine de remettre en cause la stabilité politique »⁵⁰⁶. Ce besoin de sécurité trouve ses racines dans un contexte national où la sécurisation énergétique amenant à l'ouverture de nouveaux partenariats dans un environnement régional et international complexe semble pouvoir répondre à ces défis. Et c'est alors surtout depuis la crise de 2008 et avec les avancées technologiques que les relations entre la Corée du Sud et l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis ont évolué vers une relation économique axée sur la défense, pouvant notamment être illustrée avec le domaine de l'armement. Ainsi le domaine de l'armement est le symptôme de ce changement. L'espace ouvre quant à lui la voie d'un nouveau marché de coopération, qui serait l'aboutissement de cette rencontre entre le Golfe et la Corée du Sud. Les variables de la technologie rencontrent l'économie et ensemble font naître la variable sécuritaire, et notamment celle de la sécurité énergétique.

Les relations internationales ont la particularité d'être en perpétuelle mouvance, des partenariats autrefois privilégiés se verront dénoués au profit, d'un nouvel acteur pouvant apporter des bénéfices plus importants à l'instant T. Telle la physique, créatrice de l'énergie qui nous entoure, le monde peut être caractérisé de charges positive et négative, de particules qui se rassemblent pour créer une matière. Au travers de ce mémoire, il a pu être perçu comment des pays tels que l'Arabie saoudite, la Corée du Sud et les Émirats arabes unis se sont rencontrés. Même si tout semblait les séparer, le besoin de sécurité les a rapprochés. La physique permet aussi d'illustrer ce rapprochement. Le proton, particule subatomique

⁵⁰⁴ Lucie BÉRAUD-SUDREAU, Diego LOPES DA SILVA, Alexandra KUIIMOVA et Pieter D WEZEMAN, « Emerging Suppliers in the Global Arms Trade », *op. cit.*, p.17.

⁵⁰⁵ Samuel CARCANAGUE, « Pays exportateurs d'hydrocarbures, les grands perdants de la transition énergétique ? », in *Revue internationale et stratégique*, 2019, vol.113 no.01, p.130.

⁵⁰⁶ *Ibid.*, p.128.

essentielle dans la formation d'un atome dont il compose le noyau, comporte une masse due à l'interaction énergétique opérée entre les quarks et les gluons. Particule essentielle dans la formation de l'Uranium 235, et donc à la fission nucléaire, le proton semble indispensable dans la formation de matière convoitée par les pays pour des besoins tant de sécurité que de prestige. Le photon, onde électromagnétique, n'a pas de masse et puise sa force dans l'électromagnétique. Tout semble alors éloigner les protons et les photons. Pourtant, un photon peut être émis par l'interaction d'un atome :

« L'électron interagit avec le proton en échangeant un photon, un grain de lumière, qui va nous dévoiler la structure du proton. [...] nous faisons interagir un faisceau d'électrons avec des protons ; plus exactement l'électron et le proton échangent un photon. Ce photon a une longueur d'onde suffisamment petite pour interagir avec un quark à l'intérieur de ce dernier, et non pas le proton dans son ensemble »⁵⁰⁷.

Élément essentiel dans la capture de l'énergie solaire, le photon semble lui aussi au même titre que le proton aider à la formation d'une énergie :

« Plusieurs technologies existent pour capter et convertir l'énergie solaire (photovoltaïque, thermique et thermodynamique). Elles sont basées sur la captation de l'énergie des photons, particules énergétiques qui composent la lumière. Les technologies développées permettent de convertir leur énergie en chaleur ou en électricité »⁵⁰⁸.

Une forme d'énergie cinétique s'opère entre ces deux éléments, que tout semblait différencier de par leur propriété. Cette image de la physique qui nous entoure permet d'illustrer les relations de la Corée du Sud avec les pays du Golfe. Tout semblait différencier ces acteurs et pourtant, ces derniers semblent complémentaires et favorisent la volonté de projection de puissance que tente d'opérer la Corée du Sud. Les États-Unis ont été pendant de nombreuses années un interlocuteur essentiel dans ces pays, mais avec leur politique s'orientant plus vers un retour à l'isolationnisme, ils ont laissé le photon (pays du Golfe) interagir avec le proton (la Corée du Sud). L'énergie, les technologies et les besoins de stabilité nationaux, pour masquer les distorsions qui s'opèrent, ont fait émerger une relation emprunte d'intérêts liés à la défense et la sécurité. Ensemble, dans un monde où la recherche de nouvelles sources d'énergie s'opère, ils forment une nouvelle énergie, ouvrent la voie à de nouveaux partenariats, et harmonisent leurs relations. L'harmonie de la géopolitique peut alors aussi être comprise comme une harmonie des forces physiques.

⁵⁰⁷ CEA IFRU, « La face cachée du proton », CEA Institut de recherche sur les lois fondamentales de l'Univers, 17 octobre 2016, https://irfu.cea.fr/Phocea/Vie_des_labos/Ast/ast.php?id_ast=3822

⁵⁰⁸ CEA, « Énergies, climat : les défis de la recherche : Les énergies alternatives au CEA », CEA, 7 septembre 2013, <https://www.cea.fr/Pages/domaines-recherche/energies/energies-climat-defis-recherche.aspx?Type=Chapitre&numero=4>

Bibliographie

- AHN, Se Hyun, « "Conceptualizing and Framing Economic Security?: The Case of 30 Year Russian-Korean Security Relations Tested », in *The Korean Journal of Defense Analysis*, 2021, vol. 1, no. 33, pp. 165-183, <https://doi.org/10.22883/kjda.2021.33.1.008>
- ALDOSSARI, Maryam et ROBERTSON, Maxine, « The role of waste in repatriates' perceptions of a breach to the psychological contract: a Saudi Arabian case study », in *The International Journal of Human Resource Management*, 2016, vol. 16, no. 27, pp. 1854-1873. <https://doi.org/10.1080/09585192.2015.1088561>
- ALMARSHOUD, A.F. et ELFADIL, Adam, « A transition toward localizing the value chain of photovoltaic energy in Saudi Arabia », in *Clean Technologies and Environmental Policy*, 2021, no. 23, pp. 2049–2059. <https://doi.org/10.1007/s10098-021-02102-2>
- ALSARHAN, Fadi, « Chapitre 10. Grasping the Concept of Waste and Its Place in HRM in the Middle East (ME) », in SINHA, Paresha, PATEL, Parth et PRIKSHAT, Verma (ed), *International HRM and Development in Emerging Market Multinationals*, New York, Routledge, 2021, pp. 192-211.
- ANDERSON, Benedict, « Chapter 1. Introduction », in ANDERSON, Benedict (ed), *Imagined Community: Reflections on the Origin and Spread of Nationalism*, London, Verso, 2nd edition, 2006, pp. 1-7.
- APPERT, Olivier, « Géopolitique de l'énergie à l'horizon 2050 », in *Annales des Mines — Responsabilité et environnement*, 2019, vol. 3, no. 95, pp. 124-127. <https://doi.org/10.3917/re1.095.0124>
- APPERT, Olivier, « Quelles perspectives pour la politique pétrolière américaine ? », in *Éditoriaux de l'Ifri: Édito Énergie*, May 2017. https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/appert_politique_petroliere_americaaine_2017.pdf
- APPERT, Olivier, « Le marché pétrolier à la croisée de la géologie, de l'économie et de la géopolitique », in *Annales des Mines — Responsabilité et environnement*, 2016, vol. 3, no. 83, pp. 97-100. <https://doi.org/10.3917/re1.083.0097>
- ARONCZYK, Melissa « "Living the Brand": Nationality, Globality and the Identity Strategies of Nation Branding Consultants », in *International Journal of Communication*, 2008, no. 2, pp. 41-65. <https://ijoc.org/index.php/ijoc/article/view/218>
- AUGÉ, Benjamin, « Les majors pétrolières, du tout pétrole aux énergies renouvelables, décryptage d'un changement de modèle ou de communication », in *Hérodote*, vol. 1, 2023, no. 188, pp. 11-26. <https://doi.org/10.3917/her.188.0011>
- AZAD, Shirzad, « Tethered to Sanctions to the Nth Degree: The Rise and Fall of South Korea in Iran », in *Contemporary Review of the Middle East*, 2023, vol. 10, no. 1, <https://doi.org/10.1177/23477989221140684>
- BADEL, Laurence, « Chapitre 14. Diplomatie économique, diplomatie d'entreprise », in BALZACQ, Thierry (et al.), *Manuel de Diplomatie*, Paris, Presses de Sciences Po, 2018, pp. 243-261.
- BACCHI, Clément, « Contrôle des investissements chinois dans l'Union européenne : La fin de la naïveté, ou comment a émergé un mécanisme européen de filtrage des investissements directs étrangers », Mémoire de M.A., Paris, SciencesPo, 2021. <https://www.sciencespo.fr/public/sites/sciencespo.fr/public/files/BACCHI%20Clement.pdf>
- BARBIER, Edward B, « Économie verte et développement durable: enjeux de politique économique », in *Reflets et perspectives de la vie économique*, 2012, vol. 4, Tome LI, pp. 97-117. <https://doi.org/10.3917/rpve.514.0097>

- BARJOT, Dominique, « Le “miracle” économique coréen (1953-2013) Réalités et limites », in *Outre-Terre*, 2014, vol. 2, no. 39, pp. 37-65. <https://doi.org/10.3917/oute1.039.0037>
- BARJOT, Dominique, « Le développement économique de la Corée du Sud depuis 1950 », in *Les Cahiers de Framespa*, 2011, 2011, pp. 1-20. <https://doi.org/10.4000/framespa.899>
- BARR, James, *Une ligne dans le sable*, Paris, Gallimard — Tempus Perrin, 2019.
- BATTISTELLA, Dario, CORNUT, Jérémie et BARANETS, Élie, « Chapitre 4. Le paradigme réaliste », in BATTISTELLA, Dario (et al.), *Théories des relations internationales*, Paris, Presses de Sciences Po, 2019, pp. 121-168.
- BAUCHARD, Denis, « Le Moyen-Orient, un angle mort de la politique américaine ? », in *Revue Défense Nationale*, 2022, vol. 1, no. 846, pp. 15-25. <https://doi.org/10.3917/rdna.846.0015>
- BELLAIS, Renaud, FOUCAULT, Martial et OUDOT, Jean-Michel, « Conclusion », in BELLAIS, Renaud, FOUCAULT, Martial et OUDOT, Jean-Michel (dir.), *Économie de la défense*, Paris, La Découverte, 2014, pp. 111-112.
- BÉRAUD-SUDREAU, Lucie (et al.), « Emerging Suppliers in the Global Arms Trade », in *SIPRI Insights on Peace and Security*, 2020, no. 13, pp. 1-24. <https://www.sipri.org/publications/2020/sipri-insights-peace-and-security/emerging-suppliers-global-arms-trade>
- BERTHÉLEMY, Michel et LÉVÊQUE, François, « Korea nuclear exports: Why did the Koreans win the UAE tender? Will Korea achieve its goal of exporting 80 nuclear reactors by 2030? », in *Cerna Working Paper Series, Working Paper 2011-04*, Centre d'économie industrielle — Cerna, Mines ParisTech, pp. 1–26. <https://inis.iaea.org/collection/NCLCollectionStore/Public/43/035/43035079.pdf?r=1>
- BIDET, Eric, « La construction du 'soft Power' : l'exemple de la Corée du Sud », in *CERISCOPE Puissance*, <http://ceriscope.sciences-po.fr/puissance/content/part2/laconstruction-du-soft-power-l-exemple-de-la-coree-du-sud?page=2>
- BLOUET, Brian W., « Halford Mackinder and the Pivotal Heartland », in BLOUET Brian B. (ed), *Global Geostrategy: Mackinder and the Defence of the West*, Londres, Frank Cass Publishers, 2005, pp. 1-17.
- BOLIN, Göran et STÅHLBERG, Per, « Between Community and Commodity: Nationalism and Nation Branding », in ROOSVALL, Anna et SALOVAARA-MORING, Inka (ed), *Communicating the Nation: National Topographies of Global Media Landscapes*, Göteborg, Nordicom, 2010, pp. 79-101.
- BONDAZ, Antoine, « Chine/Corée du Sud: une frustration réciproque », in *Politique étrangère*, 2021, vol. 2, no. Été, pp. 27-40. <https://doi.org/10.3917/pe.212.0027>
- BONDAZ, Antoine, « La péninsule coréenne, entre autonomie et dépendance », in *Pouvoirs*, 2018, vol. 4, no. 167, pp. 95-106. <https://doi.org/10.3917/pouv.167.0095>
- BONDAZ, Antoine, « Chine-Corée du Sud: un difficile équilibre », in *Outre-Terre*, 2014, vol. 2, no. 39, pp. 268-279. <https://doi.org/10.3917/oute1.039.0268>
- BONDAZ, Antoine, « Korea Global: diplomatie globale d'une puissance moyenne », in *Monde chinois*, 2013, vol. 2, no. 34, pp. 19-29. <https://doi.org/10.3917/mochi.034.0019>
- BOULANGER, Philippe, « Les défis géopolitiques d'une nouvelle puissance régionale: les Émirats arabes unis », in *Hérodote*, 2009, vol. 2, no. 133, pp. 58-91. <https://doi.org/10.3917/her.133.0058> .
- BOURGEY, André, « L'histoire des Émirats arabes du Golfe », in *Hérodote*, 2009, vol. 2, no. 133, pp. 92-99. <https://doi.org/10.3917/her.133.0092>

BOUVET, Isabelle, « Certitudes et incertitudes sur le droit des ressources naturelles dans l'espace », in *L'information Géographique*, 2010, vol. 2, no. 74, pp. 103-114. <https://doi.org/10.3917/lig.742.0103>

BOUYALA-Imbert, Florence, « EU economic diplomacy strategy », in *Directorate-General for External Policies Policy Department: In-Depth Analysis*, March 2017, pp. 1-17. [https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/IDA/2017/570483/EXPO_IDA\(2017\)570483_EN.pdf](https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/IDA/2017/570483/EXPO_IDA(2017)570483_EN.pdf)

CABESTAN, Jean-Pierre, « L'évolution de la politique étrangère chinoise depuis 2000 », in CABESTAN, Jean-Pierre (dir.), *La politique internationale de la Chine*, Paris, Presses de Sciences Po, 2022, pp. 57-124.

CABESTAN, Jean-Pierre, « La Chine et les pays en développement. Entre coopération, prédation et leadership », in CABESTAN, Jean-Pierre (dir.), *La politique internationale de la Chine*, Paris, Presses de Sciences Po, 2022, pp. 527-601.

CABESTAN, Jean-Pierre, « Conclusion. Intégration, volonté de puissance et risques de guerre », in CABESTAN, Jean-Pierre (dir.), *La politique internationale de la Chine*, Paris, Presses de Sciences Po, 2022, pp. 603-623.

CAMAU, Michel, « L'exception autoritaire ou l'improbable point d'Archimède de la politique dans le monde arabe », in PICARD, Élisabeth (dir.), *La politique dans le monde arabe*, Paris, Armand Colin, 2006, pp. 29-54.

CARCANAGUE, Samuel, « Pays exportateurs d'hydrocarbures, les grands perdants de la transition énergétique ? », in *Revue internationale et stratégique*, 2019, vol. 1, no. 113, pp. 119-131

CASPAR-FILLE-LAMBIE, Thierry, « De la surveillance spatiale aux opérations militaires dans l'espace », in *Revue Défense Nationale*, 2020, vol. 10, no. 835, pp. 9-12. <https://www.cairn.info/revue-defense-nationale-2020-10-page-9.htm?contenu=article> .

CEA, « Énergies, climat: les défis de la recherche: Les énergies alternatives au CEA », in *CEA*. <https://www.cea.fr/Pages/domaines-recherche/energies/energies-climat-defisrecherche.aspx?Type=Chapitre&numero=4>

CEA IFRU, « La face cachée du proton », in *CEA Institut de recherche sur les lois fondamentales de l'Univers*. https://irfu.cea.fr/Phocea/Vie_des_labos/Ast/ast.php?t=fait_marquant&id_ast=382 2

CEA, « Le stockage stationnaire de l'énergie », in *CEA*. <https://www.cea.fr/Pages/domaines-recherche/energies/recherches-CEA-stockage-stationnaire-energie.aspx>

ÇELIK, Hatice, « Understanding South Korea-Middle East Relations under Moon Jae-in Administration », in *Korea Europe Review (KER)*, June 2022, vol. 2, pp. 1-14. <https://doi.org/10.48770/ker.2022.no2.11>

CHARTRAND, Patrick (et al.), « Corée du Nord: la parfaite harmonie entre le totalitarisme et l'arme nucléaire », in *Revue militaire canadienne*, 2017, vol. 3, no. 17, pp. 29-39. <http://www.journal.forces.gc.ca/vol17/no3/page29-fra.asp>

CHOE, Wongi, « New Southern Policy: Korea's Newfound Ambition in Search of Strategic Autonomy », in *Ifri Asie. Visions*, Janvier 2021, no. 118, pp. 5-21. https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/choe_new_southern_policy_korea_2021.pdf

CHOO, Jaewoo, « South Korea and IPEF: Rationale, Objectives and the Implications for Partners and Neighbors », in *Notes de l'Ifri : Asie. Visions*, February 2023, no. 133. https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/av133_south-koreaipef_choo_fev-2023.pdf

- CHOOI, Ha Young, « L'évolution historique de la Corée du Sud en tant que puissance intermédiaire », in *Outre-Terre*, 2014, vol. 2, no. 39, pp. 243-252. <https://doi.org/10.3917/oute1.039.0243>
- CLÉMENT, Justine, « Émirats arabes unis : quelles voies de diversification économique s'offrent au pays rentier ? (1/2) », in *Les Clés Du Moyen-Orient*, 22 septembre 2021. <https://www.lesclesdumoyenorient.com/Emirats-arabes-unis-quelles-voies-de-diversification-economique-s-offrent-au.html>
- CLÉMENT, Justine, « Émirats arabes unis : quelles voies de diversification économique s'offrent au pays rentier ? (2/2) », in *Les Clés Du Moyen-Orient*, 23 septembre 2021. <https://www.lesclesdumoyenorient.com/Emirats-arabes-unis-quelles-voies-de-diversification-economique-s-offrent-au-3431.html>
- CLERC, Philippe (et al.), « L'insertion des activités spatiales dans la sphère économique », in *Entreprises et histoire*, 2021, vol. 1, no. 102, pp. 172-199. <https://doi.org/10.3917/eh.102.0172>
- COATES ULRICHSEN, Kristian, *The United Arab Emirates: Power, Politics and Policymaking*, London, Routledge, 2017.
- CONNOR, Walker, « A nation is a nation, is a state, is an ethnic group is a ... », in *Ethnic and Racial Studies*, 1978, no. 2, pp. 377-400. <https://doi.org/10.1080/01419870.1978.9993240>
- COOPER, Andrew F., *Niche Diplomacy: Middle Powers after the Cold War*, London, Palgrave Macmillan, 1997.
- COOPER, Andrew F. (et al.), *Relocating Middle Powers: Australia and Canada in a Changing World Order*, Vancouver, University of British Columbia Press, 1993.
- CORNELISSEN, Scarlett, « La politique japonaise de moyenne puissance et l'Afrique. Un cadre d'analyse pour dépasser l'opposition réactif-proactif », in *Afrique contemporaine*, 2004, vol. 4, no. 212, pp. 33-53. <https://doi.org/10.3917/afco.212.0033>
- CREVOISIER, Olivier (et al.), « Les territoires de l'industrie financière : quelles suites à la crise de 2008-2009 ? », in *Revue d'économie industrielle*, 2011, no. 134, pp. 133-158. <https://doi.org/10.4000/rei.5025>
- CUMMING, Douglas (et al.), « 'Cleantech' venture capital around the world », in *International Review of Financial Analysis*, 2016, no. 44, pp. 86-97. <https://doi.org/10.1016/j.irfa.2016.01.015>
- CZECHOWSKA, Lucyna, « The concept of strategic partnership as an input in the modern alliance theory », in *The Copernicus Journal of Political Studies*, 2013, vol. 2, no. 4, pp. 36-51. https://repozytorium.umk.pl/bitstream/handle/item/1889/The_concept_of_strategic_partnership_as_an_input_in_the_modern_alliance_theory.pdf
- DA LAGE, Olivier, « Arabie saoudite : Le système MbS », in *Études*, Octobre, 2018, vol. 10, pp. 7-18. <https://doi.org/10.3917/etu.4253.0007>
- DAZI-HÉNI, Fatiha, « Introduction », in DAZI-HÉNI, Fatiha (dir.), *Monarchies et sociétés d'Arabie. Le temps des confrontations*, Paris, Presses de Sciences Po, 2006, pp. 25-35.
- DAZI-HÉNI, Fatiha, « Conclusion », in DAZI-HÉNI, Fatiha (dir.), *Monarchies et sociétés d'Arabie. Le temps des confrontations*, Paris, Presses de Sciences Po, 2006, pp. 137-138.
- DAZI-HÉNI, Fatiha, « The New Saudi Leadership and Its Impact on Regional Policy », in *The International Spectator*, 2021, vol. 4, no. 56, pp. 49-65. <https://doi.org/10.1080/03932729.2021.1987033>

DELANOË, Igor, « Russie — pétromonarchies du Golfe : de la tempête à l'accalmie », in *Confluences Méditerranée*, 2018, vol. 1, no. 104, pp. 61-71. <https://doi.org/10.3917/come.104.0061>

DEVREUX, Pierre, « Les défis politiques, économiques et sociaux en Arabie Saoudite dans une perspective “après-pétrole” », in Mémoire de M.A., Louvain, Université Catholique de Louvain, 2018. https://dial.uclouvain.be/downloader/downloader.php?pid=thesis%3A15880&datastream=PDF_01&cover=cover-mem

DINNIE, Keith, *Nation Branding: Concepts, Issues, Practice*, London, Routledge, 3rd edition, 2022.

DIOP, Aladjji Madior, « Les politiques de développement élaborées par la Banque mondiale à l'intention des pays de l'hémisphère sud de 1980 à nos jours : origines, variantes et implications », in *Afrique et développement*, 2016, vol. 41, no. 1, pp. 159-189. <https://www.ajol.info/index.php/ad/article/view/153836/143423>

ELASKARY, Mohamed, « The Korean Wave in the Middle East: Past and Present », in *Journal of Open Innovation. Technology, Market and Complexity*, 2018, vol. 4, no. 4, pp. 1-16. <https://doi.org/10.3390/joitmc4040051>

ÉTOURNEAU, Matthieu, « Le modèle de Dubaï face au centralisme d'Abou Dhabi », in *Politique étrangère*, été, 2021, vol. 2, pp. 151-162. <https://doi.org/10.3917/pe.212.0151>

FAUDOT, Adrien, « Le régime rentier d'accumulation en Arabie saoudite et son mode de régulation », in *Revue de la régulation*, Automne 2014, no. 16, pp. 1-28. <https://doi.org/10.4000/regulation.11033>

FAURE, Guy, « Corée du Sud : les stratégies d'une puissance scientifique et technologique émergente », in *Outre-Terre*, 2014, vol. 2, no. 39, pp. 91-104. <https://doi.org/10.3917/oute1.039.0091>

FIORI, Antonio, « Manifestations antiaméricaines en Corée du Sud dans les années 2000 : une forme de nationalisme revendiqué », in *Outre-Terre*, 2014, vol. 2, no. 39, pp. 162-176. <https://doi.org/10.3917/oute1.039.0162>

FONTANEL, Jacques et BENSANEL, Liliane, « Guerre et économie. Les liaisons dangereuses », in *Revue française de géoéconomie*, 2012, pp. 1-12. <https://hal.univ-grenoblealpes.fr/hal-02104677>

GAILLARD-SBOROWSKY, Florence, « La sécurité spatiale. Entre sécurité internationale et sécurité nationale », in *La Géographie*, 2022, vol. 1, no. 1584, pp. 34-37. <https://doi.org/10.3917/geo.1584.0034>

GAILLARD-SBOROWSKY, Florence, « Petits satellites, petits lanceurs : quelles opportunités pour de nouveaux entrants ? », in *Annales des Mines — Réalités industrielles*, Mai 2019, vol. 2, pp. 30-33. <https://doi.org/10.3917/rindu1.192.0030>

GAILLARD-SBOROWSKY, Florence, « L'espace dans les pays arabes : outil de développement et élément de reconnaissance nationale ou régionale », in *L'Information géographique*, 2010, vol. 2, no. 74, pp. 64-84. <https://doi.org/10.3917/lig.742.0064>

GRIFFITHS, Steven, « Energy diplomacy in a time of energy transition », in *Energy Strategy Reviews*, 2019, no. 26, pp. 1-10. <https://doi.org/10.1016/j.esr.2019.100386>

GRUDTSYN Sergei, « Cities of the Future in the Present: 10 Projects of Innovative Cities Worldwide », in *Positive changes*, 2022, pp. 74-95 (In Russ.). <https://doi.org/10.55140/2782-5817-2022-2-S2-74-95>

GUILLET, Jonathan, « L'Asie et l'espace : bilan et perspectives pour la décennie 2015-2025 », in *Monde chinois*, 2014, vol. 1, no. 37, pp. 127-136. <https://doi.org/10.3917/mochi.037.0127>

HACHE, Emmanuel (et al.), « Vers une géopolitique de l'énergie plus complexe ? », in *Revue internationale et stratégique*, 2019, vol. 1, no. 113, pp. 71-81. <https://doi.org/10.3917/ris.113.0071>

HACHE, Emmanuel, « La géopolitique des énergies renouvelables : amélioration de la sécurité énergétique et / ou nouvelles dépendances ? », in *Revue internationale et stratégique*, 2016, vol. 1, no. 101, pp. 36-46. <https://doi.org/10.3917/ris.101.0036>

HAINAUT, Béatrice, « La “conquête de l'espace” par les États arabes », in *DSI [Défense et Sécurité internationale]*, Novembre-Décembre 2019, no. 144, pp. 38-43. <https://www.jstor.org/stable/48605509>

HAN, Sukhee, « Resetting the South Korea-China Relationship: The THAAD Controversies and Their Aftermath », in *The Korean Journal of Defense Analysis*, 2019, vol. 4, no. 31, pp. 539-557. <https://www.kida.re.kr/frt/board/frtNormalBoardDetail.do?sidx=707&idx=2548&depth=3&searchCondition=title&searchKeyword=THAAD&pageIndex=1&lang=en>

HÉMEZ, Rémy, « L'alliance militaire entre la Corée du Sud et les États-Unis sous Moon Jae-in, 2017-2022 », in *Revue Défense Nationale*, 2022, vol. 5, no. 850, pp. 98-102. <https://doi.org/10.3917/rdna.850.0098>

HÉMEZ, Rémy, « Corée du Sud : une puissance militaire entravée », in *Monde chinois*, 2018, vol. 1, no. 53, pp. 41-49. <https://doi.org/10.3917/mochi.053.0041>

HÉMEZ, Rémy, « États-Unis/Corée du Sud, l'alliance militaire en question », in *Politique étrangère*, Printemps, 2015, vol. 1, pp. 129-141. <https://doi.org/10.3917/pe.151.0129>

HÉMEZ, Rémy, « La Corée du Nord : proliférateur mercenaire ? », in *Revue Défense Nationale*, 2015, vol. 1, no. 776, pp. 62-67. <https://doi.org/10.3917/rdna.776.0062>

HÉMEZ, Rémy, « Industrie de défense sud-coréenne », in *DSI (Défense et Sécurité Internationale)*, Novembre 2015, no. 119, pp. 86-91. <https://www.jstor.org/stable/48604939>

HICKEY, Samuel M., MALKAWI, Salaheddin et KHALIL, Ayman, « Nuclear power in the Middle East: Financing and geopolitics in the state nuclear power programs of Turkey, Egypt, Jordan and the United Arab Emirates », in *Energy Research & Social Science*, April 2021, no. 78, pp. 1-11. <https://doi.org/10.1016/j.erss.2021.101961>

IMRAN KHAN, Muhammad et AL-GHAMDI, Sami G., « Hydrogen economy for sustainable development in GCC countries: A SWOT analysis considering current situation, challenges, and prospects », in *International Journal of Hydrogen Energy*, 2023, vol. 48, no. 28, pp. 10315-10344. <https://doi.org/10.1016/j.ijhydene.2022.12.033>

IŞERI, Emre, « The US Grand Strategy and the Eurasian Heartland in the Twenty-First Century », in *Geopolitics*, 2009, vol. 14, no. 1, pp. 26-46, <https://doi.org/10.1080/14650040802578658> .

JEONG, Hae Won, « Beyond Resource Diplomacy and Economic Statecraft: UAE-ROK Relations in the 21st Century », in *Asian Journal of Middle Eastern and Islamic Studies*, 2019, vol. 13, no. 2, pp. 226-245, <https://doi.org/10.1080/25765949.2019.1605569> .

JORDAN, Paul, « Nation Branding: A Tool for Nationalism? », in *Journal of Baltic Studies*, 2014, vol. 45, no.3, pp. 283-303, <https://doi.org/10.1080/01629778.2013.860609> .

JUN Byoung-Kon et KIM Jang-ho, « China's Role and Perception of a Unified Korea », in *The Korean Journal of Defense Analysis*, 2013, vol. 25, no. 3, pp. 369-383, <https://www.kida.re.kr/frt/board/frtNormalBoardDetail.do?sidx=707&idx=2346&depth=3&searchCondition=title&searchKeyword=unified&pageIndex=1&lang=en> .

KAMASA, Julien, « Enjeux géopolitiques de la transition énergétique », in *Politique de sécurité: analyses du CSS*, 2022, no. 308, pp. 1-4, <https://doi.org/10.3929/ethz-b-000556061> .

KAMASA, Julien, « Pénurie globale de puces », in *Politique de sécurité: analyses du CSS*, 2021, no. 295, pp. 1-4 <https://www.researchcollection.ethz.ch/bitstream/handle/20.500.11850/517472/CSSAnalyse295-FR.pdf?sequence=2&isAllowed=y> .

KANG, Min Hwi, « South Korea's New Southern Policy as Middle Power Diplomacy », in *The Korean Journal of Defense Analysis*, 2022, vol. 34, no. 1, pp. 37-57, <https://doi.org/10.22883/kjda.2022.34.1.003>

KATEB, Alexandre, « La diplomatie économique des nouvelles puissances », in *Géoeconomie*, 2011, no. 56, pp. 87-96, <https://doi.org/10.3917/geoec.056.0087> .

KAY, Sean, « What Is a Strategic Partnership? », in *Problems of Post-Communism*, 2000, vol. 47, no. 3, pp. 15-24, <https://doi.org/10.1080/10758216.2000.11655882> .

KAZEROUNI, Alexandre, *Le miroir des cheikhs: Musée et politique dans les principautés du golfe Persique*, Paris, PUF, 2017.

KENNEDY, Paul, *The Rise and Fall of the Great Powers*, New York, Vintage, 1989.

KIM, Soo Hyung, and Hyung Kyung KIM, «한국의 대(對)중동 파병외교정책 -아프가니스탄 및 UAE 파병을 중심으로- [Korea's Foreign Policy on Troop Dispatch to the Middle East -Focused on Troop Dispatch to Afghanistan and UAE-], *한국외국어대학교 중동연구소 / in Middle East Research Center, Hankuk University of Foreign Studies*, 2014, vol. 32, no. 3, pp. 23-54, <https://papersearch.net/thesis/article.asp?key=3206755> .

KÖHLER, Dorothee et WEISZ, Jean-Daniel, « Industrie 4.0: comment caractériser cette quatrième révolution industrielle et ses enjeux ? », in *Annales des Mines — Réalités industrielles*, 2016, vol. 164, no. 4, pp. 51-56, <https://doi.org/10.3917/rindu1.164.0051> .

KRZYMOWSKI, Adam, « Sustainable Development Goals in Arab Region – United Arab Emirates' Case Study/ Cele Zrównoważonego Rozwoju w Regionie Arabskim – Studium Przypadku Zjednoczonych Emiratów Arabskich », in *Problemy Ekorozwoju - Problems of Sustainable Development*, 2020, vol. 15, no. 1, pp. 211-220, <https://yadda.icm.edu.pl/baztech/element/bwmeta1.element.baztech-0e8d004d-de14-4229-a672-3131bacff8ac> .

KWON, Peter Banseok, « Building Bombs, Building a Nation: The State, Chaeböl, and the Militarized Industrialization of South Korea, 1973–1979 », in *The Journal of Asian Studies*, 2020, vol. 79, no. 1, pp. 51-75, <https://doi.org/10.1017/S0021911819000652> .

LACROIX, Stéphane, « L'Arabie saoudite: un magistère sur l'islam contesté », in *Pouvoirs*, 2015, no. 152, pp. 43-52, <https://doi.org/10.3917/pouv.152.0043> .

LAFLAMME, Abel, « La Division de la Corée causes immédiates et indirectes », Travail Dans le cadre du cours : *HST-1355 Introduction à l'histoire de l'Asie de l'Est*, Université Laval, 2013, https://d1wqtxts1xzle7.cloudfront.net/31105178/Abel_Laflamme_-_La_division_de_la_Coree_-_Causes_immediates_et_indirectes-libre.pdf?1391031175=&response-content-disposition=inline%3B+filename%3DLa_division_de_la_Coree_causes_immediatee.pdf&Expires=1689023016&Signature=O28tHEJvYvYBZiQOYNIIIG0S0S25gzW~13wAEccyk-16EWYK8mbbmYe2s9RaSZ1LBQtaC6r93iP3w~OP5sy8IPiV-CgU-1lWjAIYXK8eQpKI5KRVPk7ok~FTHswXpT6Fg9A6ldx~DfyEXFD2eseTxZdpQqJegocrhh

[Qk3-nS5SvJYE1Zv4OFa26CTxujoUqBBnGXSBaKt8ATQftgv6Qjl80uhUrRWNmubMbg3wzpmynaNGO~HA6oLwWxBtg2qMZynk2k~S-sesjsX~cHoUobnYpXj~UGDm5I~roGsQh6jEyvk2xjnK1qiqvKNnjZbaZ0WO-UMP0egQN-q4mvKYCk3Xg_&Key-Pair-Id=APKAJLOHF5GGSLRBV4ZA](https://doi.org/10.3917/futur.444.0058) .

LAMBLIN, Véronique, « Hydrogène: une route encore longue », in *Futuribles*, 2021, no. 444, pp. 58-63, <https://doi.org/10.3917/futur.444.0058> .

LARRIEU, Olivier, « La Base Industrielle et Technologique de Défense de la Corée du Sud: l'émergence d'un acteur industriel militaire mondial », in *Monde chinois*, 2013, vol. 34, no. 2, pp. 70-78, <https://doi.org/10.3917/mochi.034.0070> .

LAULHÉ SHAELOU, Stéphanie, *The Eu and Cyprus: Principles and Strategies of Full Integration*, Leiden, Brill, Martinus Nijhoff Publishers, 2009.

LECOINTRE, François, « L'espace au cœur des opérations militaires modernes », in *Revue Défense Nationale*, 2020, vol. 835, no. 10, pp. 13-18, <https://www.cairn.info/revue-defense-nationale-2020-10-page-13.htm?contenu=article> .

LEE, Yongjae, « Why China Has Supported North Korea: An Asymmetrical Dependent Relationship between China and North Korea from 1995 to 2016 », in *The Korean Journal of Defense Analysis*, 2021, vol. 33, no. 4, pp. 715-733, <https://doi.org/10.22883/kjda.2021.33.4.008> .

LEFEBVRE, Maxime, « Chapitre premier. L'émergence de la puissance (1776-1914) », in LEFEBVRE, Maxime (dir), *La politique étrangère américaine*, Paris, Presses Universitaires de France, 2022, pp. 7-16.

LEFEBVRE, Maxime, « Chapitre II. Le temps des réticences (1914-1947) », in LEFEBVRE, Maxime (dir), *La politique étrangère américaine*, Paris, Presses Universitaires de France, 2022, pp. 17-32.

LEFEBVRE, Maxime « Chapitre III. La superpuissance dans la guerre froide (1947-1990) », in LEFEBVRE, Maxime (dir), *La politique étrangère américaine*, Paris, Presses Universitaires de France, 2022, pp. 33-47.

LEFEBVRE, Maxime, « Chapitre IV. La superpuissance globale (depuis 1990) », in LEFEBVRE, Maxime (dir), *La politique étrangère américaine*, Paris, Presses Universitaires de France, 2022, pp. 48-68.

LEFEBVRE, Maxime, « Chapitre VII. Intérêts et objectifs de puissance », in LEFEBVRE, Maxime (dir), *La politique étrangère américaine*, Paris, Presses Universitaires de France, 2022, pp. 104-122.

LEKINI, Eric Bertrand, « Le New Space extra-atmosphérique: vecteur d'égalisation stratégique ou nouveau heartland de la distribution de la puissance ? », in *Stratégique*, 2021, nos. 126-127, pp. 75-86, <https://doi.org/10.3917/strat.126.0075> .

LE PICARD, Hugo, « Les économies du Golfe et la transition énergétique. Vers une ère post-pétrolière ? », in *Politique étrangère*, 2020, no. 1, pp. 19-31, <https://doi.org/10.3917/pe.201.0019> .

LEVEAU, Arnaud, « Corée du Sud: à la recherche d'un nouveau souffle », in *Géoéconomie*, 2015, no. 74, pp. 67-84, <https://doi.org/10.3917/geoec.074.0067> .

LEVEAU, Arnaud, « Corée du Sud-États-Unis. Une relation sous influence », in *OutreTerre*, 2013, no. 37, pp. 327-342, <https://doi.org/10.3917/oute1.037.0327> .

LEVKOWITZ, Alon, « Korea and the Middle East turmoil: A reassessment of South Korea-Middle East relations », in *The Korean Journal of Defense Analysis*, 2012, vol. 24, no. 2, pp. 225-238,

https://www.researchgate.net/profile/Alon-Levkowitz/publication/290250486_Korea_and_the_Middle_East_turmoil_A_reassessment_of_South_KoreaMiddle_East_relations/links/56f3c55b08ae7c1fda29fa33/Korea-and-the-Middle-East-turmoil-A-reassessment-of-South-Korea-Middle-East-relations.pdf .

LEVKOWITZ, Alon, « The Republic of Korea and the Middle East: Economics, Diplomacy, and Security », in *The Begin-Sadat Center for Strategic Studies Bar-Ilan University*, 2010, no. 106, pp. 1-32, https://www.researchgate.net/publication/295682593_The_Republic_of_Korea_and_the_Middle_East_Economics_Diplomacy_and_Security .

LIZIN, Thibault, « La place de la diplomatie sportive dans les plans Vision 2030 du Qatar et de l'Arabie Saoudite », in Mémoire de M.A., Louvain, Université Catholique de Louvain, 2021, https://dial.uclouvain.be/downloader/downloader.php?pid=thesis%3A30417&datastream=PDF_01&cover=cover-mem .

LUKIN, Alexander et PUGACHEVA, Oksana, « Russia's Priorities and Approaches to Issues Regarding the Korean Peninsula », in *The Korean Journal of Defense Analysis*, 2022, vol. 1, no. 34, pp. 81-100, <https://doi.org/10.22883/kjda.2022.34.1.005> .

MADUZ, Linda et SCHEPERS, Névine, « Séoul renforce ses ambitions en matière de défense », in *Politique de sécurité : analyses du CSS*, 2022, no. 311, pp. 1-4, <https://www.researchcollection.ethz.ch/bitstream/handle/20.500.11850/574039/CSSAnalyse311-FR.pdf?sequence=2&isAllowed=y> .

MAIRE, Christian, « Nouveaux États-membres du club spatial : perspectives stratégiques », in *Revue Défense Nationale*, 2016, vol. 6, no. 791, pp. 93-98, <https://doi.org/10.3917/rdna.791.0093> .

MORILLOT, Juliette, *La Corée du Sud en 100 questions: La tyrannie de l'excellence*, Paris, Éditions Tallandier, 2022.

NATIONS UNIES, *Manuel des Traités*. New York, Nations Unies, 2015, <https://treaties.un.org/doc/source/publications/THB/French.pdf> .

NIAN, Victor et CHOU S.K. , « The state of nuclear power two years after Fukushima – The ASEAN perspective », in *Applied Energy*, 2014, no. 136, pp. 838-848, <https://doi.org/10.1016/j.apenergy.2014.04.030> .

NIAN, Victor et BAULY, John, « The 6th International Conference on Applied Energy – ICAE2014: Nuclear Power Developments: Could Small Modular Reactor Power Plants be a “Game Changer”? – The ASEAN Perspective », in *Energy Procedia*, 2014, no. 61, pp. 17–20, <https://doi.org/10.1016/j.egypro.2014.11.895> .

NYE, Joseph S., « Public Diplomacy and Soft Power », in *The ANNALS of the American Academy of Political and Social Science*, 2008, vol. 616, no. 1, pp. 94–109, <https://doi.org/10.1177/0002716207311699> .

OECD, « Country Rankings (ECI) », in *The Observatory of Economic Complexity*, n.d., <https://oec.world/en/rankings/eci/hs6/hs96> .

OK, Paek Jae, « Analysis of the 2023 Defense Budget and Policy Recommendations », in *Korean Institute for Defense Analyses (KIDA): ROK Defense Policy Newsletter*, 2023, no. 260, <https://www.kida.re.kr/cmm/viewBoardImageFile.do?idx=39258> .

OTMAZGIN, Nissim et LYAN, Irina, « Hallyu across the Desert: K-pop Fandom in Israel and Palestine », in *Cross-Currents: East Asian History and Culture Review*, 2014, vol. 3, no. 1, pp. 35-55, <http://doi.org/10.1353/ach.2014.0008> .

PANNIER, Alice, « The Technology Policies of Digital Middle Powers », in *Études de l'Ifri*, February 2023, https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/etude_pannier_techpolicies_2023.pdf .

PAPPALARDO, Michèle, « L'Économie verte: une réponse aux défis du XXIe siècle », in *Annales des Mines—Responsabilité et environnement*, 2016, vol. 61, no. 1, pp. 20-24, <https://doi.org/10.3917/re.061.0020> .

PARK, Jong-Dae, *Re-Inventing Africa's Development*, Londres, Palgrave Macmillan, 2019.

PARK, Jong-Dae, « Political Economic Perspectives on the Development of the Middle East and North Africa », in *Journal of Public Choice*, 2022, vol. 1, no. 1, pp. 75-123, <https://scholar.kyobobook.co.kr/article/detail/4010037018806> .

PARK, Jong-Dae, *Developmental Perspectives on the Root Causes of the Middle East's Challenges: The Question of Institutional and Social Adaptability*, Yonsei University, 2022, <https://www.learnus.org/mod/ubfile/view.php?id=2916418> .

PASCO, Xavier, « L'espace, domaine de confrontation stratégique », in *Revue Défense Nationale*, 2020, vol. 10, no. 835, pp. 59-63, <https://www.cairn.info/revue-defense-nationale-2020-10-page-59.htm?contenu=article> .

PERNICK, Ron et WILDER, Clint, *The Clean Tech Revolution: The Next Big Growth and Investment Opportunity*, New York, Harper Business (Éditions Harper Collins), 2007.

PERRAGIN, Charles et RENOARD, Guillaume, « Chine—États-Unis, le choc du XXIe siècle : L'odyssée de l'espace », in *Le Monde diplomatique, Manière de voir*, avril-mai 2020, no. 170, <https://www.monde-diplomatique.fr/mav/170/PERRAGIN/61708> .

PHUONG NGUYEN, Viet, « An Analysis of Moon Jae-in's Nuclear Phase-out Policy », in *Georgetown Journal of Asian Affairs*, Winter 2019, pp. 66-72, <https://repository.library.georgetown.edu/bitstream/handle/10822/1053158/Nguyen%20GJA%20Vol.4%20No.2%2011%20Nguyen.pdf?sequence=1&isAllowed=y> .

PONCET, Sandra et STAROSTA DE WALDEMAR, Felipe, « Complexité économique et croissance. Une application au cas chinois », in *Revue économique*, 2013, vol. 3, no. 64 pp. 495-503, <https://doi.org/10.3917/reco.643.0495> .

QUN, Liu et SHAN, Wu, « Aller vers l'avenir: la décennie qui vient dans les relations entre la République populaire de Chine et la République de Corée », in *Outre-Terre*, 2014, vol. 2, no. 39, pp. 262-267, <https://doi.org/10.3917/oute1.039.0262> .

RAKKAH, Azzedine, « Cours 4. Cours Économie Politique du Moyen-Orient », Genève, Université de Genève, octobre 2021.

ROCH, Didier, « Grandeur et servitudes de l'Armée populaire de libération ? », in *Outre-Terre*, 2006, vol. 2, no. 15, pp. 105-135, <https://doi.org/10.3917/oute.015.0105> .

RT France, *L'échiquier Mondial. Espace: la nouvelle course à l'armement*, RT France, 2021, <https://www.youtube.com/watch?v=aU97MvtOv74&list=PLbITKlc-FGG2Rm4HSspQZZSXGFreclUu> .

- ROMEO, Lisa, « Commerce des perles dans le Golfe: prospérité et déclin », in *Les Clés Du Moyen-Orient*, 6 janvier 2011, <https://www.lesclesdumoyenorient.com/Commerce-des-perles-dans-le-Golfe.html> .
- SADORSKY, Perry, « Some future scenarios for renewable energy », in *Futures*, 2011, vol. 10, no. 43, pp. 1091-1104, <https://doi.org/10.1016/j.futures.2011.07.008> .
- SAMAAN, Jean-Loup, « L'Arabie saoudite face à la compétition sino-américaine. La tentation du pivot de Mohammed bin Salman », in *Briefings de l'Ifri*, Mars 2023, https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/samaan-ksa-chine_mars2023_v2.pdf .
- SAMAAN, Jean-Loup, « Les Émirats arabes unis et la compétition sino-américaine. Vers une politique de non-alignement ? », in *Briefings de l'Ifri*, Décembre 2022, https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/samaan_eau_et_competition_sinous_deceembre2022.pdf .
- SAMUELS, Richard J., *"Rich Nation, Strong Army": National Security and the Technological Transformation of Japan*, Ithaca, New York, Cornell University Press, 1994.
- SANTANDREU, David, « Les Relations Économiques Entre La Chine Populaire et La Corée Du Sud », in *Perspectives Chinoises*, septembre/octobre 1993, vol. 19, pp. 32-36, <http://www.jstor.org/stable/24069933>
- SEO, Jeongmin, « South Korea in the Middle East: Assets and Liabilities of a Middle Power », in TALBOT, Valeria et TRAMBALLI, Ugo, *Looking West. The Rise of Asia in the Middle East*, Milan, Ledizioni, 2020, pp. 76-93.
- SERFATI, Claude, « La sécurité nationale s'invite dans les échanges économiques internationaux », in *Chronique Internationale de l'IREIS*, 2020, no. 169-170, pp. 79-97, <https://doi.org/10.3917/chii.169.0079> .
- SHAKEEL, Shah Rukh, « Cleantech: Prospects and Challenges », in *JIM: Journal of Innovation Management*, 2021, vol. 2, no. 9, pp. VIII-XVII, https://doi.org/10.24840/2183-0606_009.002_0002 .
- SHEN, Vincent et ARAPU, Daniel, « Harmonie optimale, enrichissement mutuel et étrangéisation », in *Dioègne*, 2007, vol. 4, no. 220, pp. 122-137, <https://doi.org/10.3917/dio.220.0122> .
- SHIN, Dong-Ik., « UN Human Rights and Development », in *Global Governance and Regional Integration*, Séoul, Yonsei University, 5 et 12 octobre 2022.
- SONG, Geunho et SMITH, Darrell L., « A Study on the Space Competition on the Korean Peninsula and Proposal on South Korea's Space Capability Development », in *The Korean Journal of Defense Analysis*, 2022, vol. 1, no. 34, pp. 21-36, <https://doi.org/10.22883/kjda.2022.34.1.002> .
- SONG, Niu, « The Strategic Partnership between South Korea and the United Arab Emirates », in *Security Strategies Journal*, 2013, vol. 9, no. 17, pp. 23-48, <https://savunmasanayiidergilik.com/public/images/uploads/Makale/GSD-17-Art-2-042013.pdf> .
- SOUBRIER, Emma, « Les Émirats arabes unis à la conquête du monde ? », in *Politique étrangère*, Printemps 2020, vol. 1, pp. 57-66, <https://doi.org/10.3917/pe.201.0057> .
- SOURBÈS-VERGER, Isabelle, « L'espace, lieu particulier des rivalités politiques et technologiques », in *Revue Défense Nationale*, 2022, vol. 6, no. 851, pp. 73-78, <https://doi.org/10.3917/rdna.851.0073> .
- SOURBÈS-VERGER, Isabelle, « Conquérir du foncier dans l'espace », in *Constructif*, 2020, vol. 3, no. 57, pp. 52-55, <https://www.cairn.info/revue-constructif-2020-3-page-52.htm?contenu=article> .

- SOURBÈS-VERGER, Isabelle, « Chine, Russie, Inde, Japon : essai de typologie de leurs ambitions spatiales en 2019 », in *Annales des Mines — Réalités Industrielles*, Mai 2019, no. 2, pp. 25-29, <https://doi.org/10.3917/rindu1.192.0025> .
- SOURBÈS-VERGER, Isabelle, « La Russie à la reconquête de sa puissance spatiale », in *Revue Défense Nationale*, 2017, vol. 7, no. 802, pp. 90-95, <https://doi.org/10.3917/rdna.802.0090> .
- SPYKMAN, Nicholas John, « IV. The Political Map of Eurasia », in NICHOLL, Helen R. (ed), *The Geography of the Peace*, New York, Harcourt, Brace and Company, 1944, pp. 35-44.
- SZONDI, György, *Public Diplomacy and Nation Branding: Conceptual Similarities and Difference*. Wassenaar, Clingendael Institute, Huys Clingendael, 2008, <http://www.jstor.org/stable/resrep05374>
- TALBOT, Valeria et TRAMBALLI, Ugo, *Looking West. The Rise of Asia in the Middle East*, Milan, Ledizioni, 2020.
- TASSÉ, Loïc, « Atelier 3 et 4 Survol de la période récente. Cours La Chine », Montréal, Université de Montréal, 28 janvier 2021.
- TÉTART, Frank, « Chapitre 6. Un espace dans la mondialisation : de la rente à la diversification », in TÉTART, Frank (dir.), *La péninsule arabique. Cœur géopolitique du Moyen-Orient*, Paris, Armand Colin, 2016, pp. 143-185.
- TRISTANI, Philippe, « L'Iraq Petroleum Company, les États-Unis et la lutte pour le leadership pétrolier au Moyen-Orient de 1945 à 1973 », in *Histoire, économie & société*, 2010, vol. 2, no. 29, pp. 81-107, <https://doi.org/10.3917/hes.102.0081> .
- TOK, Mohammed Evren, OLAWUYI, Damilola S. et D'ALESSANDRO, Cristina, « Advancing Clean Technology Entrepreneurship in the Middle East and North African (MENA) Region: Law, Education and Policy Imperatives », in *Global Journal of Comparative Law*, 2018, vol. 1, no. 7, pp. 115-133, <https://doi.org/10.1163/2211906X-00701006> .
- WEZEMAN, Pieter D., KUIMOVA, Alexandra et WEZEMAN, Siemon, « Trends in International Arms Transfers, 2021 », in *SIPRI Fact Sheet*, March 2022, pp. 1-12, <https://doi.org/10.55163/CBZJ9986> .
- XIANGRONG, Dong, « China's Dilemma on the Korean Peninsula », in *The Korean Journal of Defense Analysis*, 2013, vol. 2, no. 25, pp. 243-255, <https://www.kida.re.kr/frt/board/frtNormalBoardDetail.do?sidx=707&idx=2346&depth=3&searchCondition=title&searchKeyword=unified&pageIndex=1&lang=en> .
- YEONG, Han Jae, « La Corée et les États-Unis : une relation particulière », in *Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin*, 2011, vol. 2, no. 34, pp. 113-124, <https://doi.org/10.3917/bipr.034.0113> .
- YOO, Joonkoo, « South Korea: (Striving to Stay) at the Cutting Edge », in PANNIER, Alice (dir.), *The Technology Policies of Digital Middle Power*, Paris, Études de l'Ifri, 2023, pp. 67-74. https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/etude_pannier_techpolicies_2023.pdf .
- ZHANG, Man (et al.), « Informal interorganizational business relationships and customer loyalty: Comparing Guanxi, Yongo, and Wasta », in *International Business Review*, 2021, vol. 30, no. 3, pp. 1-13, <https://doi.org/10.1016/j.ibusrev.2021.101805> .

Bibliographie des Journaux et des Sites Web

ABUALI, Nimer et CHRISTIANSEN, Thomas, « 2012 MENA Cleantech Survey Report », in *Ernest & Young*. <https://www.accaglobal.com/content/dam/accaglobal/PFD-memberscpd/AFF/2012MENA-cleantech.pdf> .

ALTERNATIVES ÉCONOMIQUES, « Effet de substitution », in *Alternatives Économiques*. <https://www.alternatives-economiques.fr/dictionnaire/definition/97147> .

ARAMCO, « Saudi Aramco advances global chemicals strategy with S-Oil expansion project in Ulsan, South Korea », *Aramco*. <https://www.aramco.com/en/news-media/news/2019/aramco-advances-global-chemicals-strategy-s-oil-expansion-korea> .

ARAMCO VENTURES, <https://aramcoventures.com> .

BAEK, Byung-yeul, « Korean, UAE firms sign \$6.1 bil. worth of deals in energy, defense and mobility businesses », *The Korea Times*, 16 January 2023. https://www.koreatimes.co.kr/www/tech/2023/01/129_343717.html .

BASSANINI, Franco, « Samsung, Coupang, Naver et Kakao : les Big Tech au pays du matin calme », *Le Grand Continent*, 21 June 2022. <https://legrandcontinent.eu/fr/2022/06/21/lindustrie-des-microprocesseurs-et-lautonomie-strategique-europeenne/> .

CLEANTECH GROUP, « Cleantech Forum Asia Companies », *Cleantech Group*. https://www.cleantech.com/wp-content/uploads/2022/10/Cleantech-Forum-Asia-AttendingCompanies_Oct5.pdf .

CLEANTECH GROUP, *Cleantech Forum Asia*. <https://www.cleantech.com/event/cleantech-forum-asia/> .

COROT, Léna, « Les Etats-Unis accentuent les restrictions sur l'export de semiconducteurs vers la Chine », *UsineDigitale*, 11 Octobre 2022. <https://www.usinedigitale.fr/article/les-etats-unis-accentuent-les-restrictions-sur-l-export-de-semiconducteurs-vers-la-chine.N2054367> .

DE CATHEU, Louis, « Samsung, Coupang, Naver et Kakao : les Big Tech au pays du matin calme », *Le Grand Continent*, 19 Septembre 2021. <https://legrandcontinent.eu/fr/2021/09/19/samsung-coupang-naver-et-kakao-les-big-tech-au-pays-du-matincalm/> .

DICTIONNAIRE DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE, « Nation nom féminin », in *Dictionnaire de l'Académie française*, 9e édition (actuelle). <https://www.dictionnaire-academie.fr/article/A9N0108> .

DICTIONNAIRE DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE, « État nom masculin », in *Dictionnaire de l'Académie française*, 9e édition (actuelle). <https://www.dictionnaire-academie.fr/article/A9E2829> .

ERNEST & YOUNG, « The EY MENA Climate Change Readiness Index », *Ernest & Young: Building a better working world*. https://assets.ey.com/content/dam/ey-sites/ey-com/en_ae/topics/climatechange/ey-mena-climate-change-index-report.pdf .

ISRAA, Mohamed, « Korea signs 26 MOUs with Saudi Arabia worth tens of trillions of KRW », *Korea.net*, 18 November 2022. <https://www.korea.net/NewsFocus/policies/view?articleId=224539> .

KERAUDREN, Nicolas, « Espace : les Émirats arabes unis et l'Arabie saoudite veulent voir plus grand », *RFI*, 13 February 2023. <https://www.rfi.fr/fr/moyen-orient/20230213espace-les-émirats-arabes-unis-et-l-arabie-saoudite-veulent-voir-plus-grand> .

KIM, Jaewon, « South Korea succeeds in 2nd home-developed space rocket attempt », *Nikkei Asia*, 21 June 2022. <https://asia.nikkei.com/Business/Aerospace-Defense-Industries/South-Korea-succeeds-in-2nd-home-developed-space-rocket-attempt> .

LE GRAND CONTINENT, « Guerre technologique : 10 points sur les semi-conducteurs », *Le Grand Continent*, 8 Novembre 2022. <https://legrandcontinent.eu/fr/2022/11/08/guerretechnologique-10-points-sur-les-semi-conducteurs/>.

L'USINE NOUVELLE avec REUTERS, « L'Opep+ surprend et annonce baisser sa production de pétrole de plus d'un million de barils par jour pour 2023 », *L'Usine Nouvelle*, 3 avril 2023. <https://www.usinenouvelle.com/article/l-opep-annonce-de-nouvellesbaisses-de-production-d-ici-fin-2023.N2117386> .

LOUKIL, Ridha, « Les dessous de l'alliance Chip 4, la nouvelle arme des Etats-Unis contre la Chine dans les puces », *L'Usine Nouvelle*, 22 février 2023. <https://www.usinenouvelle.com/article/les-dessous-de-l-alliance-chip-4-la-nouvelle-armedes-etats-unis-contre-la-chine-dans-les-puces.N2103096> .

MARKETWATCH, « Brent Crude Oil Continuous Contract », *MarketWatch*. <https://www.marketwatch.com/investing/future/brn00?countrycode=uk> .

NAM, Hyun-woo, « Yoon urges private sector to use UAE's \$30 bil. investment as stepping stone for 'Middle East boom' », *The Korea Times*, 31 janvier 2023. https://www.koreatimes.co.kr/www/nation/2023/01/113_344605.html .

NEOM, « Regions », *Neom*. <https://www.neom.com/en-us/about> .

OEC, « Country Rankings », *The Observatory of Economic Complexity* s.d. <https://oec.world/en/rankings/eci/hs6/hs96?tab=ranking> .

PARK, Jae-hyuk, « Yoon's UAE trip raises hopes for policies related to hydrogen economy », *The Korea Times*, 17 janvier 2023. https://www.koreatimes.co.kr/www/tech/2023/01/129_343769.html .

PARK, Jae-hyuk, « Will business tycoons get to meet Aramco chair at S-Oil's Ulsan plant? », *The Korea Times*, 07 mars 2023. https://www.koreatimes.co.kr/www/tech/2023/03/419_346652.html .

ROCCA, Nicolas, « Corée du Sud : scandales et tensions entre la présidence et l'opposition », *RFI*, 28 octobre 2022. <https://www.rfi.fr/fr/asie-pacifique/20221028cor%C3%A9-du-sud-scandales-et-tensions-entre-la-pr%C3%A9sidence-et-lopposition> .

SCHWAB, Klaus, « La Quatrième révolution industrielle : ce qu'elle implique et comment y faire face », *World Economic Forum*. <https://fr.weforum.org/agenda/2017/10/la-quatrieme-revolution-industrielle-ce-qu-elle-implique-et-comment-y-faireface/> .

SOHN, JiAe, « Korea, UAE agree to become special strategic partners », *Korea.net*, 26 mars 2018. <https://www.korea.net/NewsFocus/policies/view?articleId=156352> .

THE KOREA TIMES, « Yoon calls for unearthing innovative investment partnerships between Korea, UAE », *The Korea Times*, 31 janvier 2023. https://www.koreatimes.co.kr/www/nation/2023/01/113_344572.html .

YONHAP, « (FOCUS) Avec le succès de Nuri, la Corée du Sud se rapproche de devenir une puissance technologique spatiale », *Agence de Presse Yonhap*, 21 juin 2022. <https://fr.yna.co.kr/view/AFR20220621003900884> .

YONHAP, « De grands rassemblements politiques organisés dans le centre de Séoul », *Agence de Presse Yonhap*, 23 octobre 2022. <https://fr.yna.co.kr/view/AFR20221023000300884?section=search> .

YONHAP, « (LEAD) Les chefs d'entreprise de Corée du Sud et d'Arabie saoudite discutent de leur future coopération », *Agence de Presse Yonhap*, 17 novembre 2022. <https://fr.yna.co.kr/view/AFR20221117003000884?section=search> .

YONHAP, « La Corée du Sud et les EAU signent 13 MoU pour la coopération dans l'énergie et les armes », *Agence de Presse Yonhap*, 15 janvier 2023. <https://fr.yna.co.kr/view/AFR20230115001200884> .

YONHAP, « Les EAU annoncent qu'ils investiront 30 Mds de dollars en Corée », *Agence de Presse Yonhap*, 15 janvier 2023. <https://fr.yna.co.kr/view/MYH20230115012200884> .

YONHAP, « Yoon dit qu'il n'oubliera pas la confiance des EAU envers la Corée du Sud », *Agence de Presse Yonhap*, 15 janvier 2023. <https://fr.yna.co.kr/view/AFR20230116000300884?section=international/index> .

YONHAP, « Yoon décrit les EAU comme un "partenaire optimal" pour la coopération », *Agence de Presse Yonhap*, 15 janvier 2023. <https://fr.yna.co.kr/view/AFR20230115000500884> .

YONHAP, « Les entreprises coréennes et émiriennes cherchent à coopérer dans le domaine de l'énergie et des nouvelles industries », *Agence de Presse Yonhap*, 17 janvier 2023. <https://fr.yna.co.kr/view/AFR20230116003600884?section=search> .

YONHAP, « EAU : lancement commercial du réacteur 3 de la centrale de Barakah », *Agence de Presse Yonhap*, 26 février 2023. <https://fr.yna.co.kr/view/AFR20230226001000884?section=science-technology/index> .

YONHAP, « S. Korean, Saudi defense chiefs agree on regular ministerial dialogue on defense cooperation », *Agence de Presse Yonhap*, 7 Mars 2023. <https://en.yna.co.kr/view/AEN20230307010900325> .

YONHAP, « Séoul cherche des liens plus étroits avec Riyad pour les grands projets saoudiens », *Agence de Presse Yonhap*, 8 Mars 2023. <https://fr.yna.co.kr/view/AFR20230308002200884?section=search> .

YONHAP, « Yoon présent au lancement de la construction d'une méga-usine S-Oil à Ulsan », *Agence de Presse Yonhap*, 9 mars 2023. <https://fr.yna.co.kr/view/AFR20230309002500884?section=search> .

YONHAP, « Lancement avec succès de la fusée d'essai HANBIT-TLV », *Agence de Presse Yonhap*, 21 mars 2023. <https://fr.yna.co.kr/view/AFR20230321000300884?section=science-technology/index> .

YONHAP, « Washington freine le plan de Séoul d'exporter des réacteurs nucléaires vers la République tchèque », *Agence de Presse Yonhap*, 5 avril 2023. <https://fr.yna.co.kr/view/AFR20230405000800884> .

YONHAP, « La politique étrangère impacte le quotidien de la population, selon Yoon », *Agence de Presse Yonhap*, 5 avril 2023. <https://fr.yna.co.kr/view/AFR20230405002900884?section=international/index> .

YONHAP, « (FOCUS) Ecoutes des USA : la Corée du Sud dans une situation délicate avant la visite de Yoon aux Etats-Unis », *Agence de Presse Yonhap*, 10 avril 2023. <https://fr.yna.co.kr/view/AFR20230410002900884?section=features/index> .

YONHAP, « L'orbiteur Danuri envoie des photos de la face cachée de la Lune », *Agence de Presse Yonhap*, 12 avril 2023. <https://fr.yna.co.kr/view/AFR20230412001700884?section=science-technology/index> .

YONSEI UNIVERSITY, « Master's Degree », *Yonsei University Graduate School of International Studies*. https://gsis.yonsei.ac.kr/gsis/education/master_degree.do

Bibliographie sources gouvernementales et organisations internationales

BLOOMBERG NEW ENERGY FINANCE, « Global trends in renewable energy investment », *Frankfurt School UNEP Collaborating Centre for Climate & Sustainable Energy Finance*, Frankfurt School of Finance & Management gGmbH, 2012. <https://about.bnef.com/blog/global-trends-in-renewable-energy-investment-2012/> .

IAEA, « Advances in Small Modular Reactor Technology Developments. A Supplement to: IAEA Advanced Reactors Information System (ARIS). 2020 edition », *International Atomic Energy Agency*, Vienne, 2020. https://aris.iaea.org/Publications/SMR_Book_2020.pdf .

IAEA, « Small modular reactors », *International Atomic Energy Agency*. <https://www.iaea.org/topics/small-modular-reactors> .

INTERNATIONAL MONETARY FUND, « Explore History », *IMF Timeline*. <https://www.imf.org/en/About/Timeline> .

LA BANQUE MONDIALE, « Dépenses en recherche et développement (% du PIB) — Korea, Rep., United Arab Emirates, Saudi Arabia, Japan, China, United States, Israël », *La Banque Mondiale*. <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/GB.XPD.RSDV.GD.ZS?locations=KR-AE-SA-JP-CN-US-IL> .

LIOU, Joanne, « Que sont les petits réacteurs modulaires (PRM) ? », *Agence Internationale de l'énergie Atomique: Bureau de l'information et de la communication de l'AIEA*. <https://www.iaea.org/fr/newscenter/news/que-sont-les-petits-reacteursmodulaires-prm> .

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS REPUBLIC OF KOREA, « Korea-MENA Trade Statistics in 2018 », *Ministry of Foreign Affairs Republic of Korea*, 2019. https://www.mofa.go.kr/eng/brd/m_5663/view.do?seq=318311&page=1 .

MINISTRY OF NATIONAL DEFENSE REPUBLIC OF KOREA, « 2020 Defense White Paper », *Ministry of National Defense Republic of Korea*, 2020. https://www.mnd.go.kr/cop/pblictn/selectPublicationUser.do?siteId=mndEN&componentId=51&categoryId=0&publicationSeq=1036&pageIndex=1&id=mndEN_031300000000 .

THE WORLD BANK, « Explore History », *The World Bank*. <https://www.worldbank.org/en/archive/history> .

UAE SPACE AGENCY, « National Space Strategy (Summary) 2030 », *Abu Dhabi : Federal Authority*, 2019. <https://space.gov.ae/Documents/PublicationPDFFiles/2030-NationalStrategy-Summary-EN.pdf> .

UNEP'S ECONOMY DIVISION, FRANKFURT SCHOOL-UNEP COLLABORATING CENTRE FOR CLIMATE & SUSTAINABLE ENERGY FINANCE AND BLOOMBERGNEF, « Global Trends in Renewable Energy Investment 2020. Rapport », *Frankfurt School-UNEP Centre/BNEF*, Frankfurt am Main. <https://www.fs-unep-centre.org/global-trends-in-renewable-energy-investment-2020/> .

UN-HABITAT, « UN-Habitat and partners unveil OCEANIX Busan, the world's first prototype floating city », *UN-Habitat*, 2022. <https://unhabitat.org/news/27-apr-2022/unhabitat-and-partners-unveil-oceanix-busan-the-worlds-first-prototype-floating> .

UNITED STATES, « III. The Yalta Conference: February 4–11, 1945 : Roosevelt–Stalin Meeting, February 8, 1945, 3 h 30, Livadia Palace; Bohlen Minutes », in FRANKLIN, William M. et GERBER, William (ed), *Foreign Relations of the United States: Diplomatic Papers, Conferences at Malta and Yalta, 1945*, Washington, United States Government Printing Office, 1955.

UNITED STATES, « III. The Yalta Conference: February 4–11, 1945 : 10. Signed agreements; Trilateral documents; Agreement Regarding Entry of the Soviet Union Into the War Against Japan », in FRANKLIN, William M. et GERBER, William (ed), *Foreign Relations of the United States: Diplomatic Papers, Conferences at Malta and Yalta, 1945*, Washington, United States Government Printing Office, 1955.

UNITED STATES, « III. The Tehran Conference : Roosevelt–Churchill–Stalin luncheon meeting, 1:30 p.m; Bohlen Minutes », in FRANKLIN, William M. et GERBER, William (ed), *Foreign Relations of the United States: Diplomatic Papers, The Conferences at Cairo and Tehran, 1943*, Washington, United States Government Printing Office, 1961.

UNITED STATES, « II. The First Cairo Conference; 6. Conference Documents and Supplementary Papers: British Draft of the Communiqué », in FRANKLIN, William M. et GERBER, William (ed), *Foreign Relations of the United States: Diplomatic Papers, The Conferences at Cairo and Tehran, 1943*, Washington, United States Government Printing Office, 1961.

Bibliographie Graphiques et Tableaux

OECD, « What does South Korea export? (2021) », *The Observatory of Economic Complexity*. https://oec.world/en/visualize/tree_map/hs92/export/kor/all/show/2021/ .

OECD, « Where does South Korea export Military Weapons to? (2021) », *The Observatory of Economic Complexity*. https://oec.world/en/visualize/tree_map/hs92/export/kor/show/199301/2021/ .

OECD, «Where does South Korea export Weapons Parts and Accessories to? (2021) », *The Observatory of Economic Complexity*. https://oec.world/en/visualize/tree_map/hs92/export/kor/show/199305/2021/ .

OECD, « Where does South Korea export Explosive Ammunition to? (2021) », *The Observatory of Economic Complexity*. https://oec.world/en/visualize/tree_map/hs92/export/kor/show/199306/2021/

OECD, « What does South Korea export to United Arab Emirates? (2000) », *The Observatory of Economic Complexity*. https://oec.world/en/visualize/tree_map/hs92/export/kor/are/show/2000/ .

OECD, « What does South Korea export to United Arab Emirates? (2007) », *The Observatory of Economic Complexity*. https://oec.world/en/visualize/tree_map/hs92/export/kor/are/show/2007/ .

OECD, « What does South Korea export to United Arab Emirates? (2010) », *The Observatory of Economic Complexity*. https://oec.world/en/visualize/tree_map/hs92/export/kor/are/show/2010/ .

OECD, « What does South Korea export to United Arab Emirates? (2021) », *The Observatory of Economic Complexity*. https://oec.world/en/visualize/tree_map/hs92/export/kor/are/show/2021/ .

OECD, « What does South Korea export to Saudi Arabia? (2000) », *The Observatory of Economic Complexity*. https://oec.world/en/visualize/tree_map/hs92/export/kor/sau/show/2000/ .

OECD, « What does South Korea export to Saudi Arabia? (2007) », *The Observatory of Economic Complexity*. https://oec.world/en/visualize/tree_map/hs92/export/kor/sau/show/2007/

OECD, « What does South Korea export to Saudi Arabia? (2010) », *The Observatory of Economic Complexity*. https://oec.world/en/visualize/tree_map/hs92/export/kor/sau/show/2010/ .

OECD, « What does South Korea export to Saudi Arabia? (2021) », *The Observatory of Economic Complexity*. https://oec.world/en/visualize/tree_map/hs92/export/kor/sau/show/2021/ .

PEW RESEARCH CENTER, « Global Indicator Database », *Pew Research Center*. <https://www.pewresearch.org/global/database/indicator/1/country/kr/> .

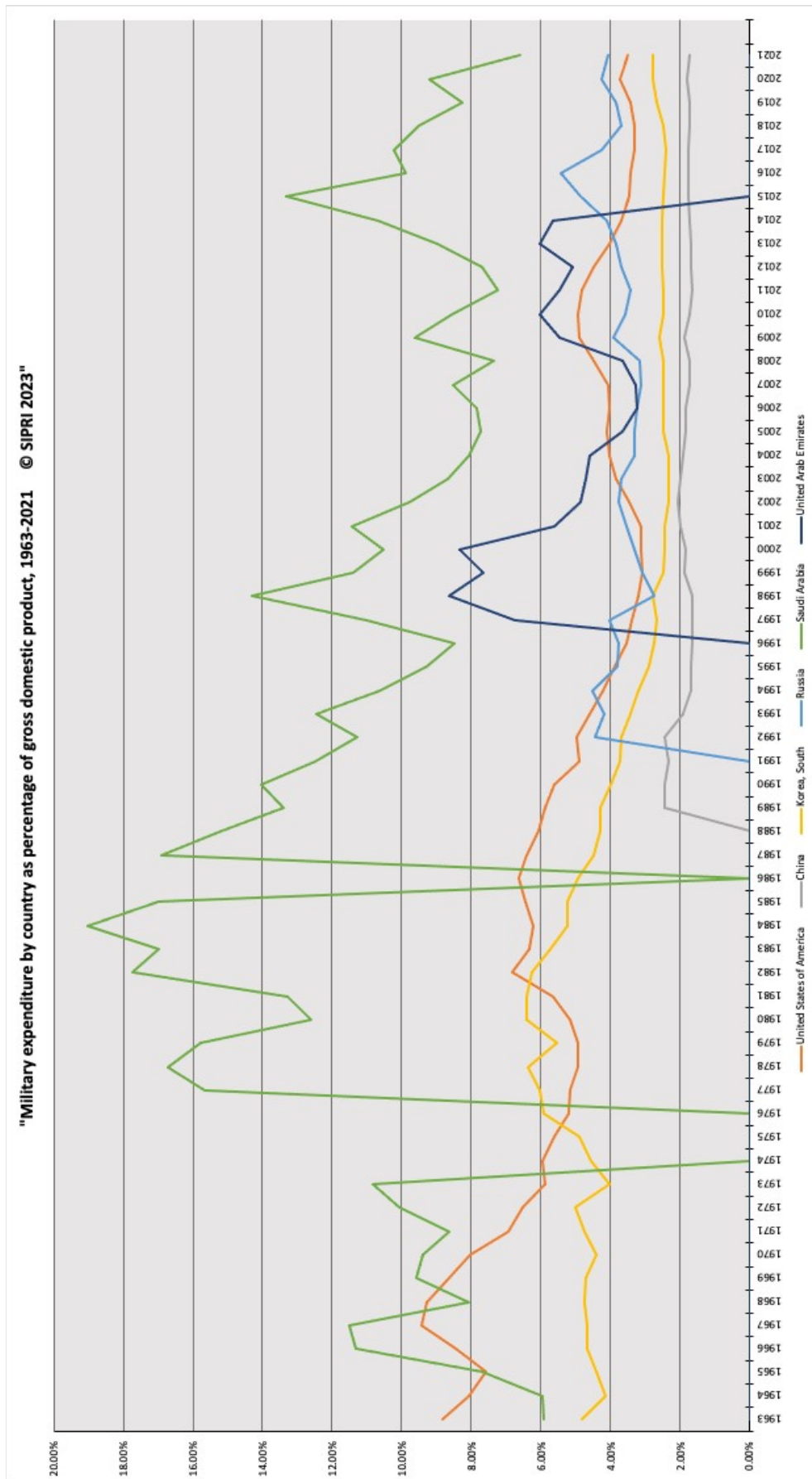
SIPRI, « SIPRI Arms Industry Database », *Stockholm International Peace Research Institute*, n.d. <https://sipri.org/databases/armsindustry> .

SIPRI, « SIPRI Military Expenditure Database », *Stockholm International Peace Research Institute*, n.d. <https://milex.sipri.org/sipri> .

WEZEMAN, Pieter D., KUIMOVA, Alexandra et WEZEMAN, Simeon, « Trends in International Arms Transfers, 2021 », in *SIPRI Fact Sheet*, March 2021, pp. 1-12. <https://doi.org/10.55163/CBZJ9986> .

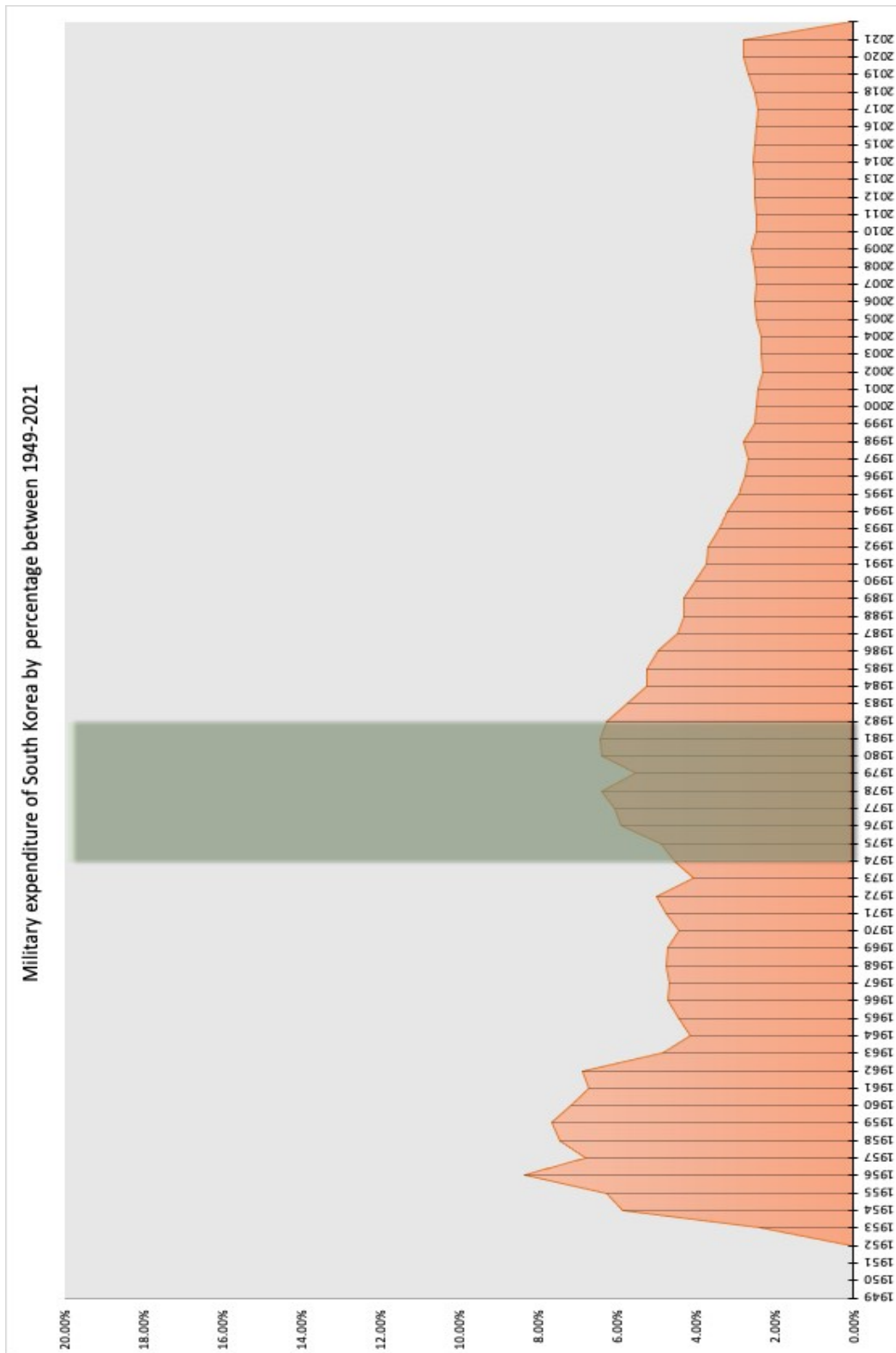
Annexes

ANNEXE 1 -Military Expenditure by country (USA ; China ; South Korea; Russia ; Saudi Arabia and UAE) as percentage of GDP



Les données sont sur une échelle allant jusqu'à 20 % de la part du PIB. Ce graphique fut réalisé à l'aide des données extraites de la base de SIPRI. Les pics de descente de l'Arabie Saoudite sont dus à un manque de données sur la base du SIPRI, *Stockholm International Peace Research Institute*. s.d. « SIPRI Military Expenditure Database ». [https:// milex.sipri.org/ sip](https://milex.sipri.org/sip)

ANNEXE 2 — Évolution des dépenses militaires dans la part du PIB de la Corée du Sud de 1949 à 2021



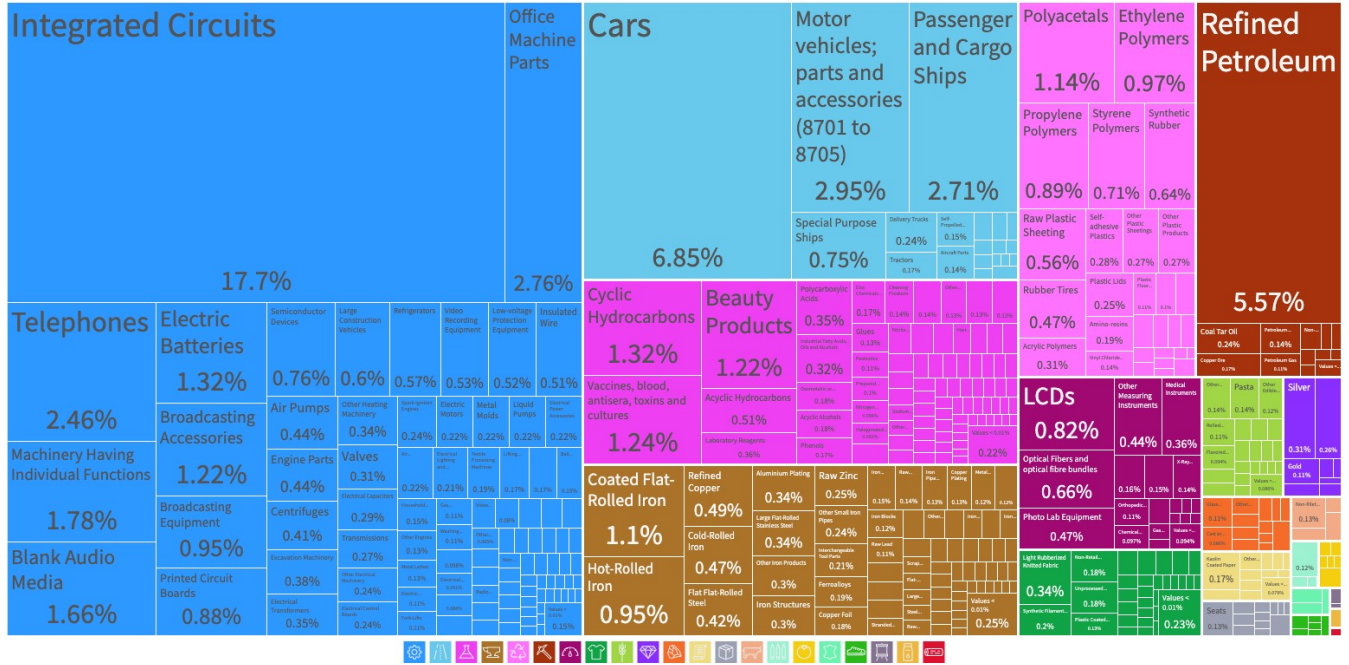
Les données sont sur une échelle allant jusqu'à 20 % de la part du PIB. Ce graphique fut réalisé à l'aide des données extraites de la base de données SIPRI : Stockholm International Peace Institute (SIPRI). s.d. «SIPRI Military Expenditure Database » Stockholm International Peace Institute (SIPRI) <https://milex.sipri.org/sip>

ANNEXE 3 — Exportation de la production sud-coréenne en 2021

◀ 2020

What does South Korea export? (2021)

Total: \$653B

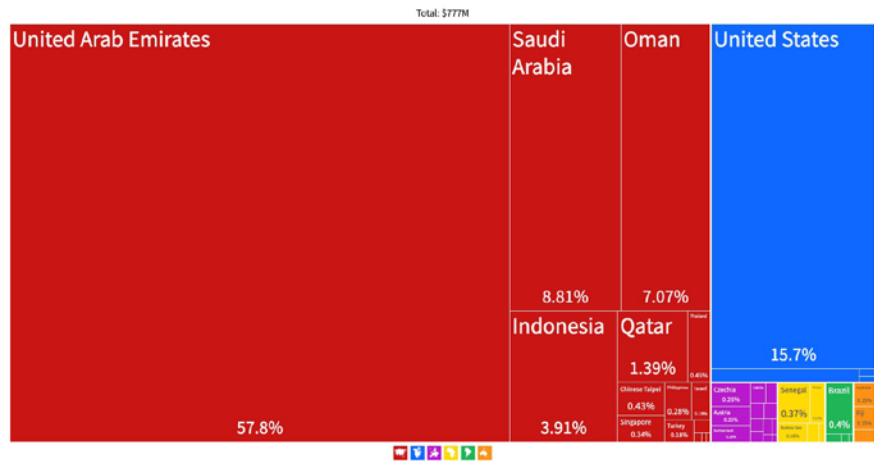


Capture d'écran provenant de la source : OEC. s.d. « What does South Korea export? (2021) », The Observatory of Economic Complexity. https://oec.world/en/visualize/tree_map/hs92/export/kor/all/show/2021/

ANNEXE 4 — Destinations production d'armes sud-coréennes

< 2020

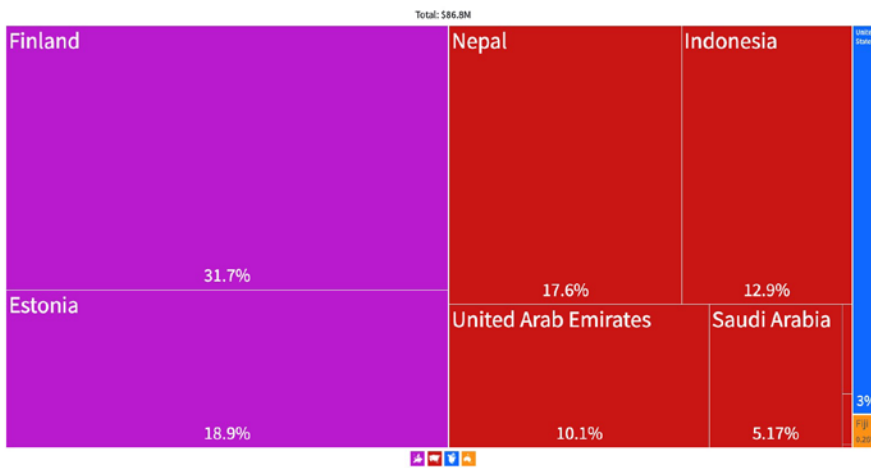
Where does South Korea export Explosive Ammunition to? (2021)



Capture d'écran provenant de la source : OEC. s.d. « Where does South Korea export Explosive Ammunition to? (2021) », The Observatory of Economic Complexity. https://oec.world/en/visualize/tree_map/hs92/export/kor/show/199306/2021/

< 2020

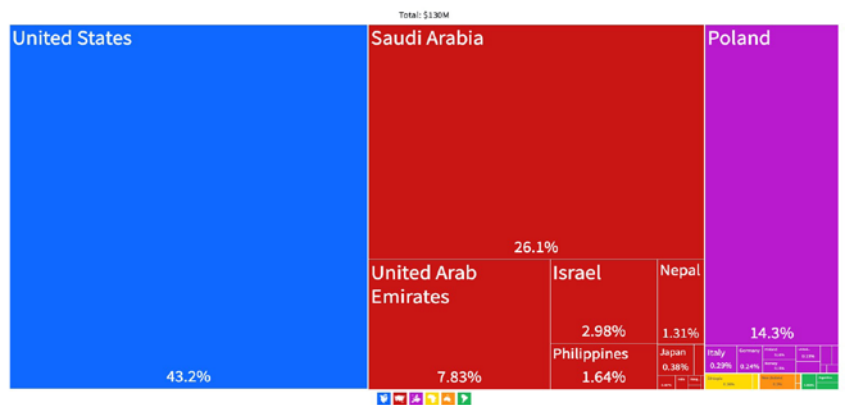
Where does South Korea export Military Weapons to? (2021)



Capture d'écran provenant de la source : OEC. s.d. « Where does South Korea export Military Weapons to? (2021) », The Observatory of Economic Complexity.

< 2020

Where does South Korea export Weapons Parts and Accessories to? (2021)



Capture d'écran provenant de la source : OEC. s.d. « Where does South Korea export Weapons Parts and Accessories to? (2021) », The Observatory of Economic Complexity. https://oec.world/en/visualize/tree_map/hs92/export/kor/show/199305/2021/

ANNEXE 5 — Importations et exportations d'armes par pays et leurs destinataires 2021

Table 1. The 25 largest exporters of major arms and their main recipients, 2017–21

Note: Percentages below 10 are rounded to 1 decimal place; percentages over 10 are rounded to whole numbers.

Exporter	Share of global arms exports (%)		Per cent change from 2012–16 to 2017–21 ^a	Main recipients (share of exporter's total exports, %), 2017–21					
	2017–21	2012–16		1st	2nd	3rd			
1 United States	39	32	14	Saudi Arabia (23)	Australia (9.4)	South Korea (6.8)			
2 Russia	19	24	-26	India (28)	China (21)	Egypt (13)			
3 France	11	6.4	59	India (29)	Qatar (16)	Egypt (11)			
4 China	4.6	6.4	-31	Pakistan (47)	Bangladesh (16)	Thailand (5.0)			
5 Germany	4.5	5.4	-19	South Korea (25)	Egypt (14)	USA (6.1)			
6 Italy	3.1	2.5	16	Egypt (28)	Turkey (15)	Qatar (9.0)			
7 United Kingdom	2.9	4.7	-41	Oman (19)	Saudi Arabia (19)	USA (19)			
8 South Korea	2.8	1.0	177	Philippines (16)	Indonesia (14)	UK (14)			
9 Spain	2.5	2.2	10	Australia (51)	Turkey (13)	Belgium (8.6)			
10 Israel	2.4	2.5	-5.6	India (37)	Azerbaijan (13)	Viet Nam (11)			
11 Netherlands	1.9	2.0	-12	Indonesia (18)	USA (16)	Mexico (10)			
12 Turkey	0.9	0.7	31	Turkmenistan (16)	Oman (16)	Qatar (14)			
13 Sweden	0.8	1.2	-35	Pakistan (24)	USA (24)	Brazil (15)			
14 Ukraine	0.7	2.5	-72	China (39)	Thailand (15)	Russia ^b (13)			
15 Switzerland	0.7	1.0	-35	Australia (25)	Denmark (12)	France (8.7)			
16 Australia	0.6	0.3	98	Canada (33)	Chile (29)	USA (18)			
17 Canada	0.5	0.8	-41	Saudi Arabia (47)	UAE (22)	Australia (6.8)			
18 UAE	0.4	0.3	17	Egypt (31)	Jordan (24)	Algeria (15)			
19 South Africa	0.3	0.3	-5.8	UAE (26)	USA (21)	India (12)			
20 Belarus	0.3	0.5	-42	Serbia (34)	Viet Nam (25)	Uganda (14)			
21 Brazil	0.3	0.2	48	France (23)	Nigeria (13)	Chile (11)			
22 Norway	0.3	0.6	-57	Oman (27)	USA (21)	Lithuania (14)			
23 India	0.2	0.1	119	Myanmar (50)	Sri Lanka (25)	Armenia (11)			
24 Czechia	0.2	0.3	-36	USA (28)	Ukraine (26)	Uganda (13)			
25 Jordan	0.2	0.1	5.0	USA (40)	Egypt (36)	Armenia (10)			

UAE = United Arab Emirates.

^a Figures show the change in volume of the total arms exports per exporter between the two periods.

^b This involved transport aircraft produced in Russia until 2018 under licences granted before Ukraine banned arms sales to Russia in 2014. For further detail see Wezeman, S. T., 'Monitoring international arms transfers: The difficult case of production under licence', SIPRI WritePeace Blog, 31 Mar. 2021.

Source: SIPRI Arms Transfers Database, Mar. 2022.

Wezeman, Pieter D., Alexandra Kuimova et Siemon T. Wezeman. 2022. «Trends in International Arms Transfers, 2021». *SIPRI Fact Sheet* (March) : 1-12. <https://doi.org/10.55163/CBZJ9986>

Table 2. The 40 largest importers of major arms and their main suppliers, 2017–21

Note: Percentages below 10 are rounded to 1 decimal place; percentages over 10 are rounded to whole numbers.

Importer	Share of global arms imports (%)		Per cent change from 2012–16 to 2017–21 ^a	Main suppliers (share of importer's total imports, %), 2017–21					
	2017–21	2012–16		1st	2nd	3rd			
1 India	11	14	-21	Russia	(46)	France	(27)	USA	(12)
2 Saudi Arabia	11	8.2	27	USA	(82)	France	(5.1)	UK	(5.0)
3 Egypt	5.7	3.2	73	Russia	(41)	France	(21)	Italy	(15)
4 Australia	5.4	3.2	62	USA	(67)	Spain	(24)	Switzerland	(3.3)
5 China	4.8	4.4	4.1	Russia	(81)	France	(9.1)	Ukraine	(5.9)
6 Qatar	4.6	1.3	227	USA	(46)	France	(36)	Italy	(6.1)
7 South Korea	4.1	2.3	71	USA	(63)	Germany	(27)	France	(7.8)
8 Pakistan	3.0	3.2	-11	China	(72)	Sweden	(6.4)	Russia	(5.6)
9 UAE	2.8	4.5	-41	USA	(61)	France	(6.2)	Russia	(5.3)
10 Japan	2.6	1.0	152	USA	(98)	UK	(1.7)	Sweden	(0.7)
11 Algeria	2.6	3.9	-37	Russia	(81)	Germany	(6.4)	France	(3.7)
12 United Kingdom	2.5	1.4	74	USA	(77)	South Korea	(16)	Germany	(3.2)
13 United States	2.4	2.5	-9.6	UK	(23)	Netherlands	(13)	France	(12)
14 Israel	1.9	1.5	19	USA	(92)	Germany	(6.9)	Italy	(1.0)
15 Indonesia	1.7	2.1	-24	South Korea	(23)	USA	(23)	Netherlands	(19)
16 Norway	1.6	0.3	343	USA	(83)	South Korea	(10)	Italy	(3.5)
17 Turkey	1.5	3.2	-56	Italy	(30)	USA	(22)	Spain	(21)
18 Singapore	1.4	1.6	-20	France	(54)	USA	(22)	Germany	(7.9)
19 Netherlands	1.3	0.6	116	USA	(94)	Germany	(5.0)	Australia	(0.3)
20 Viet Nam	1.3	2.9	-56	Russia	(56)	Israel	(19)	South Korea	(6.6)
21 Iraq	1.2	3.4	-66	Russia	(44)	USA	(35)	Italy	(10)
22 Italy	1.2	1.0	15	USA	(72)	Germany	(17)	Israel	(5.8)
23 Thailand	1.1	0.9	20	South Korea	(28)	China	(20)	Ukraine	(9.9)
24 Bangladesh	1.0	1.5	-35	China	(71)	Russia	(9.2)	UK	(5.2)
25 Morocco	1.0	1.3	-27	USA	(76)	China	(14)	France	(8.4)
26 Afghanistan	0.9	0.9	-4.1	USA	(97)	Brazil	(2.0)	Belarus	(1.1)
27 Oman	0.9	1.3	-34	UK	(63)	Turkey	(16)	Norway	(8.1)
28 Kuwait	0.9	0.9	-6.3	USA	(56)	France	(26)	Italy	(9.4)
29 Philippines	0.9	0.3	142	South Korea	(53)	USA	(16)	Israel	(8.7)
30 Canada	0.9	1.0	-14	USA	(43)	Australia	(23)	Israel	(12)
31 Kazakhstan	0.8	0.7	8.1	Russia	(91)	Spain	(2.2)	China	(2.1)
32 Jordan	0.7	0.6	11	USA	(37)	Netherlands	(17)	UAE	(14)
33 Brazil	0.7	0.8	-17	UK	(19)	Sweden	(18)	France	(17)
34 Taiwan	0.7	1.9	-68	USA	(99)	Germany	(0.4)	Italy	(0.3)
35 Myanmar	0.6	0.9	-32	China	(36)	Russia	(27)	India	(17)
36 Poland	0.6	0.6	3.4	USA	(35)	Italy	(12)	South Korea	(12)
37 Azerbaijan	0.5	1.4	-63	Israel	(61)	Russia	(22)	Belarus	(6.6)
38 NATO ^b	0.5	0.0	1991	France	(69)	USA	(26)	Spain	(3.7)
39 Belarus	0.5	0.3	62	Russia	(100)	China	(0.1)	-	-
40 France	0.5	0.2	97	USA	(42)	UK	(16)	Brazil	(15)

- = nil; NATO = North Atlantic Treaty Organization; UAE = United Arab Emirates.

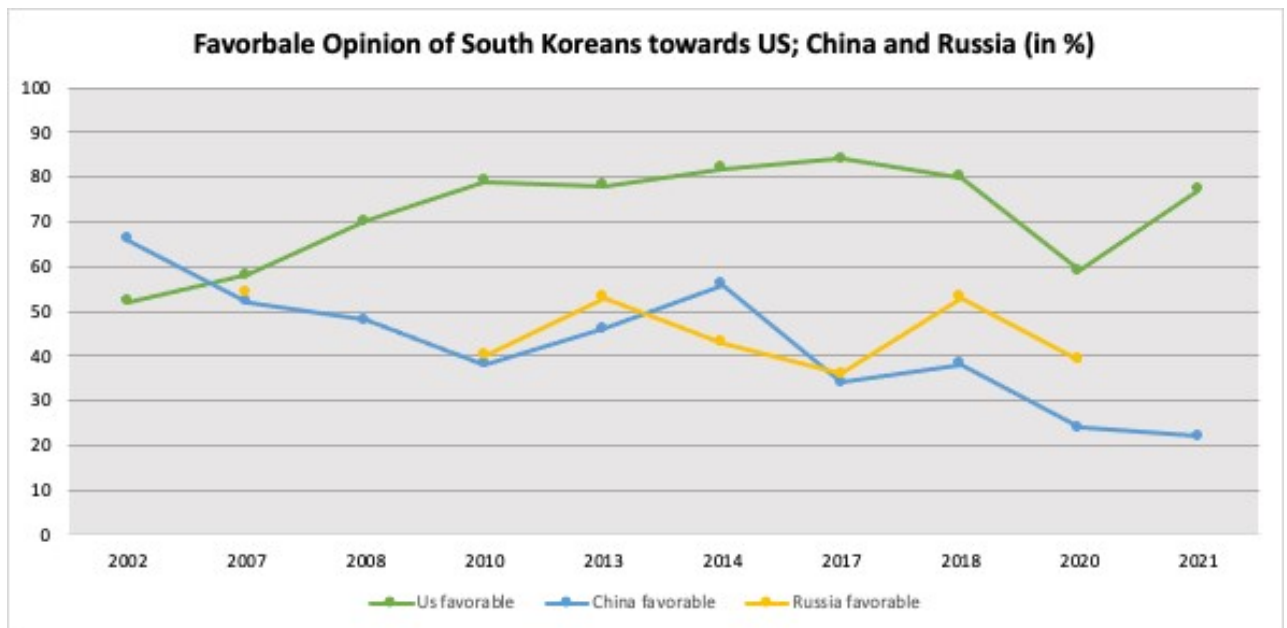
^a Figures show the change in volume of the total arms imports per importer between the two periods.

^b The data is for imports by the organization itself, not the total imports by NATO member states.

Source: SIPRI Arms Transfers Database, Mar. 2022.

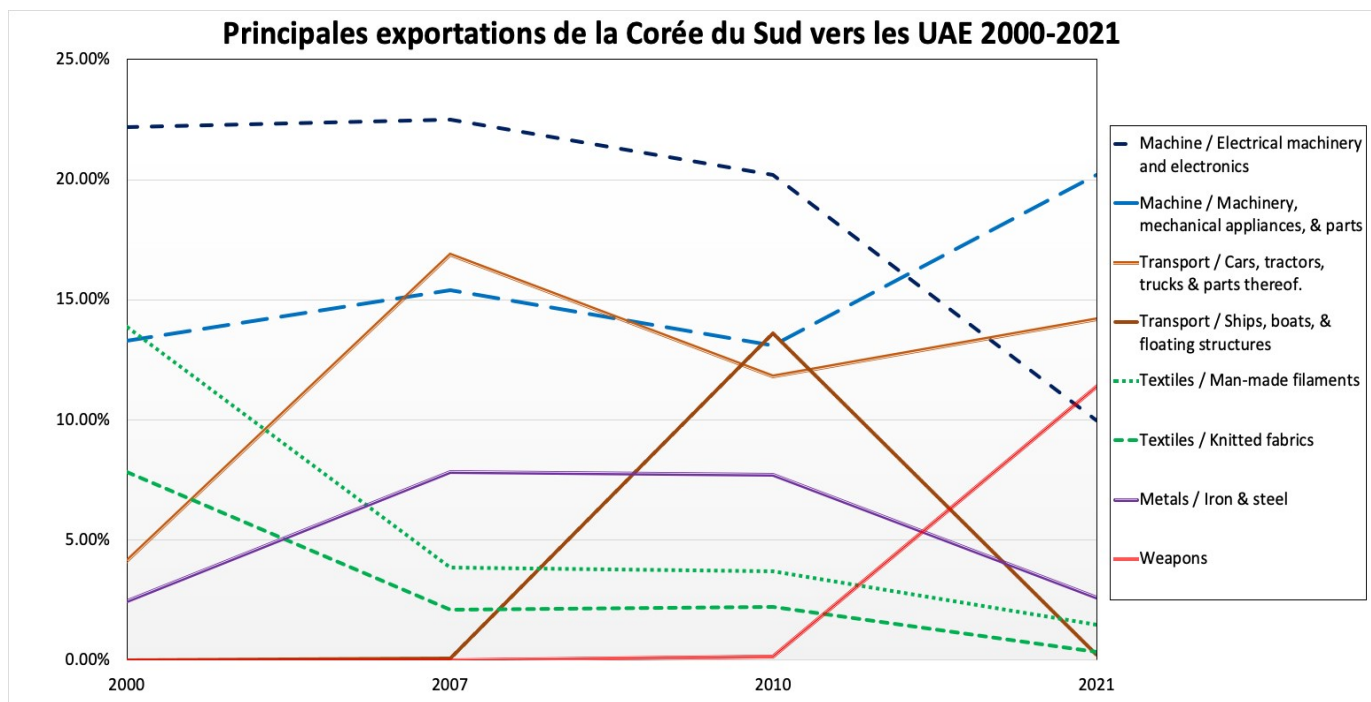
Wezeman, Pieter D., Alexandra Kuimova et Siemon T. Wezeman. 2022. «Trends in International Arms Transfers, 2021». SIPRI Fact Sheet (March) : 1-12. <https://doi.org/10.55163/CBZJ9986>

ANNEXE 6 — Évolutions des opinions envers les États-Unis, la Chine et la Russie des Sud-Coréens



Ce graphique fut réalisé à l'aide des données extraites à la source suivante : Pew Research Center. s.d. « Global Indicator Database ». Pew Research Center. <https://www.pewresearch.org/global/database/indicator/1/country/kr/>

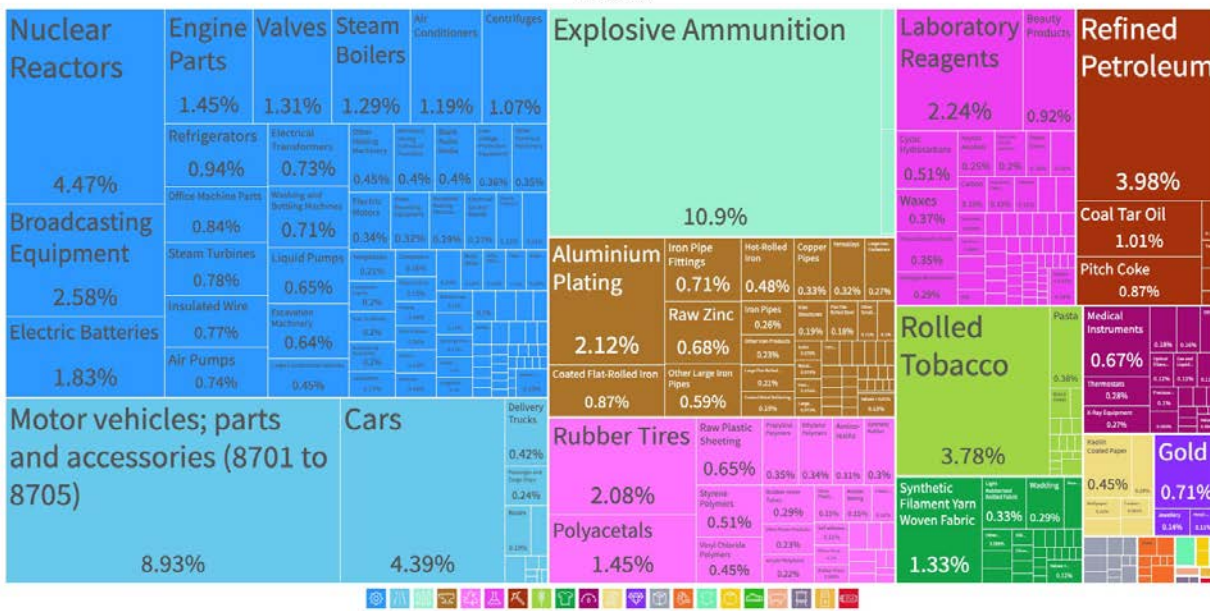
ANNEXE 7 — Principales Exportations de la Corée du Sud vers les EAU (2000-2021)



Le graphique fut réalisé avec les données de 2000, 2007, 2010 et 2021 trouvée à la source suivante : OEC. s.d. « What does South Korea export to United Arab Emirates? ». The Observatory of Economic Complexity. https://oec.world/en/visualize/tree_map/hs92/export/kor/are/show/2000/

What does South Korea export to United Arab Emirates? (2021)

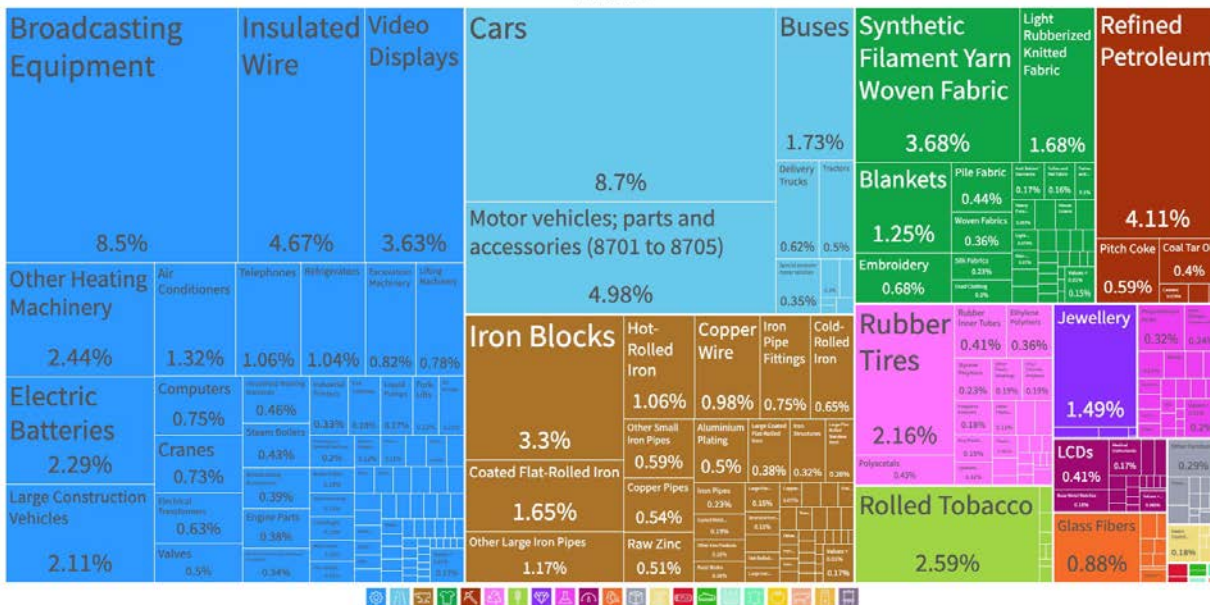
Total: \$4.12B



Capture d'écran provenant de la source : OEC. s.d. « What does South Korea export to United Arab Emirates? (2021) ». The Observatory of Economic Complexity. https://oec.world/en/visualize/tree_map/hs92/export/kor/are/show/2021/

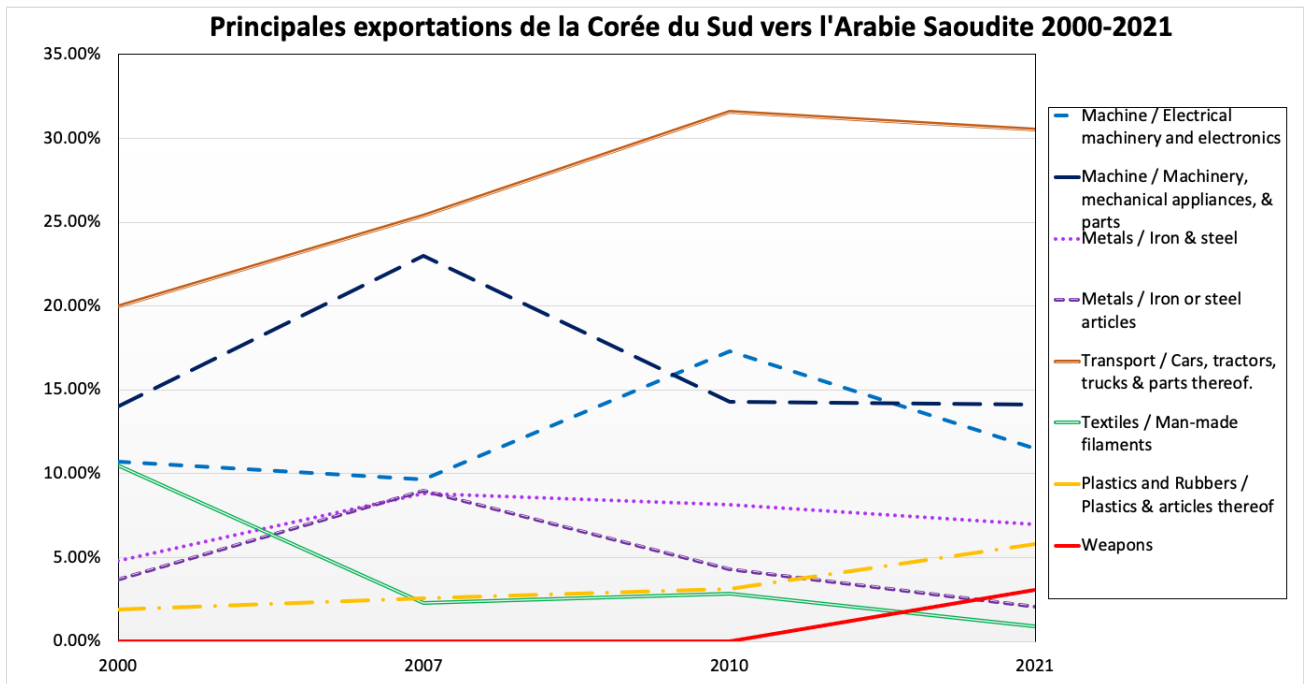
What does South Korea export to United Arab Emirates? (2007)

Total: \$3.83B

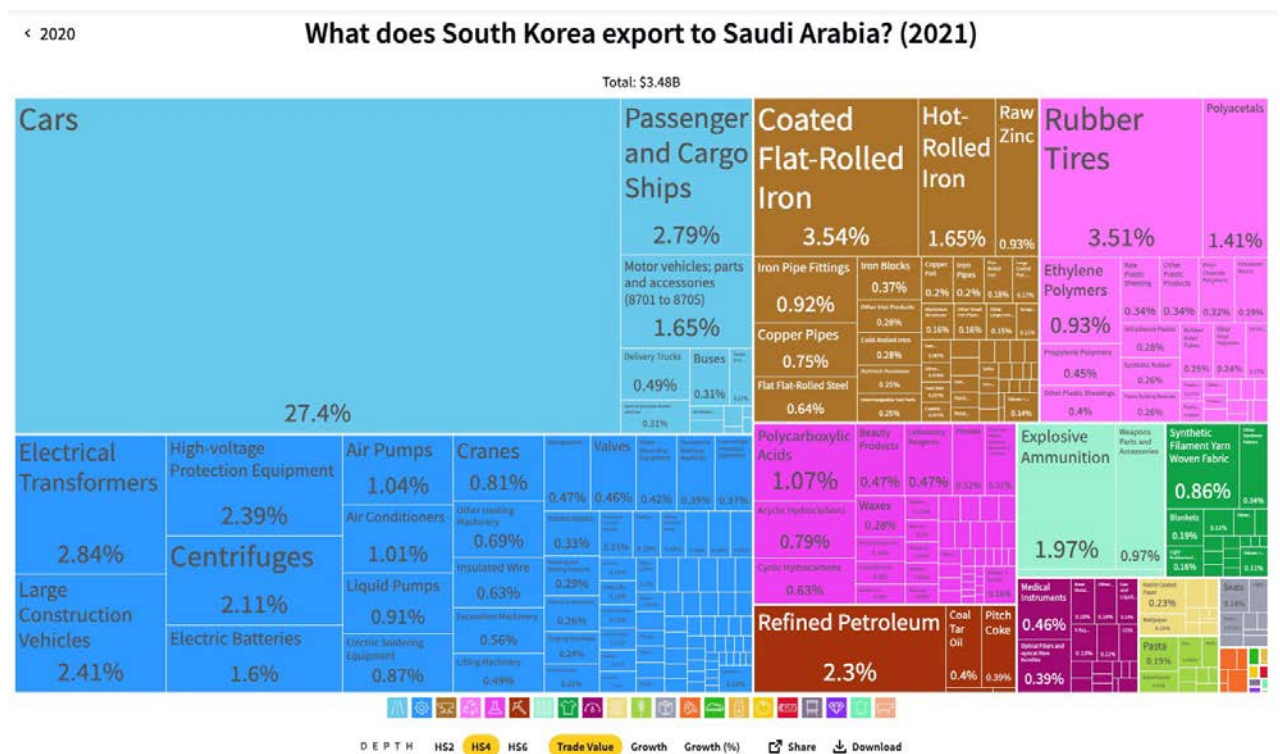


Capture d'écran provenant de la source : OEC. s.d. « What does South Korea export to United Arab Emirates? (2007) ». The Observatory of Economic Complexity. https://oec.world/en/visualize/tree_map/hs92/export/kor/are/show/2007/

ANNEXE 8 — Principales Exportations de la Corée du Sud vers l'Arabie Saoudite (2000-2021)

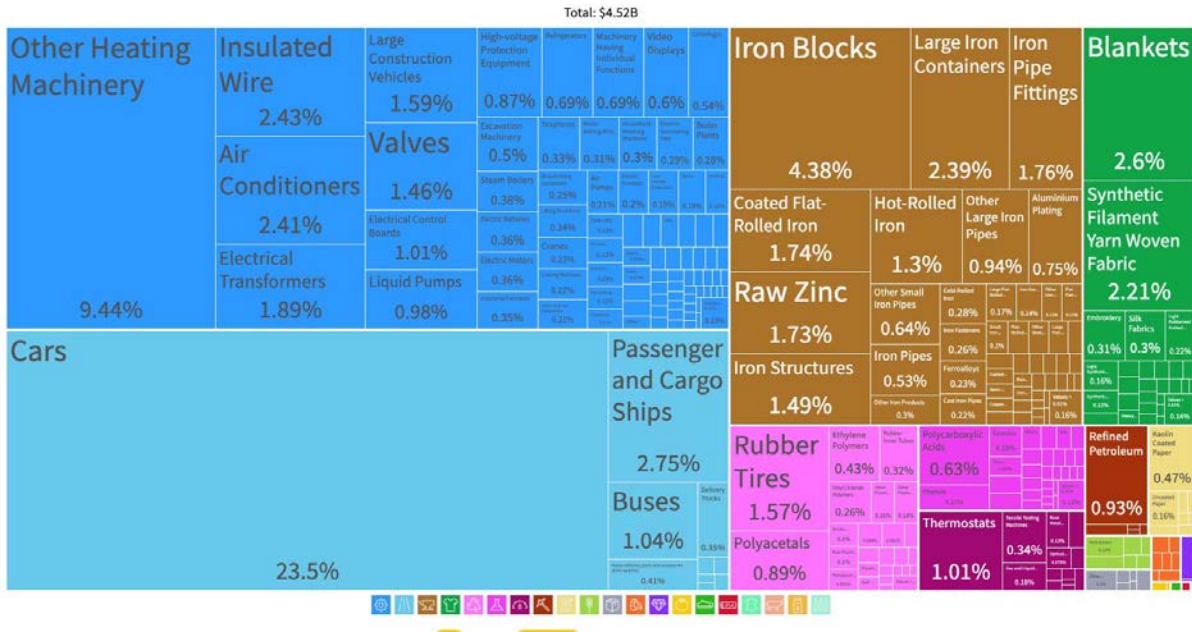


Le graphique fut réalisé avec les données de 2000, 2007, 2010 et 2021 trouvée à la source suivante : OEC. s.d. « What does South Korea export to Saudi Arabia? ». The Observatory of Economic Complexity. https://oec.world/en/visualize/tree_map/hs92/export/kor/sau/show/2021/



Capture d'écran provenant de la source : OEC. s.d. « What does South Korea export to Saudi Arabia? (2021) ». The Observatory of Economic Complexity. https://oec.world/en/visualize/tree_map/hs92/export/kor/sau/show/2021/

What does South Korea export to Saudi Arabia? (2007)



Capture d'écran provenant de la source : OEC. s.d. « What does South Korea export to Saudi Arabia? (2007) ». The Observatory of Economic Complexity.
https://oec.world/en/visualize/tree_map/hs92/export/kor/sau/show/2007/

Table des matières

Remerciements	II
Sommaire	III
Introduction	2
1. Méthodologie	
1.1 Revue de la littérature	4
1.2 Définitions des termes clés	6
1.2.1 La diplomatie économique	6
1.2.2 Memorandum d'accord/ Memorandum of Understanding (MoU)	7
1.2.3 Strategic partnership	8
1.2.4 Middle power	10
1.2.5 Nation-branding	11
1.3 Limites de la recherche	13
1.4 Structure du travail	13
2. La mouvance du système international : aperçu	
2.1 Asie de l'Est : carrefour des grandes puissances	14
2.2 L'Arabie Saoudite et les Émirats arabes unis : volontés d'extraction du Golfe persique	28
2.2.1 L'Arabie saoudite	28
2.2.2 Les Émirats arabes unis	32
2.2.3 Le Golfe et les acteurs internationaux	34
2.3 La rencontre	37
3. La variable d'analyse : la technologie	
3.1 L'économie et la technologie	40
3.2 Les technologies coréennes	44
3.2.1 Les semi-conducteurs	45
3.2.2 Les batteries électriques	46
3.2.3 Small Modular Reactor	46
3.3 Les Smart City	47
4. Étude de cas	
Quand la sécurité rencontre l'économie et la technologie : 2008-2022	
4.1 Le nucléaire	50
4.2 L'énergie solaire	53
4.3 L'hydrogène	55
4.4 Les hydrocarbures	57
4.5 L'espace	59
5. Conclusion	
64	
Bibliographie	
66	
Bibliographie des Journaux et des Sites Web	78
Bibliographie sources gouvernementales et organisations internationales	81
Bibliographie Graphiques et Tableaux	82

Annexes	84
Annexe 1 -Military Expenditure by country (USA ; China ; South Korea; Russia ; Saudi Arabia and UAE) as percentage of GPD	85
Annexe 2 — Evolution des dépenses militaires dans la part du PIB de la Corée du Sud de 1949 à 2021	86
Annexe 3 — Exportation de la production sud-coréenne en 2021	87
Annexe 4 — Destinations production d’armes sud-coréennes	88
Annexe 5 — Importations et exportations d’armes par pays et leurs destinataires 2021	89
Annexe 6 — Evolutions des opinions envers les Etats-Unis, la Chine et la Russie des Sud-Coréens	91
Annexe 7 — Principales Exportations de la Corée du Sud vers les EAU (2000-2021)	92
Annexe 8 — Principales Exportations de la Corée du Sud vers l’Arabie Saoudite (2000-2021)	94
Table des matières	96